

DIRE

L'an deux mille vingt-cinq et le _____,

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Bobigny et par-devant nous, Greffier,

Maitre Alain CIEOL

2 rue de Lorraine

93000 BOBIGNY

Poursuivant la présente vente ;

LAQUELLE A DIT QUE :

Pour compléter le Cahier des Conditions de Vente, il est ci-après donné copie de :

- Règlement de copropriété

Et Maître CIEOL Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous toutes réserves.

FACE ANNULEE

84768 06
CP/45/VPR

**L'AN DEUX MILLE NEUF,
Le vingt-six (26) octobre**

À PARIS, 8^e, 10, rue du Cirque, au siège de l'Office Notarial,

**Maître Christian PISANI,
Notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Sylvie
DURANT des AULNOIS, Christian PISANI, Eric DUBOST et Philippe GROË-
NINCK, notaires, associés d'une société civile professionnelle le titulaire d'un
Office Notarial », ayant son siège à PARIS, huitième arrondissement, 10, rue du
Cirque,**

**A reçu en la forme authentique le présent acte contenant État descriptif
de division - Règlement de Copropriété d'un Immeuble à usage d'habitation et
commerce dénommé "LE GALA" sis à BOBIGNY à l'angle du boulevard Lénine,
et de la rue Alcide Veillard.**

À la requête de :

Requérant

**La société dénommée "SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4",
société en nom collectif, au capital de 1.000,00€, dont le siège est à NEUILLY-SUR-
SEINE (92200 - HAUTS-DE-SEINE), 127, avenue Charles de Gaulle, identifiée au
SIREN sous le numéro 444 266 555 et immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de NANTERRE.**

**A ce représentée par Monsieur Nicolas HANNEZO, Responsable de
Programmes, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur
Marc NAFILYAN, demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE, 127, avenue Charles
de Gaulle, aux termes d'un acte sous signatures privées dont l'original en
date à NEUILLY-SUR-SEINE, du 22 octobre 2009, est déposé à l'Acte de
Dépôt reçu ce jour par l'Office notarial ;**

Monsieur Marc NAFYLAN agissant lui-même en vertu de la délégation de pouvoir qui lui a été consentie par Monsieur Joël MONRIBOT, demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE, 127 avenue Charles de Gaulle, aux termes d'un acte sous seing privé en date à NEUILLY-SUR-SEINE, du 18 mai 2009, dont une copie est déposée à l'Acte de Dépôt reçu ce jour par l'Office notarial ;

Monsieur Joël MONRIBOT, ayant lui-même agi en sa qualité de Président de la société **"KAUFMAN & BROAD DEVELOPPEMENT"**, Intervenant ci-après nommé, société par actions simplifiée unipersonnelle - SASU -, au capital de 152.449,02 € dont le siège social est à NEUILLY-SUR-SEINE, 127, avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le n°340 708 858 et immatriculée au RCS de NANTERRE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une Assemblée Générale Mixte du 06 mars 2003, dont une copie est déposée à l'Acte de Dépôt reçu ce jour par l'Office notarial ;

La société **"KAUFMAN & BROAD DEVELOPPEMENT"**, agissant elle-même en qualité de co-gérant de la société **"SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4"**, fonction à laquelle elle a été nommée aux termes d'une décision d'associés en date du 12 novembre 2002, dont une copie est déposée à l'Acte de Dépôt reçu ce jour par l'Office notarial.

La société **"SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4"** ou par abréviation **"KBP 4"** ci-après dénommée **"le Requérant"**.

Terminologie adoptée

Pour la meilleure compréhension de l'Acte, il est précisé que les mots et expressions y figurant commençant par une majuscule auront la définition qui leur est attribuée sous le présent Titre.

Requérant : la société **"SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4"**.

Acte : désigne le présent acte.

Acte de Dépôt : désigne l'acte de dépôt dressé par l'Office notarial le 26 octobre 2009, préalablement aux présentes, aux termes duquel le Requérant a déposé diverses pièces se rapportant à son Programme Immobilier et notamment les autorisations d'urbanisme auquel il a donné lieu et les rapports environnementaux et autres.

Les pièces visées ci-après et qui ne sont pas annexées pas annexées au présent Acte y sont déposées.

Assemblée Générale : désigne l'assemblée délibérative réunissant les Copropriétaires, qui selon des règles de *quorum* et de majorité spécifiques, adopte les décisions engageant le Syndicat des Copropriétaires ; l'exécution des décisions est confiée au Syndic.

Cahier des Charges : désigne l'acte reçu à la requête de la SEMARBO par Me Michel BOSSY, notaire à NOISY-LE-SEC, le 23 juin 1972, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 10 août 1972, volume 604, numéro 5, et ses modificatifs visés sous le titre **"CAHIER DES CHARGES"**.

Il a pour périmètre les parcelles sises à BOBIGNY constituant le Quartier

"Paul Eluard" cadastrées section AH 321 (assiette de l'EDDV) et les dix tours d'habitation cadastrés AH n°s 134, 183, 187, 192, 310, 311, 312, 313, 319, et 322.

Charges ou Charges Communes : désigne l'ensemble des charges, sans distinction, de l'immeuble tels que définies à l'article 10 de la loi n°65-552 du 10 juillet 1965.

Au présent Acte, il sera distingué parmi celles-ci :

* **Les Charges Communes Générales** qui concernent la conservation, l'administration et l'usage, au sens de l'article 10 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, des Parties Communes Générales de l'immeuble, c'est à dire l'ensemble des charges afférentes aux Parties Communes Générales de l'immeuble en tant que chaque Lot en détient une quote-part indivise.

Elles sont réparties entre tous les Lots à proportion de leur quote-part indivise dans les Parties Communes Générales de l'immeuble c'est à dire à proportion des tantièmes attribués à chaque Lot dans les Parties Communes Générales.

La définition sera précisée plus amplement à l'Article 6 (Partie II, Chapitre II).

- **Les Charges Communes Spéciales** qui concernent la conservation, l'administration et l'usage, au sens de l'article 10 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, des Parties Communes Spéciales ; c'est à dire à l'ensemble des charges afférentes aux Parties Communes Spéciales de l'immeuble concernés dont seuls certains Lots de la Copropriété spécifiquement identifiés détiennent seuls et ensemble la propriété et chacun desdits Lots une quote-part indivise.

Elles sont réparties entre chacun desdits Lots à proportion leur quote-part indivise dans lesdites Parties Communes Spéciales c'est à dire en fonction des tantièmes attribués à chacun desdits Lots dans lesdites Parties Communes Spéciales.

La définition sera précisée plus amplement à l'Article 7 (Partie II, Chapitre II).

- **Les Charges Communes Particulières** qui concernent, ainsi qu'il est dit à l'article 1^{er} alinéa 2 du décret n°67-223 du 17 mars 1967, l'ensemble des charges relatives (i) soit au fonctionnement et à l'entretien d'un Élément d'équipement commun et (ii) soit celles entraînées par un service collectif ; élément(s) d'équipement(s) ou services dont profitent tout ou partie des Copropriétaires.

Elles sont réparties entre chaque Lot en profitant en fonction de l'utilité, au sens de l'article 10 alinéa 1^{er} de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, que tire chacun des lots dudit élément d'équipement ou service collectif considéré (sans considération de la propriété indivise qui leur est attribuée dans les Parties Communes Générales ou Spéciales)..

La définition sera précisée plus amplement à l'Article 8 (Partie II, Chapitre II).

Conseil syndical : désigne l'organe composé de copropriétaires élus par l'Assemblée Générale chargé, conformément à l'article 21 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, d'assister le Syndic, de contrôler la gestion de la Copropriété et d'émettre des avis. Il n'est pas doté de la personnalité morale et n'a aucun pouvoir de décision.

Copropriétaire : désigne le propriétaire d'un Lot de Copropriété ou tout titulaire d'un droit réel sur Lot de Copropriété assimilé par la loi à un Copropriétaire.

Copropriété : désigne le régime juridique s'appliquant à un immeuble bâti soumis au statut de la copropriété des immeubles bâtis tel que définit par la loi n°65-557 du 10 juillet 1965.

EDD : abréviation de "État Descriptif de Division".

Élément(s) d'Équipement Commun : désigne le ou les éléments ou installation(s) permettant ou facilitant l'utilisation d'un immeuble en copropriété ou en augmentant le confort, tels que : ascenseur, monte-charge, chauffage collectif, production et distribution d'eau chaude, climatisation générale, compresseurs, antennes collectives de radiodiffusion, etc....

Ils se distinguent, même s'ils peuvent faire corps avec lui, de l'immeuble lui-même qui comprend tous les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature ou de clos et de couvert.

Les charges afférentes aux éléments d'équipement (ainsi que celles afférentes aux Services Collectif) sont des Charges Particulières.

Service(s) collectif(s) : désigne l'ensemble des services qui sont offerts aux Copropriétaires par la Copropriété, tels notamment que le service d'un concierge.

Les charges afférentes aux Service Collectifs (ainsi que celles afférentes aux Éléments d'Équipement) sont des Charges Particulières.

Ensemble Immobilier : désigne, ainsi qu'il est dit à l'article 1^{er} de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, l'ensemble immobilier, faisant l'objet d'une division en propriété, entre plusieurs propriétaires divis et qui peut faire l'objet d'une organisation juridique différente, notamment pour sa gestion, de la copropriété.

État descriptif de division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" : désigne l'état descriptif de division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" dressé par Me Michel BOSSY, notaire à NOISY-LE-SEC, le 17 décembre 1973, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 13 février 1974 volume 1244 n°7 et les différents modificatifs dont il a fait l'objet. Il ne contient aucune attribution de tantièmes (sauf mise en copropriété postérieure de certains lots).

État Descriptif de Division par abréviation **EDD** : désigne la Première Partie du présent Acte en tant qu'elle répartit la propriété de l'immeuble en plusieurs propriétés divisées dénommées Lot..

Immeuble : désigne le lot n°112 de l'Etat Descriptif de Division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" consistant actuellement en un terrain à bâtir sis à BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS) à l'angle du boulevard Lénine et de la rue Alcide Vellard, , assiette de la résidence "LE GALA" à édifier par le Requérant et faisant l'objet de l'Etat Descriptif de Division - Règlement de Copropriété objet des présentes.

Il désignera plus précisément dans l'Exposé, sous le Chapitre II, l'immeuble pris dans son état actuel, comme assiette de la future Copropriété (qui naîtra à son achèvement après division en plusieurs copropriétaires).

Hors ce sens particulier, il désignera, notamment sous les titres intitulés "Etat Descriptif de Division" et "Règlement de Copropriété" l'immeuble en son état futur d'achèvement, c'est à dire la résidence "Le GALA" en tant qu'objet de la Copropriété régi par la loi n°65-557 du 10 juillet 1965.

Lot de Copropriété ou Lot : désigne, au sens de l'article 1^{er} de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, le lot qui est indivisiblement composé :

- d'une partie privative à l'usage exclusif de son copropriétaire ;
- et d'une quote-part des parties communes ; lesdites parties communes à l'usage de tous les Copropriétaires (parties communes générales) et éventuellement à certains d'entre eux (parties communes spéciales.).

Parties Communes : Sont ainsi qualifiées aux termes de l'article 3 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 *les parties des bâtiments et terrains affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux.*

La définition sera précisée plus amplement en Partie I, Chapitre IV, Section II.

Il sera distingué conformément audit article entre :

- d'une part, les **Parties Communes Générales**, qui sont affectées l'usage ou à l'utilité de tous les Copropriétaires et qui sont indivis entre eux tous ;
- et d'autre part, les **Parties Communes Spéciales**, qui sont affectées à l'usage ou à l'utilité que de certains d'entre eux et qui pour cette raison ne sont indivis qu'entre certains d'entre eux.

Il est précisé que :

- le critère de l'usage permet de répartir la propriété des Parties Communes Générales ou Spéciales entre les Lots et en conséquence de répartir entre chacun des Lots les Charges Communes Générales ou Spéciales ;
- le critère de l'utilité permet de répartir entre les Lots concernés les Charges Particulières correspondant à l'usage d'un Elément d'Équipement ou d'un Service Collectif.

Parties Communes à Jouissance Exclusive : les parties communes à jouissance exclusive sont des parties de l'immeuble qui bien que réservées à l'usage exclusif du propriétaire d'un Lot (ou de plusieurs propriétaires de Lots) ne constituent pas des Parties Privatives du Lot ou des Lots auxquels elles sont attachées ; lesdites parties conservent leur qualité de Parties Communes (Générales ou Spéciales).

Parties Privatives : Sont ainsi qualifiées aux termes de l'article 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 *les parties des bâtiments et des terrains réservées à l'usage exclusif d'un Copropriétaire déterminé. Elles sont la propriété exclusive d'un copropriétaire déterminé.*

La définition sera précisée plus amplement en Partie I, Chapitre IV,

Section I.

Programme Immobilier : désigne les constructions qui seront édifiées par le Requérant pour former la Résidence "LE GALA".

RCP : abréviation de Règlement de Copropriété.

Règlement de Copropriété par abréviation **RCP** : désigne, selon le contexte :

- au sens large : l'ensemble de l'Acte en tant qu'il comprend indivisiblement la Première Partie de l'Acte (EDD) et la Deuxième Partie de l'Acte.

- et au sens strict : la Deuxième Partie du présent Acte en tant qu'elle définit les droits et obligations de chacun des propriétaires de l'immeuble et les règles de conservation et de gestion de l'immeuble.

Syndic : désigne l'organe exécutif du Syndicat des Copropriétaires.

Syndicat des Copropriétaires : désigne, aux termes de l'article 14 de loi n°665-557 du 10 juillet 1965, le Syndicat constitué par la collectivité des Copropriétaires ayant notamment pour objet la conservation de l'immeuble et l'administration des parties communes ; il possède la personnalité morale.

Le présent Acte a été établi suivant le plan suivant :

PLAN DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION - RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

EXPOSÉ

**CHAPITRE I - STATUT DE LA COPROPRIÉTÉ - PRINCIPALES CON-
SÉQUENCES JURIDIQUES Y ATTACHÉES**

SECTION I	OBJET
SECTION II	OPPOSABILITÉ - ENTRÉE EN VIGUEUR
SECTION III	APPLICATION DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
SECTION IV	ORDRE PUBLIC - NULLITÉS

CHAPITRE II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'IMMEUBLE

SECTION I	DÉSIGNATION
SECTION II	ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER "PAUL ELUARD" ET DU CAHIER DES CHARGES DU QUARTIER "PAUL ELUARD"
SECTION II	ORIGINE DE PROPRIÉTÉ
SECTION III	SERVITUDES
SECTION IV	SITUATION HYPOTHÉCAIRE
SECTION V	ZAC DE L'HOTEL DE VILLE
SECTION VI	OPÉRATION DE CONSTRUCTION
SECTION VII	RENSEIGNEMENTS D'URBANISME ET ÉTAT DES RISQUES
SECTION VIII	ENVIRONNEMENT - RAPPORT GÉOTECHNIQUE ARCHEOLOGIE PRÉVENTIVE

PARTIE I - ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

CHAPITRE I	DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE
CHAPITRE II	DIVISION EN LOTS (PRÉCISIONS) - PLANS - DÉSIGNATION DES LOTS - TABLEAU RÉCAPITULATIF
CHAPITRE III	MÉTHODE DE CALCUL DES TANTIÈMES DE PARTIES COMMUNES ET DE CHARGES
CHAPITRE IV	DÉFINITION DES PARTIES PRIVATIVES ET PARTIES COMMUNES

PARTIE II – RÉGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

CHAPITRE I	DESTINATION ET USAGE DE L'IMMEUBLE
CHAPITRE II	CHARGES
CHAPITRE III	MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ ET DE JOUISSANCE
CHAPITRE IV	ADMINISTRATION DE L'IMMEUBLE
CHAPITRE V	ASSURANCES
CHAPITRE VI	TRAVAUX PAR LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
CHAPITRE VII -	DISPOSITIONS DIVERSES

PARTIE III – CLÔTURE DE L'ACTE

PUBLICITÉ FONCIÈRE
POUVOIRS
ÉLECTION DE DOMICILE
FRAIS
MENTION
MENTION LÉGALE D'INFORMATION

**ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION -
RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ
DE L'IMMEUBLE SIS À
BOBIGNY
(SEINE-SAINT-DENIS)
À l'angle du bd. Lénine et
de la rue Alcide Vellard

RÉSIDENTE "LE GALA"**

EXPOSÉ

Projet du Requérent - Recours à la Copropriété

Le Requérent :

- est propriétaire du lot n°112 de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" consistant en un terrain sis à BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS) à l'angle du boulevard Lénine et de la rue Alcide Vellard, situé dans la quartier "Paul Eluard" et formant le lot J1 de la ZAC ;

- qu'il entreprend sur ce terrain la construction d'un Immeuble à usage d'habitation avec commerces en pied d'immeuble et en façade du boulevard Lénine ;

- qu'il envisage de vendre cet immeuble dénommé "Le Gala" par appartements (ou locaux commerciaux), sous forme de vente en état futur d'achèvement ou après achèvement suivant l'avancement de la commercialisation ;

- et que l'Immeuble, du fait de sa division en propriété et à défaut d'hétérogénéité, est soumis, de droit, au régime de la Copropriété institué par la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 modifié et son décret d'application n°67-223 du 17 mars 1967.

En conséquence, pour satisfaire à ses obligations, le Requérent a requis l'Office notarial dénommé en tête des présentes de dresser l'Etat Descriptif de Division de l'Immeuble "LE GALA".

Le présent État Descriptif de Division - Règlement de Copropriété, établi conformément auxdites dispositions, définira :

- **D'une part** : Les règles relatives à la structure de la Copropriété (parties privatives/parties communes/tantièmes, etc....).

Elles feront l'objet de la première partie des présentes intitulée "**État Descriptif de Division**".

- **Et d'autre part** : Les règles relatives aux droits et obligations des Copropriétaires et celles relatives à l'organisation de la Copropriété (organes exécutif et délibératif, majorités requises) et à la gestion de l'immeuble (administration, gestion, disposition...).

Elles feront l'objet de la deuxième partie des présentes intitulée "**Règlement de Copropriété**".

Les règles qui seront établies au présent "État Descriptif de Division - Règlement de Copropriété" pourront être modifiées par la loi (ou texte assimilé).

Préalablement au présent "État Descriptif de Division - Règlement de Copropriété", il sera :

(i) - indiqué les principales conséquences juridiques attachées au statut de la Copropriété.

Elles seront analysées sous le **Chapitre I** intitulé "**Statut de la Copropriété - Principales conditions y attachées**".

(ii) - et rapporté divers renseignements d'ordre juridique relatifs à l'immeuble, non sous sa forme future mais sous sa forme actuelle, sous le **Chapitre II** intitulé "**Renseignements relatifs à l'immeuble**".

CHAPITRE II

STATUT DE LA COPROPRIÉTÉ ET PRINCIPALES CONSÉQUENCES JURIDIQUES Y ATTACHÉES

Section I - Objet

L'Etat Descriptif de Division - Règlement de Copropriété a notamment pour objet :

1° - d'établir dans l'Etat Descriptif de Division (Partie I), la désignation :

- De l'Immeuble (en son état futur d'achèvement) ;
- Des Parties Privatives affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire ;
- Et des Parties Communes affectées à l'usage de plusieurs ou de tous les Copropriétaires.

2° - et de définir au sein du Règlement de Copropriété (Partie II) d'une part les droits et obligations des Copropriétaires et d'autre part les règles relatives à la conservation, l'administration et la gestion de l'Immeuble.

Section II - Opposabilité - Entrée en vigueur

Le Règlement de Copropriété (pris au sens large) et les modifications qui lui seraient régulièrement apportées seront obligatoires pour tous les Copropriétaires et occupants d'une partie quelconque de l'Immeuble, leurs ayants-droit et ayants-cause.

Il fera la loi commune à laquelle ils devront tous se conformer.

Les dispositions du Règlement de Copropriété seront applicables dès que l'Immeuble sera achevé et aura deux Copropriétaires différents.

Section III - Application du Code de la Construction

En application des dispositions de la loi numéro 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifié par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009, il est ici indiqué que la présente division n'entre pas dans le cadre des interdictions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L 111-6-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, savoir :

- division en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par Lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

- division qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division

d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

- et division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Aucune des dispositions qui précède n'est applicable aux présentes.

Section IV - Ordre public - Nullité

Il est ici précisé que certaines dispositions de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 sont d'ordre public en vertu de l'article 43 de ladite loi, laquelle dispose que toutes clauses contraires aux dispositions des articles 6 à 37, 42 et 46 de ladite loi et celles du décret n°67-223 (modifié) pris en application desdits articles de la loi sont réputées non écrites.

Ces loi et décret sont susceptibles d'être modifiés par tous textes subséquents auxquels les Copropriétaires devront se référer.

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'IMMEUBLE

Précision est ici faite que les pièces relatives au Programme Immobilier du Requérant, et visées aux Sections V à VIII, ont été déposées au rang des minutes de l'office notarial aux termes d'un Acte de Dépôt reçu ce jour par l'Office notarial dénommé en tête des présentes préalablement aux présentes.

Section I - Désignation

Le Requérant est propriétaire du lot n°122 dépendant de l'Etat Descriptif de Division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" ci-après désigné :

Ville de BOBIGNY
(SEINE-SAINT-DENIS)
Quartier Paul Eluard
ZAC de l'Hôtel de Ville
À l'angle du boulevard Lénine
et de la rue Alcide Vellard

Dans l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" sis à BOBIGNY cadastré AH n°321 pour (03ha 09a 17ca),

Ladite parcelle AH n°321 figurée sous teinte verte sur le plan de situation établie par le Cabinet SERRAIN, géomètre expert à PARIS, demeuré ci-annexé (Annexe n°1),

- LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE (112) :

(Aucun tantième de propriété n'est attaché à ce lot)

Un terrain d'une superficie de trois mille huit cent cinquante-quatre 3854 m² sans limitation de hauteur et de profondeur situé au sud et à l'ouest de la tour A9, boulevard Lénine et rue Alcide Vellard, tel que ledit lot est entouré d'un liseré bleu aux plans numéros deux et trois, indice B qui ont été annexés au Modificatif de l'Etat Descriptif de Division reçu par Me LATOUR, notaire participant, le 20 octobre 2009 analysé en première partie des présentes sous le titre "CAHIER DES CHARGES DU QUARTIER PAUL ELUARD ET ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER PAUL ELUARD".

Ces plans consistent :

- en un plan de tréfonds établi en mai 2009 par le Cabinet "Claude ERMOGENI et Georges BRECHU, géomètres experts" sis à PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS - 93500), 24, rue du 11 novembre 1918, sur le plan de tréfonds établi à l'origine par ses prédécesseurs le 5 mars 1973 et modifié les 18 juin 1973, 15 mai 1979, mai 1981 et mai 1989

- et en un plan de masse établi par le même Cabinet également en mai 2009, sur le plan de masse établi à l'origine par ses prédécesseurs, le 5 mars 1973 et modifié aux mêmes dates que pour le plan de tréfonds.

Ces plans sont demeurés ci-annexés aux présentes après mention (Annexe n°2) (Annexe n°3).

Et tel que ce terrain figure en jaune sur le plan de cession dressé par le cabinet A.T.G.T, Géomètre Expert à BOBIGNY, 16 avenue Paul Eluard, dossier 29767, plan 1, indice 5 en date du 16 octobre 2009, et demeuré ci-annexé (Annexe n°4).

Précisions étant ici faite :

1° - Que le lot n°112 provient, ainsi qu'il sera dit sous le titre ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION de la réunion des deux lots numérotés 3 et 110, ces derniers lots provenant respectivement des lots n°s 2 (avec le lot n°4) et 107 (avec le lot n°111) ;

2° - Que l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" dont dépend le terrain est inclus dans le "Quartier Paul Eluard" (dénomination correspondant à la précédente opération d'aménagement urbain réalisée par la Ville de BOBIGNY sur le site ainsi qu'il sera expliqué).

3° - Et que le terrain forme aujourd'hui l'îlot J1 de la ZAC de l'Hôtel de Ville.

Il est ici précisé que le lot n°112 n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 111-5-3 du Code de l'urbanisme et l'immeuble a fait l'objet d'un plan de délimitation établi par le cabinet ATGT, susnommé, le 16 octobre 2009, dossier 29767, plan 1, indice 4 (où figure des bornes).

Le plan de délimitation est demeuré ci-annexé aux présentes après mention (Annexe n°5).

Tenants :

Au nord : la Tour A 9 et l'ouvrage-dalle de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" ;

À l'est : l'allée conduisant à l'escalier donnant accès à la place située sur l'ouvrage dalle.

Au sud : le boulevard Lénine

Et à l'ouest : la rue Alcide Vellard.

Tel que ledit Immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et Immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Le lot n°112 ainsi qu'il a été dit sous le titre **TERMINOLOGIE** sera dénommé "l'Immeuble".

Tel que ledit terrain existe et comporte, avec tous les immeubles par destination y attachés, servitudes et mitoyennetés, sans exception, ni réserve.

Section II - Etat Descriptif de Division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" et Cahier des Charges du Quartier Paul Eluard

Exposé préalable

L'immeuble dépend du "Quartier Paul Eluard".

Ce quartier avait fait l'objet dans les années 1970, à l'initiative de la SEMARBO, d'une opération d'aménagement (précédée d'expropriation des terrains d'assiette) donnant lieu à la construction d'un ouvrage dalle (situé à l'arrière de l'immeuble) et de dix immeubles-tours à usage d'habitation (dénommés Tours A 1, A 2, A 3, A 4, A 5, A 6, A 7, A 8, A 9, et A 10) situés en périphérie de l'ouvrage dalle.

Pour la réalisation de cette opération, il avait été établi :

a) Un Cahier des Charges :

- délimitant le parcellaire du périmètre du Quartier "Paul Eluard" ;
- régissant les rapports entre l'aménageur et les constructeurs,
- et organisant la gestion de l'ensemble formé par les immeubles tours, l'ouvrage-dalle situé au centre (et dans le quel se trouve les parkings des immeubles) et les abords de l'ensemble.

Il est précisé que l'immeuble est détaché de ce qui formait les abords de l'ensemble.

b) Et un Etat Descriptif de Division (les terrains d'assiette des immeubles-tours en étant expressément exclus) portant uniquement sur l'ouvrage dalle et les abords.

L'ouvrage-dalle et les abords ont été dénommés ensemble "Ensemble Immobilier Paul Eluard",

L'Etat Descriptif de Division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard", avait pour objet essentiel de déterminer, compte tenu des imbrications des ouvrages, la propriété des différents ouvrages par des lots sans qu'il soit attribué à ces derniers des tantièmes.

L'immeuble, affecté jusqu'à présent à usage de jardin public (pour partie) du "Quartier Paul Eluard", a été intégré dans la ZAC de l'Hôtel de Ville, nouvelle opération d'aménagement de la Ville de BOBIGNY et forme l'îlot J1 de la ZAC.

1°) Cahier des Charges du "Quartier Paul Eluard"

Le Cahier des Charges du Quartier "Paul Eluard" a été dressé, à la requête de la SEMARBO, aménageur de cette zone, aux termes d'un acte reçu par Me Michel BOSSY, notaire à NOISY-LE-SEC, le 23 juin 1972, publié au bureau des hypothèques de BOBIGNY, le 10 août 1972, volume 604, numéro 5.

Il a fait l'objet :

- (i) d'un acte reçu par ledit Notaire le 10 mai 1973 publié audit bureau le 29 mai 1973 volume 1940 n°17 contenant extension du périmètre du Cahier des Charges.

- (ii) d'un acte reçu par ledit Notaire, le 7 février 1974, publié audit bureau, le 22 mars 1974, volume 1297 numéro 7, contenant modification de la répartition des charges.
- (iii) d'un acte reçu par ledit Notaire, le 10 mars 1977, publié audit bureau, le 5 mai 1977, volume 2586, numéro 13 (mise à jour du périmètre du Cahier des Charges compte tenu des modifications cadastrales intervenues).
- (iv) et d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, le 22 juin 1979, publié audit bureau, les 27 juillet et 12 novembre 1979, volume 3412 n°12, certaines parcelles ont été retranchées dudit périmètre et ce même périmètre a été étendu à d'autres.

Il résulte de ces actes, et des modifications cadastrales intervenues depuis, que le périmètre actuel du Cahier des Charges comprend, outre l'immeuble, les parcelles AH n° 32, assiette actuelle de l'EDD, et les dix immeubles-tours à usage d'habitation cadastrés AH n°s 134 (Tour A 2), 183 (Tour A 3), 187 (Tour A 6), 192 (Tour A 8), 310 (Tour A 9), 311 (Tour A 1), 312 (Tour A 5), 313 (Tour A 7), 319 (Tour A 10), et 322 (Tour A 4) (ainsi qu'il sera expliqué en seconde partie du présent acte).

2°) État Descriptif de Division de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard"

2. A) État Descriptif de Division Initial

L'Etat Descriptif de Division reçu par Me BOSSY, le 17 décembre 1973, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 13 février 1974, volume 1244, n°7 ; il a actuellement pour assiette la parcelle cadastrée section AH n°321 comprenant l'ouvrage-dalle et les abords de celui-ci (dont l'immeuble objet du présent acte).

Il a été divisé audit acte en :

- lot n°1 : lot de surfonds correspondant en un terrain ;
- les lots n°s 101 à 106 : tréfonds ;
- les lots n°s 201 à 205 : locaux techniques situés au 1^{er} niveau de sous-sol ;
- les lots n°301 à 303 : lots de commerce aux sous-sol ;
- les lots n°401 à 404 : lots de commerce à rez-de-dalle ;
- les lots 1001 à 1049 : parkings au 1^{er} sous-sol ;
- les lots 2001 à 2108 parkings au 2^e sous-sol ;
- les lots 3001 à 3005 : circulations et accès ;
- et le lot n°4001 : dalle supérieure à usage des piétons.

Les plans masse et parcellaire sont annexés à l'Acte de dépôt.

2.B Modificatifs de l'État Descriptif de Division

1°) Suivant quatre actes reçus par Maître BOSSY, Notaire à NOISY LE SEC, le 17 décembre 1974, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY, le 12 février 1975 volumes 1653 numéros 5, 6, 7 et 8,

1^{er} acte (n°5 de la publication):

Le lot n°301 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5101 à 5112.

Le lot n°401 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5113 à 5121.

Pour former l'assiette d'une copropriété (ensemble de locaux à usage commercial).

2^{ème} acte (n°6 de la publication) :

Le lot n°404 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5401 et 5402.

Pour former une copropriété.

3^{ème} acte (n°7 de la publication) :

Le lot n°303 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5301 et 5302.

Le lot n°403 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5303 à 5305.

Pour former une copropriété.

4^{ème} acte (n°8 de la publication) :

Le lot n°302 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 5201 et 5202.

Le lot n°402 a été supprimé et remplacé par les lots 5203 à 5205.

Pour former une copropriété.

2°) Suivant acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, le 10 novembre 1978, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY, les 19 décembre 1978 et 23 février 1979 volume 3188 numéro 2.

Aux termes dudit acte :

Le lot n°1046 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 1050 à 1053.

Le lot n°1048 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 1054 à 1063.

Le lot n°1049 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 1064 à 1094.

Le lot n°2099 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 2109 à 2128.

Le lot n°3005 a été supprimé et remplacé par les lots n°s 3006 à 3021.

3°) Aux termes de l'acte visé (au titre précédent) reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, le 22 juin 1979, et publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY les 27 juillet et 12 novembre 1979 volume 3412 numéro 12, l'Etat Descriptif de Division a été modifié pour tenir compte des modifications cadastrales alors intervenues en tant qu'elles avaient une incidence sur le volume d'un lot.

Le lot n°1 a été supprimé et remplacé par le lot n°2.

Le lot n°101 a été supprimé et remplacé par le lot n°107.

Le lot n°102 a été supprimé et remplacé par le lot n°108.

Le lot n°103 a été supprimé et remplacé par le lot n°109.

Le lot n°2098 supprimé et remplacé par le lot 2129.

4°) Suivant acte reçu par Maître BOURGUET, notaire à NOISY-LE SEC, le 8 mai 1981, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY le 19 juin 1981 volume 4191 numéro 2, le lot n°5111 a été supprimé et remplacé par les lots 5122, 5123 et 5124 (Se rattachant à la première copropriété).

5°) Suivant acte reçu par Maître LEROY, notaire à NOISY-LE-SEC, le 14 décembre 1981, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY le 20 janvier 1982 volume 4411 numéro 10 :

Les lots n°s 1057, 1060 et 1063 sont réunis pour former le lot intermédiaire 1095, lui-même supprimé et divisé en lots n°s 1097 à 1099.

Les lots n°s 1065 à 1067, 1069 à 1072, 1075, 1077 à 1086, 1089, 1090, 1094 sont réunis pour former le lot intermédiaire 1096, lui-même divisé en lots n°s 1100 à 1111.

Les lots n°s 2111 à 2113, 2115, 2116, 2118, 2119, 2121, 2122, 2126, 2128 sont réunis pour former le lot intermédiaire 2130, lui-même divisé en lots n°s 2131 à 2138.

Les lots n°s 3009, 3014, 3015, 3016, 3019, 3021 sont réunis pour former le lot intermédiaire 3022, lui-même divisé en lots 3023 à 3028.

6°) Suivant acte reçu par Maître DUBREUIL, Notaire Associé à NOISY LE SEC, les 5 et 14 juin 1985, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY les 3 juillet et 11 octobre 1985 volume 1985 numéro P 1573 :

Le lot n°5125 a été créé par la privatisation de parties communes et la quote part des parties communes générales de la copropriété exprimée désormais en 1032èmes.

Les lots n°s 5125, 5122 et 5123 ont été réunis pour former le lot n°5126 ; lequel a été divisé en les lots n°5126 est divisé en lots 5127 et 5128.

Cet acte a été suivi d'une attestation rectificative établie par Maître DUBREUIL, notaire susnommé, le 8 octobre 1985; publiée au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY le 11 octobre 1985 volume 1985 numéro P 3453.

7°) Suivant acte reçu par Maître BOURGUET, Notaire Associé à NOISY LE SEC, le 26 novembre 1987, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY le 2 février 1988 volume 1988 P numéro 612, le lot n°5129 a été créé par la privatisation de parties communes et les tantièmes généraux modifiés.

8°) Suivant acte reçu par Me LATOUR, notaire participant, le 20 octobre 2009 qui sera publié antérieurement ou simultanément avec la publication du présent acte, la Ville de BOBIGNY a procédé aux modifications suivantes.

(i) Division du lot n°2 (surfonds)

- le lot n°2 a été divisé en les lots n°s 3 et 4 ;

(ii) Division du lot n°107 (tréfonds)

- le lot n°107 a été divisé en les lots 110 et 111 ;

(iii) Réunion des lots n°s 3 et 110 en le lot n°112 (lot de tréfonds et de surfonds)

- les lots n°s 3 et 110 ont été réunis pour former le lot n°112 correspondant tant en tréfonds qu'en surfonds en l'immeuble ; les lots n°s 4 et 111 propriété de la Ville de BOBIGNY.

3°) Rappel des dispositions de l'acte de vente reçu par l'office notarial le 23 octobre 2009 entre SEQUANO AMNAGEMENT et KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4

Audit acte, il a été indiqué ce qui suit littéralement rapporté :

« II) ÉTAT DE DESCRIPTION DE DIVISION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER "PAUL ELUARD" »

Le Vendeur déclare que l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard" est constitué uniquement de lots auxquels ne sont attachés aucune quote-part de parties communes.

III) RAPPEL DES DISPOSITIONS DU CAHIER DES CHARGES ET DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Aux termes dudit cahier des charges, en son article 2, « ENGAGEMENT DES ACQUEREURS DE DROIT IMMOBILIERS ET DE LA SEMARBO », il a été stipulé ce qui suit littéralement rapporté :

« Les dispositions du Présent Cahier des Charges s'imposent :

« . aux acquéreurs de biens ou droits immobiliers de toutes natures cédés par la SEMARBO et aux cessionnaires successifs de ces droits.

« . à la SEMARBO et à toute personne morale de droit privé ou de droit public » qui pourra lui être substituée, notamment en application de l'article 6.

« Les conventions ou actes notariés passés entre la SEMARBO et les acquéreurs de biens ou droits immobiliers de toutes natures et, éventuellement, entre les acquéreurs successifs de ces biens ou droits immobiliers doivent faire mention de l'acceptation sans réserve, par lesdits acquéreurs, du présent Cahier des Charges. »

L'Acquéreur reconnaît avoir pris connaissance du Cahier des Charges et de l'État Descriptif de division - et leurs modificatifs susvisés -, dont une copie lui a été remise dès avant ce jour ;

L'Acquéreur, conformément aux stipulations du Cahier des Charges, s'engage à respecter toutes les stipulations, charges et conditions dudit cahier et de l'État Descriptif de Division et de leur modificatifs.

Le Vendeur déclare qu'il n'existe pas d'association syndicale mais que l'appel des charges est fait par la société SEMECO, situé à BOBIGNY (Seine Saint Denis) 25-27 rue des Marais, dans le cadre de la gestion du patrimoine communal et dans le cadre de la mission à elle confiée par la Commune de BOBIGNY.

L'Acquéreur supportera les charges à compter du jour de l'entrée en jouissance conformément au Cahier des Charges à ce sujet et à compter du même jour, le coût des travaux décidés postérieurement à ce jour.

Par une attestation en date du 23 octobre 2009, la société SEMECO a précisé que le Vendeur était à jour de tout paiement, une copie dudit courrier est demeuré ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Le Vendeur déclare que la société SEMECO par (NDLR courrier) en date du 6 juillet 2009 a donné une évaluation prévisionnelle des charges sur l'exercice 2009 dont une copie a été remise à l'Acquéreur antérieurement à ce jour, ainsi que ce dernier le reconnaît. »

Section III - Origine de propriété

A - Origine de propriété immédiate

Le Requérant est propriétaire de l'assiette de l'Ensemble Immobilier par suite de l'acquisition qu'il en a faite, aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, le 23 octobre en cours de publication, de :

La société dénommée "SEQUANO AMENAGEMENT", société anonyme d'économie mixte, au capital de 9.726.252 euros, dont le siège est à BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS), en l'Hôtel du Département, 3, Esplanade Jean Moulin, et les bureaux à BOBIGNY (93000) Immeuble Carré Plaza, 15/17 Promenade Jean Rostand, identifiée au SIREN sous le numéro 301 852 042 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY,

Moyennant un prix principal et un complément de prix qui serait dû par le Vendeur à l'Acquéreur si ce dernier obtenait un permis de construire (même modificatif) lui permettant de réaliser sur l'Immeuble une SHON (surface hors oeuvre nette) supérieure à attribuée par le permis de construire obtenu le 11 décembre 2008.

Le prix principal, taxe à la valeur ajoutée incluse, a été payé et quittancé à l'acte.

Le complément de prix a été stipulé payable dans les quinze jours du caractère définitif du permis de construire rendant exigible ce complément de prix. Audit acte le Vendeur s'est désisté du privilège de vendeur et de l'action résolutoire profitant tant en ce qui concerne le prix principal que le complément de prix éventuellement dû.

B - Origine de propriété antérieure

B1° - Origine de propriété immédiate (du chef de SEQUANO)

L'Immeuble appartient à la société "SEQUANO AMENAGEMENT" par suite de l'apport qui lui en a été fait par la Ville de BOBIGNY conformément à la convention d'aménagement conclue, dans le cadre des dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'Urbanisme, entre la Ville de BOBIGNY et "SÉQUANO AMÉNAGEMENT" le 4 octobre 2008 et son avenant n°6 analysés sous le titre "ZAC DE HOTEL VILLE".

Par suite des dispositions de l'article L. 12-2 alinéa 2 du Code de l'Expropriation en son alinéa 2, cet apport au profit de la société SEQUANO AMENAGEMENT intervenant après la déclaration d'utilité publique prise à son profit par le Préfet de SEINE-SAINT-DENIS, éteint tous les droits réels ou personnels sur l'Immeuble.

Il est en outre précisé, qu'en vertu de ce même article, en son alinéa 4 par renvoi aux dispositions de l'article L. 213-5 du Code l'Urbanisme que les mêmes effets sont produits en cas de cession amiable intervenant au profit du bénéficiaire d'un droit de préemption institué par le Code de l'urbanisme, également bénéficiaire d'une déclaration d'utilité publique.

Il est ici précisé que préalablement à cet apport l'avis de France Domaine a été recueilli :

- Pour la Ville de BOBIGNY : le 12 août 2009 ;
- Et pour la "SEQUANO AMÉNAGEMENT", le 14 novembre 2008.

Enfin préalablement à cet apport l'Immeuble a fait l'objet d'une procédure de désaffectation et de déclassement.

(i) La désaffectation de l'Immeuble été constatée notamment aux termes d'un procès-verbal de constat établi par la SCP OCHOA, TROJANI et AUGER, Huissiers de Justice Associés, situés à BOBIGNY (93000) 1/3 Promenade Jean Rostand, en date du 17 octobre 2008

(ii) Le déclassement de l'Immeuble a été décidé par la Ville de BOBIGNY aux termes d'une délibération en date du 10 décembre 2008 transmise en Préfecture le même jour.

Pour information, il est rappelé succinctement l'Origine de propriété antérieure (les acquisitions faites par l'expropriation après déclaration d'utilité publiques libérant les biens acquis de toutes leurs charges réelles et personnelles aux termes de l'article L. 12-2 du Code de l'Expropriation).

B2° - Du Chef de la Ville de BOBIGNY

Les lots n°set 107 appartenaient à la Ville de BOBIGNY, pour en avoir fait l'acquisition aux termes d'un acte administratif de cession en date du 7 novembre 1986, reçu en l'Hôtel de Ville de BOBIGNY, la société D'INGENIERIE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (SIDEK).

Cette cession a eu lieu moyennant le prix d'UN FRANC (1 FRF).

Une copie dudit acte a été publiée au 1^{er} bureau des Hypothèques de NOISY LE SEC, le 26 décembre 1986, volume 1986P, n° 7154 avec correction de formalité faite par le Service de la Publicité Foncière, le 8 août 2008, volume 2008D n° 10637.

B3° - Du Chef de la SIDEK alors dénommée SEMARBO

L'origine de propriété sera divisée en deux parties.

Dans la première partie, l'origine des parcelles située dans le périmètre initial du Cahier des Charges déterminé à l'acte de Me BOSSY, le 23 juin 1972 sera relatée.

Dans une seconde partie, il sera établi l'origine de propriété des parcelles auquel le Cahier des Charges a été étendu aux termes de l'acte reçu par Me BOSSY, le 22 juin 1979.

B3 a) Origine de propriété des parcelles composant initialement le Cahier des Charges (Acte de Me BOSSY du 23 juin 1972)

- Pour la parcelle cadastrée AH n°2 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 20 avril 1970, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 11 mai 1970, volume 9466, numéro 6, le Juge du Tribunal de Grande Instance de SEINE-SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de plusieurs parcelles, dont la parcelle AH n°2 appartenant à :

Monsieur Hoseph Alcís MARIANNI, et Madame ELCOUBRI, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 32, rue Camot, Nés savoir : Monsieur à ZÜRICH (SUISSE), le 2 janvier 1896, Madame à BOBIGNY, le 28 février 1907.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à BOBIGNY du 1^{er} mars 1971, Monsieur et Madame MARIANNI ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée pour ladite parcelle.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°3 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite, aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire à BOBIGNY, le 29 septembre 1966 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 15 novembre 1966, volume 7580, numéro 11, de :

Monsieur Pol Camille Charles Adrien RENAUDEAU, garagiste, et Madame Henriette Mauricette Paulette BROCHARD, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 29, rue Camot,

Nés savoir : Monsieur à ALLAISE (MORBIHAN), le 22 octobre 1926, Madame à PARIS, 5^e, le 19 mai 1926,

Mariés, Monsieur en premières noces et Madame en secondes, sous le régime ancien de la communauté légale de meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de SAINT-JEAN-LA-POTERIE (MORBIHAN), le 8 août 1953 ; ledit régime matrimonial non modifié.

Moyennant un prix payé comptant audit acte qui en contient quittance.

L'état délivré sur cette publication n'a pas été représenté au notaire soussigné.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°4 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO, pour l'avoir acquise, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 12 et 19 mai 1969 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 octobre 1969, volume 9141 numéro 13, de :

Monsieur Félicien Léon Aoustin, gérant d'entreprise et Madame Anne Marie Thérèse DESLOT, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, rue Ernest Renan numéro 2, Nés savoir : Monsieur à SAINT JOACHIM (LOIRE ATLANTIQUE), le 7 mars 1922, Madame à BOBIGNY le 21 avril 1924,

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était négatif de saisie, transcription et mention mais révélait l'existence d'une inscription depuis radiée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°5 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE-SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve cette appartenant à :

Monsieur Gaston DIEHL et Madame Marie-Louise DELPOUX, son épouse, autorisé par son mari, demeurant ensemble à PARIS, 8^e, 66 rue de Lisbonne.

Nés savoir : Monsieur à PARIS, 5^e, le 10 août 1912, Madame à PARIS, 14^e, le 9 décembre 1916,

Suivant acte sous seings privés en date à BOBIGNY du 26 février 1970, Madame DIEHL, susnommée, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°s 6 et 7 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le , le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Jacques Armand RUAN et Madame Renée HOFFMANN; son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 10 rue Ernest Renan, Nés, savoir : Monsieur à CHARENTON LE PONT (VAL DE MARNE), Madame à PARIS, 3^e, le 31 octobre 1912.

Suivant acte sous seings privés en date à BOBIGNY du 20 avril 1970, Monsieur et Madame RUAN ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance l'indemnité allouée pour l'expropriation desdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°8 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969 publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, numéro 14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la Seine Saint Denis a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

1°) Madame Jeanne PEDARD, retraitée, demeurant à BOBIGNY, 12, rue Ernest Renan, veuve en premières noces non remariée de Monsieur Georges Valentin CHARTIER. Née à CERCY LA TOUR (NIÈVRE) le 1er octobre 1885.

2°) Monsieur Georges Jean CHATIER, chef de section, demeurant à BOBIGNY, 12 rue Ernest Renan, célibataire majeur. Né à SAINT-OUEN (SEINE

SAINT DENIS), le 16 juin 1920.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 19 et 20 octobre 1970, les consorts CHARTIER, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n° 9 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, numéro 14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la Seine Saint Denis a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Jean Joseph POINCELOT, retraité et Madame Marguerite CHERRIER, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY 14 rue Ernest Renan.

Nés savoir : Monsieur à TOUL (MEURTHE ET MOSELLE), le 6 juillet 1903, Madame à BACCARAT (MEURTHE ET MOSELLE), le 5 juillet 1902.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 5 et 9 octobre 1970.

Monsieur et Madame POINCELOT, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°10 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO pour l'avoir acquise, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 21 juillet 1967, publiée au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 septembre 1967, volume 7961 numéro 3, de :

Monsieur Georges Lucien Félix LEDOUX, magasinier, et Madame Ginette Georgette MAURICE, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 11 rue Ernest Renan,

Nés savoir : Monsieur à FONTENAY-SOUS-BOIS (VAL-DE-MARNE), le 20 janvier 1927, Madame à l'épouse à PARIS, 14ème, le 23 mai 1929,

Mariée sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY le 7 juillet 1951, lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix qui a été payé comptant et quittancé en l'acte.

L'état requis sur cette publication et à la date du même jour était négatif de saisie, transcription et mention mais révélait l'existence d'une inscription depuis radiée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°11 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO pour l'avoir acquise, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 23 et 26 décembre 1968 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE le 6 mai 1969, volume 8837, numéro 13, de :

1°) Monsieur Roger Henri Frédéric LAMOUCHE, vendeur, demeurant à DRANCY (SEINE-SAINT-DENIS), 93 rue Fernand Pennin, époux de Madame Marie Thérèse DHEUGRE.

Né à PARIS, 10^e, le 30 avril 1920,

Marié en premières noces, sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de DRANCY le 17 juillet 1939 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

2°) Madame Suzanne Henriette LAMOUCHE, conditionneuse, épouse de Monsieur Victor François Valentin CAILLEUX, employé avec lequel elle demeure à BOBIGNY rue de Champagne,

Née à PARIS, 10^e, le 12 décembre 1921,

Mariée sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union, en premières noces, célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 14 mars 1942 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

3°) Monsieur Henri Emile LAMOUCHE, chauffeur de taxi, demeurant à BOBIGNY 18 rue Ernest Renan, époux de Madame Simone CARTIER,

Né à BOBIGNY le 16 avril 1927,

Marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître BERTRAND, notaire à CLAYE SOUILLY le 13 novembre 1957, préalablement à son union, en premières noces célébrée, à la Mairie de DRANCY le 16 novembre 1957 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

4°) Monsieur Louis Joseph LAMOUCHE, maçon, demeurant à PANTIN (SEINE SAINT DENIS), 30, rue Kléber, époux de Madame Andrée FORESTIER.

Né à BOBIGNY le 20 juin 1929.

Marié sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de PANTIN, le 8 décembre 1951 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

5°) Madame Marthe Louise LAMOUCHE, sans profession, épouse de Monsieur Georges Arthur BERTRAND, chauffeur à la ville de Paris, avec lequel elle demeure à BOBIGNY, chemin des Huats numéro 8.

Née à BOBIGNY, le 18 novembre 1932,

Mariée sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY le 25 juin 1960 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification conventionnelle.

Cette acquisition a eu lieu un prix payé comptant et quittancé à l'acte.

L'état requis sur cette publication et à la date du même jour était négatif de saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°20 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 1967, numéro 14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle

appartenant à :

Pour Partie :

- à Madame Alice Victoire GAVACHE, dactylographe, veuve en premières noces de Monsieur René Henri COILLOT, demeurant à BOBIGNY, 11, rue Ernest Renan, Née à BOISSEY-LE-CHATEL (SEINE-ET-MARNE), le 14 juillet 1919 ;
- et à Mademoiselle Liliane Evelyne COILLOT, professeur, demeurant à BOBIGNY, 11, rue Ernest Renan, célibataire, Née à DRANCY, le 3 novembre 1944,

Et pour l'autre partie :

- à Madame Raymonde Valentine COILLOT, épouse en secondes noces de Monsieur Richard VANDERCHUREN, Née à COLOMMIERS, le 9 mai 1916,

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 14 et 21 septembre 1970, Madame COILLOT et Mademoiselle COILLOT, susnommées, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée pour la partie de la parcelle.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 14 et 21 septembre 1970, Madame VANDERCHUREN, susnommée, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée pour la partie de la parcelle lui appartenant.

- Pour les parcelles cadastrées AH n°s 21 et 31

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Benjamin NOIROT, retraité, demeurant à SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX, 23, rue des Archers, veuf de Lucienne RUNGARD, Né à PARIS, 4°, le 5 juillet 1887,

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 10 septembre 1970, Monsieur NOIROT, susnommé, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°22 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Roland Clément Augustin Michel DUJARDIN, retraité, et Madame Germaine Angèle Marie VINCENT, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 7, rue Ernest Renan, Nés savoir : Monsieur à LILLE (NORD), le 3 juin 1894, Madame à PARIS, 11°, le 16 juin 1902.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 23 octobre 1970, Monsieur NOIROT, susnommé, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°23 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

- Madame Georgette Louise LARCHE, veuve de Monsieur Alfred Pierre Gustave BLANQUART, Née à LE PRÉ-SAINT-GERVAIS (SEINE-SAINT-DENIS), le 12 mars 1903 ;
 - Madame Renée Lucie Germaine BLANQUART, épouse de Monsieur Henri Georges LENOIR, Née le 3 novembre 1924,
 - Monsieur Henri Georges LENOIR, Né le 14 septembre 1913.
- Demeurant ensemble à CRÉTEIL (VAL-DE-MARNE), 3, rue du Puits Georget,

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, 7 octobre 1970, Madame Veuve BANQUART, Madame LENOIR et Monsieur LENOIR, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°29 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Victor Louis VINCENT et Madame Andrée Jeanne BERTHEAU, son épouse, demeurant à BOBIGNY, 8, rue de l'Union,
Nés savoir : Monsieur à BOBIGNY, le 4 mars 1907, Madame à BOBIGNY, le 16 juillet 1909,

Suivant acte sous seing privé en date à BOBIGNY 7 octobre 1970, Madame VINCENT, susnommée, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°30 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Germain Louis PANSART et Madame Rosine FOUINAT, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 8, rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à ASNIÈRES, le 13 mars 1888, Madame à TISSEY (YONNE), le 24 février 1894,

Suivant acte sous seing privé en date à BOBIGNY du 7 octobre 1970,

Monsieur et Madame PANSART, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°33 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Marcel Fernand NOIROT, retraité, demeurant à BOBIGNY, 14 et 16, rue de l'Avenir, époux de Madame Andrée Hélène WHERLE, Né à DORNECY (NIÈVRE), le 28 août 1898,

Aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 10 septembre 1970, Monsieur NOIROT, susnommé, a acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°34 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO, par suite de l'acquisition pour l'avoir acquise aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, le 26 décembre 1968 publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 25 avril 1969, volume 8822, numéro 1, de :

Monsieur Roland Henri POMMIER, polisseur sur métaux, et Madame Jacqueline Suzanne Hélène MERESSE, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY 18, rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à VILLIERS-COUTURE (CHARENTE-MARTIME), le 30 mars 1929, Madame à PARIS, 14^e, le 6 août 1930,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 8 juillet 1950 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis lors,

Moyennant un prix payé comptant audit acte qui en contient quittance.
L'état délivré sur cette publication était négatif de toute inscription.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°35 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 25 avril 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 3 juillet 1969, volume 8966, n°8, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

- Monsieur Joseph Régis CHANAL, retraité, demeurant à CHATENAY-MALABRY, 25, rue Henri Barbusse, époux de Madame Paulette Augustine CHAPOTOT, Né au PUY (HAUTE-LOIRE), le 27 février 1912,

- Mademoiselle Marcelle Joséphine Rose CHANAL, directrice de cours de rééducation, demeurant à BOBIGNY, 13, rue de Rome, célibataire, Née au PUY, le 10 avril 1914,

- Madame Marine Erminie Rosalie PEYRONNET, veuve de Monsieur Joseph Régis CHANAL (autre que celui énoncé ci-dessus), demeurant à BOBIGNY, 20, rue de l'Avenir, Née à BÉAGE (ARDECHE), le 25 novembre 1887,

- Et Monsieur Pierre André CHANAL, chauffeur et moniteur d'atelier,

demeurant à PARIS, 130, rue Saint Maur, époux de Madame Hermine GIBERT, Né à PARIS, 10^e, le 30 août 1920.

Aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 1^{er} octobre 1970, les Consorts CHANAL, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et a donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°45 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite, aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, les 19 et 24 avril 1970 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 19 juin 1970, volume 9522, n°15, de :

- Madame Raymonde Marie Louise CHARTON, maraîchère, demeurant à BOBIGNY, 12, rue Alcide Vellard, épouse de Monsieur Charles DURCHON, Née à BOBIGNY, le 20 mars 1920,

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Mes WANCEAUX, notaire à PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS) et WATIN-AUGOUARD, notaire à PARIS substituant Me PLOIX, le 24 septembre 1943 préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 27 septembre 1943 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

- Madame Marie Joseph CARO, sans profession, demeurant à BOBIGNY, 12, rue Alcide Vellard, veuve en secondes noces de Monsieur Louis Joseph CHARTON, Née à SAINT-MALO-DES-TROIS-FONTAINES (MORBIHAN), le 23 avril 1885, Représentée par Mme DURCHON, agissant en qualité administratrice sous contrôle judiciaire, et en vertu d'une ordonnance du juge des tutelles du 23 janvier 1910.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant à l'acte qui en contient quittance.

L'état délivré sur cette publication était entièrement négatif.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°98 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 20 avril 1970, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 11 mai 1970 volume 9466 numéro 6, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT-DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Paul Marc MONNIER, employé à la Régie Autonome des Transports Parisiens, et Madame Renée Joséphine Irène MONNERET, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY 27 rue Ernest Renan, Nés savoir : Monsieur à CERNON (JURA) le 27 novembre 1912, Madame à LECT (JURA) le 19 mars 1913.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 5 mai 1971, Monsieur et Madame MONNIER, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°99 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation rendu le 25 avril 1969 publiée au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE le 3 juillet 1969, volume 8966 numéro 8, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE

SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Louis Joseph Jean Marie FONTAINE, retraité et Madame Yvonne DUCHEMIN, son épouse demeurant ensemble à CLAYE SOUILLY, Maison de retraites "LES BEAUX JOURS", 110, avenue Aristide Briand, Nés savoir : Monsieur à BOBIGNY, le 24 juin 1896, Madame à NOISY LE SEC, le 8 septembre 1902.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 5 mars 1970, Monsieur et Madame FONTAINE, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance à l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°s 100 et 101

Cette parcelle appartient à la SEMARBO pour l'avoir acquise, aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, les 23 février et 5 mars 1970 et publié le 1^{er} juin 1970, volume 9513, n°23 :

Monsieur Louis Joseph Jean Marie FONTAINE, retraité et Madame Yvonne DUCHEMIN, son épouse demeurant ensemble à CLAYE SOUILLY, Maison de retraites "LES BEAUX JOURS", 110, avenue Aristide Briand,

Nés savoir : Monsieur à BOBIGNY, le 24 juin 1896, Madame à NOISY LE SEC, le 8 septembre 1902.

Mariés tous deux en premières noces sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de ROMAINVILLE (SEINE SAINT DENIS) le 24 avril 1920 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix principal qui a été payé comptant et quittancé en l'acte.

L'état délivré sur cette publication n'a pas remis au notaire soussigné.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°103 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur et Madame FONTAINE-DUCHEMIN, susnommés.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 5 mars 1970, Monsieur et Madame FONTAINE, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour les parcelles cadastrées AH n°s 130, 131, 133 et 134 :

Ces parcelles appartenaient à la SEMARBO pour les avoir extraites, aux termes d'une parcelle lui appartenant cadastrée AH n°128, dont étaient également issues les parcelles AH n°s 129, 135, 136

Ladite parcelle cadastrée AH n°128 provenait de la réunion des parcelles cadastrées AH n°s 16, 17, 18, 19, 36, 37, 39, 41, 43, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 73, 74, 106, 107, 108, 109, 110.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°16 :

Cette parcelle a été acquise par la SEMARBO, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, les 25 et 26 avril 1967, publié au cinquième bureau des hypothèques de la Seine, le 9 juin 1967, volume 7831, numéro 18, de :

Madame Léa Lydie Marie BAULT, Employée aux Postes et Télécommunications, demeurant à BOBIGNY, 23, rue Ernest Renan numéro 23, divorcée en premières noces de Monsieur Lucien Germain PILLON. Née à GLEGUEREC (MORBIHAN), le 20 avril 1930.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix qui a été payé comptant et quittancé à l'acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour, était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°17 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation, en date du 25 avril 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 3 juillet 1969, volume 8966, n°8, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE-SAINT-DENIS, a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles, au nombre desquelles figurent celles susénoncées, appartenant à :

1° - Monsieur Lucien André FEVRE, Cuisinier, demeurant à BOBIGNY, 22, rue de l'Union N°22, divorcé en premières noces et non remarié de Madame Marcelle Marguerite RESSEGUET, Né à BOBIGNY, le 22 avril 1926.

2° - Monsieur Raymond Félicien FEVRE, aliéné non interdit en traitement dans les Hôpitaux Psychiatriques de PARIS, célibataire majeur, Né à BOBIGNY, le 24 octobre 1928.

Suivant acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, le 15 octobre 1969,

- Monsieur Lucien FEVRE,

- Monsieur Raymond FEVRE, représentée par Monsieur Louis LESUEUR, Préfet Honoraire, Officier de la Légion d'Honneur, Membre de la Commission de Surveillance des Asiles Publics d'Aliénés de PARIS, domicilié à PARIS, Bureau du Service des Aliénés de la Préfecture de PARIS, et Monsieur Auguste LEHOERFF, Fondé de pouvoirs de Monsieur le Trésorier Principal des Hôpitaux Psychiatriques de PARIS, domicilié audit lieu, Désigné par la Commission de Surveillance, conformément à la loi du 30 juin 1938 pour remplir les fonctions d'Administrateur Provisoire à l'égard des personnes aliénées non interdites placées dans lesdits Etablissements, Et assisté de Monsieur Auguste LEHOERFF en qualité de Trésorier Public,

ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée, et ont donné quittance le montant de l'indemnité allouée.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°18 :

Ladite parcelle appartenait à SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommée, le 26 décembre 1969, été publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 2 juin 1969, volume 8894, numéro 3, de :

Monsieur Robert Georges Emile GONIN, retraité, et Madame Antoinette Honorine MAURICE, son épouse, demeurant ensemble à la CROIX-SAINT-OUEN (OISE), 149, rue Jean Jaurès,

Nés savoir : Monsieur à LE BLANC (INDRE), le 25 Août 1906,
Madame à BOBIGNY (SAINE-SAINT-DENIS), le 22 janvier 1908,

Mariés tous deux en premières noces, sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS), le 22 mai 1926 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors,
Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé en

l'acte.

L'état délivré sur cette publication était entièrement négatif.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°19 :

Ladite parcelle appartient à la SEMARBO suivant acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, le 2 mai 1968 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 juin 1968, volume 8322, numéro 7 :

- Monsieur Aimé Gabriel Marcel QUESTE, ajusteur ouilleur, demeurant au RAINCY (SEINE-SAINT-DENIS), 27, allée du Gagny, époux de Madame Raymonde Augustine GAILLAT.

Né à PANTIN, le 5 septembre 1900,

Marié sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie du RAINCY le 30 avril 1932 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors,

- Mademoiselle Carmen Céline Albertine QUESTE, concierge, demeurant à PARIS, 9^e, rue Caumartin numéro 25, célibataire majeure, Née à AUBERVILLIERS, le 30 septembre 1911.

- Monsieur Raymond Raoul Edgard WATTEZ, clicheur de presse, demeurant à ERMONT (VAL D'OISE), 271, rue du Professeur Calmette, époux de Madame Mireille Monique Camille ANGELIS,

Né à CLICHY-LA-GARENNE (HAUTS-DE-SEINE), le 7 mai 1940,

Marié sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de SANNOIS (VAL D'OISE), le 24 avril 1965 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors,

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix qui a été payé comptant et quittancé en l'acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour, était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°36 :

Ladite parcelle appartient à la SEMARBO suivant acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, le 14 novembre 1967 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 15 décembre 1967, volume 8059, numéro 7, de :

1° - Madame Marcelle BELGY, retraitée, demeurant à DRANCY (SEINE-SAINT-DENIS), 33, rue de l'Espérance, veuve en premières noces de Monsieur Ernest Alexandre JANIN, et épouse en secondes noces de Monsieur Pierre WEBER,

Née à PARIS, 20^e, le 1^{er} octobre 1901,

Mariée en secondes noces, comme étant veuve en premières noces de Monsieur Ernest JANIN, et avec Monsieur WABER, sous le régime de la

séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat reçu par Maître DELARUE, Notaire à PANTIN, le 29 novembre 1957, préalablement son union célébrée à la Mairie de DRANCY, le 24 décembre 1957 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors,

2° - Madame Denise Lucienne JANIN, Employée de Service Technique, demeurant à DRANCY, 60, rue Louise Michel, épouse de Monsieur Guy Fernand LANQUETTE.

Née à PARIS, 4^e, le 13 novembre 1942,

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître DELARUE, notaire susnommé, le 9 octobre 1964 préalablement à son union célébrée à la Mairie de DRANCY, le 7 novembre 1964 ; lequel régime matrimonial n'a subi sans aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix qui a été payé comptant et quittancé en l'acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°37 :

Ladite parcelle appartient à la SEMARBO pour l'avoir acquis, savoir :

* Une partie, soit un/tiers, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 1^{er} octobre 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 4 novembre 1968, volume 8510, n°14, de :

Monsieur Georges Gustave PIRONON, chaudronnier, demeurant à BOBIGNY, 24 rue de l'Avenir, célibataire, Né à PARIS, 10^e, le 31 mars 1917,

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

* Et le surplus, soit deux/tiers, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, et Maître BERNARD, notaire à DRANCY, les 23 et 26 décembre 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 19 mars 1969, volume 8755, n°3, de :

Monsieur Jean DERRIEN, chaudronnier, et Madame Odette Louise PIRONON, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 24 rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à CARHAIX PLOUGUER (FINISTERE), le 8 octobre 1922, Madame à PARIS, 10^e, le 5 septembre 1924,

Mariés, Monsieur en premières noces et Madame en secondes noces, sous le régime ancien de la communauté de meubles et acquêts à défaut de contrat à la Mairie de BOBIGNY, le 22 décembre 1961 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°39 :

Ladite parcelle appartient à la SEMARBO suivant acte reçu par Maître BOSSY, Notaire susnommé, les 2 et 3 décembre 1968 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 4 février 1969, volume 8662, numéro 7, de :

Monsieur Raymond MERESSE, modelleur-mécanicien, et Madame Suzanne Germaine FRONTIN, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 29 rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à LENS (PAS-DE-CALAIS) le 1^{er} mai 1907, Madame à SONCHAMP (YVELINES) le 9 avril 1909,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts célébrée à la Mairie de BOURG-LA-REINE (HAUTS-DE-SEINE), le 26 avril 1930 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°41 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, et Maître DELARUE, notaire également susnommé, le 16 décembre 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 4 février 1969, volume 8662, numéro 8, de :

Monsieur René MONIN, retraité, et Madame Isabelle Julienne LETOURNEAU, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 25, rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à LA CHAISE, Commune de PAZY (NIEVRE) le 26 décembre 1883, Madame à AIGNE (SARTHE), le 30 août 1891

Mariés tous deux en premières noces sous le régime des meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 21 août 1909 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°43 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 19 mai et 9 juin 1969, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 4 août 1969, volume 9027, numéro 6, de :

Monsieur Alexandre TAUPIN, retraité, et Madame Louise Françoise VINCENT, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 11 à 19, rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à SAIZY (NIEVRE), le 11 novembre 1898, Madame à BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS), le 14 septembre 1901,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître MANCEAUX, notaire à PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS), le 15 mai 1926, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 22 mai 1926 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune

modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°46 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 17 et 18 avril 1969, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 2 juin 1969, volume 8894, numéro 2, de :

Monsieur Jean André RENAUDIN, manoeuvre, et Madame Jeanne Marcelle JACQUET, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 14 et 16 rue Alcide Vellard,

Nés savoir : Monsieur à SAINT-JEAN-DE-VAUX (SAONE ET LOIRE), le 4 août 1910, Madame à LUX (SAONE ET LOIRE), le 1^{er} août 1911,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime ancien de la communauté de meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de LUX, le 24 juin 1933 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°47 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 17 juillet 1969, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 26 septembre 1969, volume 9129, numéro 11, de :

Monsieur Emile Henri COURTANT, retraité, et Madame Marguerite Antonine BESSE, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 18, rue Alcide Vellard,

Nés savoir : Monsieur à MONTGERON (ESSONNE), le 14 avril 1904, Madame à GIROMAGNY (TERRITOIRE DE BELFORT), le 17 juin 1902,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à la Mairie de ROCHE-LE-PEYROUX (CORREZE), le 10 octobre 1925 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°48 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 12 décembre 1967 et 2 mai 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 11 juin 1968, volume 8305, numéro 10, de :

Monsieur Victor Auguste FAUCHEUR, maraîcher, demeurant à BOBIGNY, 20, rue Alcide Vellard, époux de Madame Emilie Geneviève DALLE-MOLLE,

Né à BOBIGNY, le 30 août 1922,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union

célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 23 mai 1942 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°49 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 23 et 26 décembre 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 18 avril 1969, volume 8806, numéro 12, de :

1° - Monsieur Jean Baptiste Joseph BLANCHET, marbrier, demeurant à BOBIGNY, 3, rue de l'Indépendance, époux de Madame Marie Jeanne VANDEMFULEBROUCK,

Né à BOBIGNY, le 12 octobre 1909,

Marié sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts en premières noces à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 23 avril 1932 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors,

2° - Madame Blanche Marie Louise BLANCHET, sans profession, épouse de Monsieur Casimir BALIEN, avec lequel elle demeure à BOBIGNY, 10, rue de l'Union, de :

Née à BOBIGNY, le 30 août 1900,

Mariée en premières noces sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 28 octobre 1919 ; lequel régime n'a subi aucune modification depuis lors,

3° - Madame Gabrielle Eugénie BLANCHET, sans profession, demeurant à BOBIGNY, 28, rue Arago, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur André Paul PAUTOT, Née à PANTIN, le 28 janvier 1905,

4° - Madame Julie Marthe BLANCHET, sans profession, demeurant à BOBIGNY, 24 rue des Marais, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Victor François PAUTOT, Née à BOBIGNY, le 27 juin 1907,

5° - Madame Marie-Blanche BLANCHET, sans profession, épouse de Monsieur Ernest GUINOT avec lequel elle demeure à BOBIGNY, 24, rue Suzanne,

Née à BOBIGNY, le 13 mai 1915,

Mariée en premières noces sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 23 avril 1934 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°50 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 29 septembre 1966, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 15 novembre 1966, volume 7580, numéro 10, de :

Monsieur Claude Joseph SCIARDIS, commerçant, et Madame Monique Marie BURANELLO, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 32 rue Alcide Vellard, alors 10, rue de la Pochette,

Nés savoir : Monsieur à PONTS-DE-CÉ (MAINE ET LOIRE), le 15 novembre 1936, Madame à BORAN-SUR-OISE (OISE), le 5 mai 1938,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la Mairie de BORAN-SUR-OISE, le 20 juin 1959 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention, mais révélait l'existence d'une inscription dont mainlevée a été donnée le 29 septembre 1966.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°51 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 4 mars 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 avril 1968, volume 8216, numéro 21, de :

1° - Monsieur Emile FEVRE, jardinier maraîcher, demeurant à BOBIGNY, 43 rue Carnot, époux de Madame Fernande Gabrielle GAUDRIN,

Né à AUBERVILLIERS, le 22 janvier 1925,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 14 avril 1949, préalablement à son union célébrée à la Mairie de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 25 avril 1949 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

2° - Monsieur Georges FEVRE, aviculteur, demeurant à TREDION (MORBIHAN), époux de Madame Marie Etéonore Eugénie EONET,

Né à AUBERVILLIERS, le 24 novembre 1926,

Marié sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la Mairie de REGUINY (MORBIHAN), le 20 septembre 1949 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

3° - Madame Odette FEVRE, maraîchère, épouse de Monsieur Louis Eugène CONARD, maraîcher, avec lequel elle demeure à BOBIGNY, 34 à 42 rue Alcide Vellard,

Née à AUBERVILLIERS, le 29 décembre 1928,

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 6 février 1950, préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS), le 11 février 1950 ; lequel

régime matrimonial n'a subi aucune modification.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°52 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 7 février 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 4 mai 1968, volume 8252, numéro 2, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE-SAINT-DENIS a ordonné l'expropriation de cet immeuble appartenant à :

Madame Augustine Marie LAURAIN, demeurant à FONTENAY-AUX-ROSES, 20 avenue du Maréchal Foch, veuve et non remariée de Monsieur Paul CHESNEAU, Née à MONTREUIL-SOUS-BOIS, le 28 mars 1905,

Suivant jugement rendu par Monsieur le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la Seine-Saint-Denis, le 29 février 1968, le montant de l'indemnité a été fixé.

Quittance de celle-ci a été donnée par acte sous seing privé en date du 15 juillet 1968.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°73 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 13 avril 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 30 mai 1967, volume 7816, numéro 16, de :

Monsieur Roger Jean Simon LEPOIVRE, aide-chimiste, demeurant à BOBIGNY, 126 avenue Paul Vaillant Couturier, époux en premières noces de Madame Nicole BATTELIER,

Né à BOBIGNY, le 12 juin 1935,

Marié en premières noces sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de COLOMBES (HAUTS-DE-SEINE), le 12 juillet 1958 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°74 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 4 mars 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 avril 1968, volume 8216, numéro 22, de :

Monsieur Louis Eugène CONARD, maraîcher, et Madame Odette FEVRE, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 34 à 42 rue Alcide Vellard,

Nés savoir : Monsieur à BOBIGNY, le 27 mai 1928, Madame à AUBERVILLIERS, le 29 décembre 1928,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 6 février 1950, préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 11 février 1950 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°106 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite des acquisitions suivantes, savoir :

Une première partie, soit les 420/1000èmes, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, les 9 et 13 janvier 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 28 février 1967, volume 7704, numéro 13, de :

Monsieur David ILLOUZ, tapissier, et Madame Liza OUAKNIN, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 30, rue Alcide Vellard,

Nés savoir : Monsieur à MOGADOR (MAROC), durant l'année 1922, Madame à CASABLANCA (MAROC), durant l'année 1927,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime mosaïque dit régime Castillan à CASABLANCA (MAROC), le 14 septembre 1949, sans avoir fait précéder leur union d'un contrat de mariage.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

Une autre partie, soit les 322 / 1000èmes, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 13 avril 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 19 mai 1967, volume 7802, numéro 28, de :

Madame Micheline Henriette THERET, sténo-dactylographe, demeurant à BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS), 30 rue Alcide Vellard, divorcée en premières noces et non remariée de Monsieur Charles Joseph Alphonse TIRAND, Née à PARIS, 8^e, le 20 janvier 1928,

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

Et le surplus, soit les 258 / 1000èmes, aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 25 avril 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 juin 1967, volume 7831, numéro 17, de :

Monsieur Hubert Marie Damien DABET, ouvrier spécialisé, et Madame Yvette Marie Thérèse CARADO, ouvrière spécialisée, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 30 rue Alcide Vellard,

Nés savoir : Monsieur à PLUMELIAU (MORBIHAN), le 8 avril 1932, Madame à PLUMELIAU (MORBIHAN), le 19 mai 1937,

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS), le 26 janvier 1957, sans contrat préalable ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°107

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 19 janvier 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 24 février 1967, volume 7700, n°12, de :

Monsieur Fernand Lucien BADEE, mécanicien, et Madame Simonne Marie LAHURE, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 42 rue René Camier,

Nés savoir : Monsieur à GALFINGUE (HAUT-RHIN), le 7 décembre 1928, Madame à SEVRAN (SEINE-SAINT-DENIS), le 12 mars 1929,

Mariés en premières noces sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable leur union célébrée à la Mairie du PRÉ-SAINT-GERVAIS (SEINE-SAINT-DENIS), le 5 avril 1950 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°108

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 27 mars 1969, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 20 mai 1969, volume 8870, numéro 13, de :

1° - Monsieur Guillaume Antoine PINQUIER, retraité, demeurant à BOBIGNY, 24 rue Alcide Vellard, veuf en premières noces et non remarié de Madame Henriette Cécile MOYNET, Né à AURILLAC (CANTAL), le 18 octobre 1903,

2° - Madame Raymonde Antoinette PINQUIER, sans profession, épouse de Monsieur Auguste Fernand Emile HOSTIN, charpentier, avec lequel elle demeure à SAINT-AUBIN-LES-FORGES (NIÈVRE), "La Pierre des Elus",

Née à PARIS, 18^{ème}, le 26 février 1923,

Mariée en premières noces sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de DRANCY, le 18 février 1939 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

3° - Monsieur Albert Simon PINQUIER, chauffeur-livreur, demeurant à BOBIGNY, 24 rue Alcide Vellard, époux de Madame Berthe Louise GRENIER,

Né à PANTIN, le 10 décembre 1930,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de DRANCY, le 15 janvier 1962 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

4° - Madame Emilie Rose PINQUIER, sans profession, épouse de Monsieur Serge Claude Fernand LECHOPIER, tourneur, avec lequel elle demeure à DRANCY, 27 avenue Henri Barbusse,

Née à DRANCY, le 13 novembre 1933,

Mariée sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de DRANCY, le 21 juin 1958. Lesquels ont déclaré que

sont statut matrimonial n'avait subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

5° - Madame Yvonne Marcelle MAURICE, sans profession, demeurant à BOBIGNY, 24 rue Alcide Vellard, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Louis René PINQUIER, Née à PARIS, 19°, le 22 octobre 1924,

6° - Monsieur Antoine Valentin Louis PINQUIER, mineur, comme étant né à DRANCY, le 1^{er} décembre 1953, mais représenté par Madame veuve PINQUIER, née MAURICE, sa mère, autorisée à l'effet dudit acte, en vertu d'une ordonnance rendue par le Juge des Tutelles de NOISY-LE-SEC, le 17 février 1969,

7° - Madame Henriette Augustine PINQUIER, sans profession, épouse de Monsieur Daniel LELOUCH, représentant, avec lequel elle demeure à BOBIGNY, 263 avenue Henri Barbusse,

Née à DRANCY, le 30 novembre 1946,

Mariée en premières noces sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 24 août 1964, préalable à son union célébrée à la Mairie de BOBIGNY, le 30 août 1964 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°109 :

Ladite parcelle appartenait à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, et Maître DELARUE, notaire également susnommé, le 26 juillet 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 16 octobre 1968, volume 8487, numéro 4, de :

Monsieur Fernand WATIEZ, mécanicien, et Madame Marie Louise Madeleine THORR, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 21 rue de l'Avenir,

Nés savoir : Monsieur à PARIS, 10°, le 25 avril 1915, Madame à VERNEUIL-LE-CHETIF (SARTHE), le 7 février 1916,

Mariés sous le régime ancien de la communauté légale de biens meubles et acquêts à la Mairie de CHAMALIERES (PUY-DE-DOME), le 6 mars 1943 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix principal et payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention, mais révélait l'existence d'une inscription qui a été radiée depuis.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°110 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 30 novembre 1967, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 12 avril 1968, volume 8223, numéro 4, le Juge des Expropriations du Tribunal de Paris a ordonné l'expropriation de divers immeubles dont notamment celui appartenant à :

Madame Marie-Louise SALAUN, épouse de Monsieur Klébert DUBOIS, domiciliés à BOBIGNY, 124 avenue Paul Vaillant Couturier, Née à BOBIGNY, le 14 mai 1911,

Suivant jugement rendu le 28 juin 1968, le montant de l'indemnité a été fixé.
Quittance de ladite somme a été donnée par acte sous seings privés, en date du 14 novembre 1968.

- Pour les parcelles cadastrées AH n°s 150 et 151 :

Lesdites parcelles appartenant à la SEMARBO pour les avoir acquises, suivant acte administratif en date à BOBIGNY du 6 mars 1972 publié au premier bureau des hypothèques de BOBIGNY, le 28 mars 1972, volume 459 numéro 14, de :
La ville de BOBIGNY.

Lesdites parcelles provenant du déclassement des anciennes rues de l'Avenir et Ernest Renan.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°157 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Stéfán WOJCIECHWSKI et Madame Anna WOJCIECHOWSKA, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 25, rue Carnot,

Nés savoir : Monsieur à TYKAVLON (POLOGNE), le 1^{er} octobre 1891, Madame à DOJNTROW (POLOGNE), le 24 février 1904.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°159 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 1969, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Robert Léon SMEETS et Madeleine DELARUELLE, son épouse, demeurant ensemble à AUBERVILLIERS (SEINE-SAINT-DENIS), 32, rue du Pont Blanc, Nés savoir : Monsieur SAINT-DIZIER (HAUT-DE-MARNE), le 2 septembre 1907, Madame à LOISON-SOUS-LENS (PAS-DE-CALAIS), le 11 février 1908,

Suivant acte sous seing privé en date à BOBIGNY du 5 juin 1970, Monsieur et Madame SMEETS, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°161 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 20 avril 1970, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 11 mai 1970, volume 9466, numéro 6, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Monsieur Marius Yves PELLEVOIZIN et Madame Paulette PIERRE, son épouse, Nés savoir : Monsieur à SAINT-SEVER (CHARENTES-MARTIMES), le 23 juillet 1909, Madame à SAINT-MARTIN-SAINT-MAIXENT (DEUX-SÈVRES), le 18 juin 1912,

Suivant acte sous seing privé en date à BOBIGNY du 25 mars 1971, Monsieur et Madame PELLEVOIZIN, susnommés, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°163 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 21 octobre 1969, volume 9167, n°14, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

- Madame Augustine Valentine JUPIL, 88, avenue du Général Michel BIZOT, veuve de Monsieur Pierre Elie BELLIVIER, Née à PARIS, 12^e, le 15 août 1895,

- Mademoiselle Blanche Adolphe JUPIL, demeurant même adresse, Née à PARIS, 20^e, le 3 février 1896,

Suivant acte sous seing privé en date à BOBIGNY du 22 janvier 1970, Madame BELLIVIER et Mademoiselle JUPIL, susnommées, ont acquiescé à l'ordonnance d'expropriation susénoncée et ont donné quittance de l'indemnité d'expropriation allouée pour lesdites parcelles.

- Pour la parcelle cadastrée AH n°165 :

Aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 septembre 1969, publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 20 avril 1970, volume 9453, le Juge des Expropriations du Tribunal de Grande Instance de la SEINE SAINT DENIS a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la SEMARBO, de diverses parcelles au nombre desquelles se trouve celle appartenant à :

Madame Simonne Lucienne MARIE, demeurant à BOBIGNY, 23, rue Alcide Vellard, veuve de Monsieur Henri Louis ROMONT, Née à BOBIGNY, le 17 février 1925,

L'indemnité d'expropriation a été fixé par jugement dudit Juge en date du 26 novembre 1970 et l'indemnité a été consignée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- Pour la parcelle cadastrée section AH numéro 167 :

Cette parcelle appartenait à la SEMARBO, pour l'avoir acquise aux termes d'un acte reçu par Maître BOSSY, notaire susnommé, le 5 février 1968, publié au 5^{ème} bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 avril 1968, volume 8216, numéro 20, de :

1° - Madame Marthe FOURNIER, sans profession, demeurant à BEL AIR, VILLEFRANCHE DE ROUERGUE (AVEYRON), 25 Chemin du Bel Air, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Casimir Marius MERCADIER, Née à PARIS, 20^e, le 13 août 1903,

2° - Monsieur Roger Eugène Raymond LAIR, acheteur, et Madame Irma Jeanne FOURNIER, son épouse, demeurant ensemble à BOBIGNY, 28 rue Carnot,

Nés savoir : Monsieur à ROUEN (SEINE-MARITIME), le 26 septembre 1908, Madame à PARIS, 18^e, le 20 janvier 1907,

Mariés tous deux en premières noces sous le régime ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage

préalable à son union célébrée à la Mairie d'AUBERVILLIERS, le 16 novembre 1935, sans contrat préalable ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification depuis lors.

3° - Madame Jeannine Marie Louise MERCADIER, épouse de Monsieur Jean LEDRAPPIER, employé de bureau, avec lequel elle demeure à PARIS (18^e), 7 rue de la Guadeloupe, ci-devant et alors à VINCENNES (Val-de-Marne), 28 rue de la Paix,

Née à PARIS, 20^e, le 20 février 1928,

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître LAVERNE, notaire à PARIS, le 13 juillet 1956, préalablement à son union célébrée du 18^{ème} arrondissement de PARIS, le 21 juillet 1956 ; lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé audit acte.

L'état délivré sur cette publication et à la date du même jour, était entièrement négatif d'inscription, saisie, transcription et mention.

B3° b) Adjonction des parcelles AH n°227, 228, 233, 234, 239, 240, 245, 246, 251, 252, 287, et 296 (Acte de Me BOSSY du 22 juin 1979)

Ces parcelles appartiennent à la SEMARBO par suite des actes ci-après relatés.

- Pour les parcelles cadastrées AH n°s 227, 228, 233, 234, 239, 240, 245, 246, 251 et 252 :

Lesdites parcelles appartiennent à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite du Département de la SEINE-SAINT-DENIS, suivant acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, le 20 février 1976 et publié au premier bureau des hypothèques de BOBIGNY le 28 Avril 1976 volume 2149 numéro 10.

- Pour la parcelle cadastrée AH numéro 287 :

Cette parcelle appartient à la SEMARBO pour lui avoir été attribué aux termes d'un jugement d'expropriation en date du 3 Septembre 1969 publié au cinquième bureau des Hypothèques de la Seine le 20 Avril 1970, volume 9453, numéro 15.

- Et pour la parcelle cadastrée AH n°296 :

Cette parcelle appartient à la SEMARBO par suite de l'acquisition qu'elle en a faite des Consorts MERCADIER aux termes d'un acte reçu par Me BOSSY, notaire susnommé, le 5 février 1968 et publié au cinquième bureau des hypothèques de la SEINE, le 9 avril 1968, volume 8216, numéro 20.

Section IV - Servitudes

Le Requérant déclare qu'il n'existe sur le terrain aucune servitude autre que celles résultant :

- de la situation naturelle des lieux ;
- de la loi et des règlements en vigueur ;
- des dispositions d'urbanisme applicables à l'immeuble et ci-après rapportées ;
- et de celles rappelées aux termes de l'acte d'acquisition du Requérant reçu par Maître PISANI, notaire susnommé, le 23 octobre 2009 sous le titre « Rappel de Servitudes » ci-après rappelé :

« RAPPEL DE SERVITUDES

La "SEQUANO AMENAGEMENT" rappelle :

1°) Qu'aux termes du modificatif de l'Etat Descriptif de Division, reçu par Maître BOSSY, notaire à NOISY-LE-SEC, le 22 juin 1979 et publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY les 27 juillet et 12 novembre 1979 volume 3412 numéro 12, il a été stipulé ce qui suit littéralement rapporté :

" Observation faite que ce lot est grevé d'une servitude de surplomb à la "hauteur du troisième niveau (47,96), dit rez de placette et sur dix huit étages au profit "des Tours A 1, A 3, A 6 et A 8, au quatrième niveau (50,30), "rez de dalle au profit du "lot 4001 au-dessus et jusqu'au niveau 56,10 au "profit du lot 403. (lots de copropriété "5303, 5304, 5305) et jusqu'à l'altitude "61,59 au profit du lot 401 (lots de copropriété "numéros 5113 à 5121)".

"Il est en outre, grevé de la servitude de passage pour piétons et "voitures "dans les conditions prévues à l'article vingt deux du cahier des "charges sus-"énoncé."

2°) Qu'aux termes d'un acte reçu par Maître LACOURTE, Notaire à PARIS, le 10 mai 1973, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de BOBIGNY le 9 juillet 1973 Volume 985 numéro 7, il a été constitué une servitude de surplomb au profit de la parcelle cadastrée section AH numéro 218, ci-après littéralement rapportée :

« CONSTITUTION DE SERVITUDES »

« Le Vendeur constitue par ces présentes au profit de l'acquéreur, et :

« 1ent – Au profit de la partie d'immeuble cadastrée section AH numéro 215, une servitude de surplomb pendant toute la durée des constructions sur la partie de terrain restant appartenir au vendeur cadastrée section AH numéro 214, savoir :

« Sur une bande de terrain de huit mètres carrés comprise entre les lettres « a-b-c-d- au plan dressé par Monsieur Robert DEFRESNES, géomètre expert. Une "copie dudit plan est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

« Et sur une bande de terrain de huit mètres carrés comprise entre les lettres « c-f-g-h » au plan dressé par Monsieur Robert DEFRESNES, géomètre-expert. Une copie dudit plan est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

« 2ent – Et au profit de la partie d'immeuble cadastrée section AH numéro « 218, une servitude de surplomb pendant toute la durée des constructions sur la

« partie de terrain restant appartenir au vendeur, cadastrée section AH numéro 217.
« savoir :

« Sur une bande de terrain de huit mètres carrés comprise entre les lettres
« l-« j-h-l » au plan dressé par Monsieur robert DEFRESNES, géomètre-expert. »
« Et sur une bande de terrain de huit mètres carrés comprise entre les
lettres « m-n-o-p » au plan dressé par Monsieur robert DEFRESNES, géomètre-
expert. »

Une copie des plans visée au 1^{er} est demeurée ci-annexée aux présentes
après mention.

L'origine de propriété des parcelles grevées de cette servitude de surplomb
est la même que celle ci-dessus analysée.

Pour les servitudes ci-dessus visées au 1 et 2, le Vendeur déclare lesdites
servitudes ne concernent pas le lot n°112.

3°) Aux termes d'un acte reçu le 20 Octobre 2009, par le notaire participant,
contenant vente par la Ville de BOBIGNY au profit de la société SEQUANO
AMENAGEMENT, il a été constitué la servitude d'accès et d'entretien au réseau d'eau
pluviale ci-après littéralement rapporté :

« Exposé

« Un réseau d'eau pluviale desservant le Quartier « Paul Eluard » traverse
« l'immeuble au départ de l'ouest de celle-ci (au niveau de l'escalier menant à la
« dalle », pour longer ensuite l'extrémité nord de l'immeuble (en deçà de l'ouvrage
« dalle et de la Tour A 9) et pour déboucher enfin en façade de la Tour A 9 sur la rue
« Alcide Vellard.

« Cette canalisation est identifiée en vert sur le plan de cession ILOT J1, en « date du
16 octobre 2009, échelle 1/200, plan 1, indice 1, demeuré ci-joint et annexé « aux
présentes après mention.

« Le **BENEFICIAIRE DE L'APPORT** s'oblige à dévoyer définitivement cette
« canalisation aux deux endroits mentionnés sur le plan de servitude, en date du 16
« octobre 2009, échelle, plan 1, indice 1, dossier 29767, formant l'annexe n°9 ci-
« dessus visé, afin qu'elle emprunte le trajet également indiqué sur le plan sus énoncé
« et formant l'annexe numéro 9, au plus tard le 29 janvier 2010.

« **L'APPORTEUR** où toutes personnes mandatées à cet effet, bénéficiera, « après la
réalisation du dévoiement, d'une servitude d'accès et d'entretien audit « réseau.

« En cas d'intervention sur ce réseau, il s'oblige à faire remettre à ses frais le « terrain
dans l'état où il a été trouvé avant tous travaux ultérieurs de réparations ou
« entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

« En cas de détérioration apportée à cette canalisation du fait du propriétaire « du
fonds servant, ce dernier devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation « sans
délai.

« Le propriétaire s'interdit, quant à lui, de planter des arbres ou de réaliser des
« ouvrages de nature à endommager le réseau ou à nuire à son accès.

« Etant précisé en tant que de besoin que toutes les interventions techniques « et
entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services

« compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même. A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des regards en surface ou enterrés.

« Pour le salarié du Conservateur : la présente servitude constituée au titre « des charges et conditions de la vente est consentie sans prix ni indemnité ; elle est évaluée pour la perception du salaire du Conservateur à 500,00 euros. »

Il est ici précisé qu'à la deuxième ligne de l'Exposé, il y a lieu de lire "Est" et non "Ouest".

Pour la bonne compréhension de la servitude ci-dessus rappelée, le vendeur déclare qu'au septième alinéa le propriétaire est le propriétaire du fonds servant.

Le plan de la servitude est demeurée ci-annexée.

Le Vendeur déclare que dans le cadre des travaux de chemisage de ladite canalisation, il fera réalisé préalablement auxdits travaux une inspection caméra et il s'oblige à en remettre une copie du rapport à l'Acquéreur.

Les frais de ces travaux et d'inspection seront à la charge du Vendeur.

3°) Ladite parcelle est soumise aux charges et conditions du Cahier des Charges du Quartier Paul Eluard et ses modificatifs et de l'ensemble des stipulations de l'état descriptif de division et ses modificatifs ci-dessus visés.

Section V - Situation hypothécaire

Il résulte d'un état hypothécaire délivré par le premier bureau de NOISY-LE-SEC, le 8 septembre 2009, sur les lots n°2 et 107, dont provient l'immeuble, que celui n'est grevé d'aucune hypothèque inscription de privilège, hypothèque ou commandement de saisie ; ledit état contient également la fiche d'immeuble avant FIDJI de la parcelle AH n°321 assiette de l'Etat Descriptif de Division avant retrait de l'immeuble.

Il a été en outre délivré, sous forme de fiches d'immeubles avant FIDJI, par ledit bureau des hypothèques, le 29 juillet 2009, un état hypothécaire portant sur l'ensemble des parcelles de l'Etat Descriptif de Division avant leur réunion en la parcelle cadastrée section AH n°s 316, 320 et 321.

Section VI - ZAC de l'Hôtel de Ville

Préalablement à l'édification de l'immeuble, il a été obtenu les autorisations d'urbanisme suivantes :

Le terrain objet de la Vente est situé dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'Hôtel de Ville et constitue l'îlot J1 de celle-ci.

Il est rappelé au sujet de la ZAC les éléments suivants.

a) Sur la procédure de ZAC

Suivant la délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2003, transmise en Préfecture de SEINE-SAINT-DENIS, le 17 décembre 2003, la Ville de BOBIGNY a pris acte du bilan de la concertation préalable à la création à BOBIGNY

de la ZAC de l'Hôtel de Ville.

Suivant la délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2005, transmise en Préfecture le 12 décembre 2005, la Ville de BOBIGNY a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de l'Hôtel de Ville dans son ensemble et a créé la ZAC de l'Hôtel de Ville.

Suivant la délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2005, transmise en Préfecture, le 13 décembre 2005, la Ville de BOBIGNY a notamment approuvé le programme des équipements publics.

b) Sur la procédure d'urbanisme

Suivant la délibération de son Conseil municipal du 5 février 2004, transmise en Préfecture, le 11 février 2004, la Ville de BOBIGNY a donné un avis favorable à l'engagement de la procédure de révision simplifiée du POS/PLU et a décidé d'engager la phase de concertation préalable.

Suivant la délibération de son Conseil Municipal du 8 décembre 2005 transmise en préfecture le 13 décembre 2005, la Commune de BOBIGNY a pris acte du bilan de concertation préalable et a décidé que le projet de POS/PLU mis à l'enquête publique sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Suivant la délibération de son Conseil Municipal du 8 décembre 2005, transmise en Préfecture le 12 décembre 2005, la Ville de BOBIGNY a décidé d'approuver le dossier de révision simplifiée du POS/PLU concernant le secteur de la ZAC de l'Hôtel de Ville.

c) Sur la déclaration d'utilité publique

Suivant la délibération de son Conseil municipal du 30 mars 2006, la Ville de BOBIGNY a approuvé le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) et a autorisé son Maire à solliciter du Préfet de la SEINE-SAINT-DENIS l'ouverture de l'enquête publique préalable à la D.U.P. et a demandé que la Déclaration d'utilité publique soit prononcée au profit de la SIEDEC, au titre de la Concession d'Aménagement la liant à la Ville.

La ZAC de l'Hôtel de Ville a été déclarée d'utilité publique suivant arrêté numéro 07-2202, de Monsieur le Préfet de la SEINE-SAINT-DENIS, en date du 28 juin 2007 dont il est ici reproduit les articles 1 et 2 :

"Article 1^{er} : est déclarée d'utilité publique au profit de la Ville de Bobigny ou de l'aménageur qu'elle aura désigné, l'acquisition des terrains figurant au plan annexé au présent arrêté et nécessaires à la mise en oeuvre du programme d'aménagement dans le périmètre de la ZAC de l'Hôtel de Ville de Bobigny.

"Article 2 : l'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté".

Cet arrêté a été régulièrement affiché en Mairie de BOBIGNY ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée le 6 août 2007 dont une copie est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

Ledit arrêté également publié dans deux journaux d'annonces légales, savoir :

- L'Humanité en date du 27 juillet 2007 ;
- Le Parisien en date du 16 août 2007 ;

Le Vendeur certifie et atteste que l'immeuble est situé dans la ZAC de l'Hôtel de Ville et que l'arrêté précité contenant déclaration d'utilité publique n'a fait l'objet d'aucun recours.

Il est ici rappelé les dispositions des alinéas 1, 2 et 4 de l'article L. 12-2 du Code de l'Expropriation et celles de l'article L. 213-5 du Code de l'Urbanisme auxquelles elle renvoie :

Article L. 12-2 du Code de l'Expropriation :

"L'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

"Il en est de même des cessions amiables consenties après déclaration d'utilité publique et, lorsqu'il en est donné acte par ordonnance du juge de l'expropriation désigné comme il est dit à l'article L. 13-1, des cessions amiables antérieures à la déclaration d'utilité publique.

"(alinéa 3)

"Les dispositions du présent article sont applicables aux acquisitions réalisées dans les conditions prévues aux articles L. 123-9 et L. 213-5 du code de l'urbanisme."

Article L. 213-5 du Code de l'urbanisme :

"En cas de déclaration d'utilité publique, l'exercice du droit de préemption produit les mêmes effets que l'accord amiable en matière d'expropriation en ce qui concerne l'extinction des droits réels et personnels si le titulaire du droit de préemption est également le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique.

"En cas de déclaration d'utilité publique, la cession d'un bien au profit du bénéficiaire de cette déclaration n'est pas soumise au droit de préemption."

d) Sur la convention d'aménagement

Suivant délibération du 22 mai 2003 transmise en préfecture le 28 mai 2003, la Ville de BOBIGNY a notamment approuvé la convention d'aménagement pour la réalisation de la future ZAC de l'Hôtel de Ville, au profit de la SIDE C.

La durée de la convention d'aménagement a été fixée à six ans à compter de sa date de prise d'effet ; la convention expirant au terme de cette durée sauf prorogation par avenant en cas d'inachèvement de l'opération.

La convention publique d'aménagement a été signée le 4 octobre 2004 et a été transmise en Préfecture le 28 septembre 2004, aux termes de ladite convention la Ville de BOBIGNY a délégué son droit de préemption à la SIDE C.

Avenant n°1 :

Suivant délibération du 30 mars 2006, transmise en préfecture le 31 mars 2006, la Ville de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°1 à la convention, lequel notamment transforme « la convention publique d'aménagement » en un « traité de concession d'aménagement ».

L'avenant numéro 1 a été signé le 17 avril 2006 et transmis en Préfecture le

3 mai 2006.

Avenant n°2 :

Suivant délibération du 14 décembre 2006 transmise en Préfecture le 18 décembre 2006, la Ville de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°2 à la convention, ledit avenant précisant notamment qu'il n'y a pas de participation prévisionnelle financière

L'avenant n°2 a été signé le 22 janvier 2007 et transmis en Préfecture le 25 janvier 2007.

Avenant n°3 :

Suivant délibération transmise en Préfecture, le 28 décembre 2006, la Commune de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°3 à la convention, ledit avenant a eu pour objet de fixer l'évolution de la participation de la commune dans le bilan 2006.

L'avenant n°3 a été signé le 10 avril 2008 et transmis en Préfecture le 28 décembre 2007.

Avenant n°4 :

Suivant délibération du 4 décembre 2008 transmise en Préfecture le 10 décembre 2008, la Commune de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°4 à la convention lequel a eu pour objet de compléter l'article 20 du traité

L'avenant n°4 a été signé et transmis en Préfecture le 28 décembre 2007.

Avenant n°5 :

Suivant délibération du 4 décembre 2008 transmise en Préfecture le 10 décembre 2008, la Commune de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°5 à la convention, ledit avenant a eu pour objet de fixer l'évolution de la participation de la commune dans le bilan 2007.

L'avenant n°5 a été signé et transmis en Préfecture le 10 décembre 2008.

Avenant n°6 :

Suivant délibération du 14 mai 2009, transmise en préfecture le 20 mai 2009, la Commune de BOBIGNY a approuvé l'avenant n°6 à la convention, lequel avenant a eu pour objet de compléter et modifier respectivement l'article 7 relatif aux «MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES» et l'article 15.6 correspondant au «FINANCEMENT DES OPERATIONS» du traité de concession et d'aménagement de la ZAC de l'Hôtel de Ville ; lesdits articles autorisation la participation au financement de la ZAC par des apports d'immeubles.

L'avenant numéro 6 a été signé le 7 juin 2009 et transmis en Préfecture le 20 mai 2009.

Ladite délibération et son avenant sont demeurés ci-joints et annexés aux présentes après mention.

e) Attestation de non recours

Par courrier en date du 11 Avril 2007, la commune de BOBIGNY a attesté que l'ensemble des délibérations du Conseil Municipal ci-dessus visées relative à la procédure de la ZAC, à la procédure d'urbanisme, au dossier de DUP et à la convention d'aménagement et ses avenants n°1 et 2 ont été régulièrement affichées et n'ont fait l'objet d'aucun recours.

Une copie de ce courrier est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

Par courriers en date du 19 octobre 2009, la commune de BOBIGNY a attesté que les délibérations du conseil municipal concernant les avenants 3, 5 et 6 n'ont fait l'objet d'aucun recours ni retrait administratif, et ont été régulièrement affichées en Mairie.

f) Recours

Le Vendeur déclare que l'avenant numéro 4 de ladite convention a fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CERGY PONTOISE, en date du 4 août 2008.

Ce recours a pour objet le non respect des règles de mise en concurrence lors de la passation de la convention d'aménagement.

Observation étant ici faite qu'il est mentionné dans ledit recours l'avenant n°6 au lieu et place de l'avenant n°4.

Le Vendeur déclare que l'immeuble est desservi en voirie et réseaux (hors branchement) sans qu'il soit utile de réaliser des travaux d'aménagement de la ZAC à cet endroit.

Précision : Les pièces de la ZAC n'ont pas fait l'objet d'un dépôt aux termes d'un acte notarié.

Section VII - Opération de Construction

1° - Permis de construire (PC 093 008 A 0034)

a) Arrêté de permis de construire

La société "KAUFMAN & BROAD DEVELOPPEMENT" a été autorisée par arrêté de Monsieur le Maire de BOBIGNY en date du 11 décembre 2008 référencé PC 093 008 08 A0034 à construire sur l'immeuble un programme immobilier de 94 logements et commerces (au rez-de-chaussée) et développant une Surface Hors Oeuvre Nette (SHON) de 7.385 m² dont 6.423 m² pour l'habitation et 962 m² pour les commerces.

b) Transmission en Préfecture - Affichage

Transmission

Pour le contrôle de légalité, le permis de construire a été transmis en Préfecture SEINE-SAINT-DENIS, le 30 décembre 2008, ainsi qu'il résulte du cachet apposé sur l'arrêté de permis de construire ci-annexé (et confirmé par l'attestation de non recours sur le permis de construire délivré par la Mairie de BOBIGNY et ci-après visé).

En outre le permis de construire a été affiché en Mairie, du 11 décembre 2008 au 11 février 2009 conformément à l'article R. 424-15 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'il est attesté par l'attestation de non recours précitée.

Affichage

L'affichage du permis de construire a été constaté sur l'immeuble les 14 janvier et 23 mars 2009 ainsi qu'il résulte de deux constats de procès-verbal établis les mêmes jours, respectivement :

- par Me OCHOA, huissier de justice à BOBIGNY, pour le premier ;
 - et par Me Stéphanie RIVALAND, huissier de justice à BOBIGNY, pour le second.

c) Caractère définitif du permis de construire

Le permis de construire n'a fait l'objet d'aucun recours autre que celui d'un riverain, lequel s'est désisté aux termes d'une décision du Tribunal de CERGY-PONTOISE en date du 3 juillet 2009 ainsi qu'il résulte d'une lettre de la Mairie de BOBIGNY en date du 29 septembre 2009 dont l'original est demeuré ci-annexé aux présentes après mention.

Il résulte également de cette attestation que l'arrêté de permis de construire n'a fait l'objet d'aucun retrait.

KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 4 déclare et garantit que la société "KAUFMAN & BROAD DÉVELOPPEMENT" n'a reçu dans les conditions fixées par les articles R. 600-1 du Code de l'urbanisme aucune notification de recours contre le permis de construire de quelque nature qu'elle soit, à l'exception du recours précité:

2° - Transfert du permis de construire

Arrêté

Le permis de construire susvisé délivré à la société "KAUFMAN & BROAD DÉVELOPPEMENT" a été transféré par arrêté de Monsieur le Maire de BOBIGNY le 17 juillet 2009, à la société "SNC KAUFMAN & BROAD PROMOTION 4".

Affichage

L'affichage de l'arrêté de transfert a été constaté sur le terrain le 17 juillet 2009 aux termes d'un constat d'affichage dressé le même jour par Me Stéphanie RIVALAND, huissier de justice susnommé ; et le 12 octobre 2009 par Me Delphine CHAUVIERRE, huissier de justice à SAINT-DENIS.

Non recours

Aux termes d'une attestation de la Ville de BOBIGNY en date du 20 octobre 2009, la Mairie de BOBIGNY a indiqué que l'arrêté de transfert n'avait fait l'objet d'aucun recours.

Section VIII - Renseignements d'urbanisme et état des risques

1° - Renseignements d'urbanisme

Les dispositions d'urbanisme applicables à l'immeuble résultent d'une note de renseignements d'urbanisme délivrée par la Mairie de BOBIGNY le 18 septembre 2009 sur la parcelle cadastrée section AH numéro 321 (parcelle dont est issue l'immeuble), de laquelle il ressort :

- Que ladite parcelle est située dans le périmètre du Droit de Préemption Urbain Renforcé,

- Que ladite parcelle n'est pas située dans un périmètre de restauration immobilière, ni dans un secteur sauvegardé.

- Qu'en ce qui concerne le numérotage, celui-ci n'est pas encore été attribué à l'immeuble ;

- Que la parcelle n°AH 321 est concernée :

. Par la Révision générale du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) approuvé par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 1989, mises à jour, modifications et révisions partielles approuvées ultérieurement, révision générale prescrite par délibération municipale du 23 mai 2002 en vue de l'élaboration du Plan local d'Urbanisme.

. Par le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC DE L'HOTEL DE VILLE créée en date du 8 décembre 2005 (Zone UZ).

- Et qu'au titre des servitudes d'utilité publique, lui est applicable :

. Le terrain est situé dans un périmètre de zone soumise à risques naturels; Arrêtés préfectoraux du 13 février 2006 n°2006-0359 - P.P.R. (Plan de Prévention des Risques) Mouvement de terrain et n°2006-0363- Gypse.

2° - Etat des risques naturels et technologiques

Le Requérent que l'immeuble est situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques naturels (PPRn) et technologiques (PPRt) en vertu des arrêtés suivants :

- arrêté n° 86-0751 du 21 mars 1986 et n° 95-1128 du 18 avril 1995 pris au titre de l'article R.111-3 du Code de l'Urbanisme et valant PPR approuvé,
- arrêté n° 2006-0375 du 13 février 2006,
- arrêté n°07-3601 et n°07-3606 du 03 octobre 2007 - mise à jour de l'information du public sur les risques naturels et technologiques majeurs,

De sorte que les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement lui sont applicables.

Il résulte d'un Etat des Risques Naturels et Technologiques (ERNT) établi le 31 Août 2009 sur la parcelle cadastrée section AH numéro 321 dont est issue l'assiette de l'Ensemble Immobilier, duquel il résulte :

L'Ensemble Immobilier est situé dans le périmètre d'un plan de prévention de risques naturels prévisibles prescrit.

L'Ensemble Immobilier n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention de risques naturels prévisibles appliqué par anticipation.

L'Ensemble Immobilier est situé dans le périmètre d'un plan de prévention de risques naturels approuvé,

Le risque naturel pris en compte est le suivant : Mouvement de terrain.

L'Ensemble Immobilier n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention de risques technologiques approuvé.

L'Ensemble Immobilier n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention de risques technologiques prescrit,

L'Ensemble Immobilier n'est pas situé dans une commune de sismicité.

Concernant les sinistres (L. 125-5 IV du Code de l'Environnement)

Le Requérant déclare que pendant la période où il a été propriétaire, L'Ensemble Immobilier et les Biens n'ont pas subis de sinistre susceptible d'avoir donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du Code des Assurances et que, par ailleurs, il n'avait pas été lui-même informé d'un tel sinistre en application de ces mêmes dispositions.

Section VIII - Environnements- Rapport géotechnique - Archéologie préventive

Aux termes de l'acte d'acquisition susvisé du Requérant, il a été indiqué ce qui suit littéralement rapporté :

« B – Environnement »

Le notaire soussigné rappelle aux parties les dispositions de l'article L. 514-20 du Code l'Environnement ci-après littéralement rapporté :

« Lorsqu'une installation soumise à autorisation a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. »

« Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité. »

« À défaut l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». »

Le Vendeur produit une lettre de la Direction du Développement Durable et de l'Aménagement en date du 28 septembre 2007, aux termes de laquelle cette dernière, répondant à la demande de la SIEC de lui indiquer la présence d'installations classées pour l'environnement dans la ZAC de l'Hôtel de Ville, lui précise qu'à sa connaissance il n'en existe, mais qu'il existe rue Salvador Allende située à proximité, cinq établissements classés dont les noms sont indiqués sur une note annexée.

Une copie de cette lettre est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

Le Vendeur déclare que avoir fait établir :

- une "Étude historique et documentaire" sur la ZAC DE L'HOTEL DE VILLE DE BOBIGNY par la société GAUDRIOT, dont le siège est à CHARENTON LE PONT CEDEX (94), 52 quai des Carrières, septembre 2005 dont une copie est demeurée jointe et annexée ;

- et une investigation de terrain (phase II du diagnostic de pollution) rapport d'étude daté de juin 2005 par la société GAUDRIOT ci-dessus dénommée, dont une copie est demeurée jointe.

L'Acquéreur reconnaît qu'une copie des rapports lui a été remise dès la Promesse de Vente.

L'Acquéreur déclare avoir fait réaliser un diagnostic de pollution établi par LETOURNEUR CONSEIL SARL, le 31 janvier 2008, dont il résulte ce qui suit ci-après littéralement rapporté :

"CONCLUSION

"Ces conclusions sont fondées sur les résultats obtenus sur les points de sondages réalisés ce jour. Il est évident que ceux-ci donnent une image statistique qui ne peut en aucun cas présager de phénomènes particuliers sur les zones non sondées.

"Aux vues des résultats de l'étude historique et documentaire, le site présentait un risque peu élevé de contamination des sols en profondeur, un risque de pollution des remblais et surtout un risque de pollution de la nappe phréatique.

"L'objectif des investigations de terrain était double. Il s'agissait de vérifier la qualité des terres au droit du site, de déterminer les filières d'évacuation des terres à excaver et la qualité de l'aquifère peu profond (environ 8m). La campagne d'investigation a consisté en la réalisation de 5 sondages à la tarière de 100 mm de diamètre descendus entre 3 et 6.30m de profondeur - investigations géologiques sommaires - et le prélèvement d'échantillons (18 échantillons) soumis à analyse - investigations géochimiques sommaires. Il s'agissait également de vérifier la qualité de l'aquifère par la pose de piézomètres descendus à 12 m et le prélèvement d'un échantillon d'eau en aval du site.

"Pour l'usage du futur site, ces investigations de terrain n'ont pas mis en évidence d'indice organoleptique. Toutefois, des concentrations dépassant les anciennes valeurs guides en métaux lourds (Arsenic et Plomb) ont été mises en évidence en deux points dans les marnes et dans les remblais ainsi que des concentrations anormales en hydrocarbures, benzo(a)pyrène et arsenic dans les eaux souterraines. Les terres devant être évacuées du site pour la réalisation de deux niveaux de sous-sols, les concentrations anormales observées dans les sols sont sans incidence sur le projet. La concentration de 24 mg/kg de MS en arsenic remarquée en un point à 3.30 m dans les marnes est sans conséquence puisque ces terres laissées en place seront sous dalle béton (plus de transfert possible vers les usagers du site).

"Par contre, la présence d'hydrocarbures et de benzo(a)pyrène - substances volatiles et inhalables - dans les eaux souterraines doit faire l'objet :

- d'une EQRS pour mesurer le risque encouru par les futurs usagers du site,
- de nouveaux prélèvements pour mesurer l'agressivité de ces eaux et des sols sus-jacents sur les bétons des fondations.

"Pour ce qui a trait aux évacuations de déblais, aucun indice organoleptique n'a été détecté au droit des sondages réalisés. Les analyses effectuées tendent à démontrer la présence d'Arsenic, de Mercure, et de Plomb en concentrations supérieures au seuil d'acceptation des CET III suivant la charte FNADE et/ou aux anciennes valeurs guide "VDSS", "VCI usage sensible" et "VCI usage non sensible". La réalisation de tests de lixiviation sur les échantillons impactés ou dépassant les seuils d'acceptation en décharge de classe III permet de déterminer comme filière d'évacuation une classe III ou une classe III +.

"L'interprétation des données et non conclusions ne peuvent être considérées comme exhaustives. La nécessité de pousser plus avant les investigations ne peut être exclue notamment dans le cadre de l'obtention des certificats préalables des terres à évacuer vers des centres agréés (CET II ou III)."

Une copie de ce rapport est demeurée ci-annexée aux présentes après

mention.

En complément de ce diagnostic, le Requérent a fait établir par la société "LETOURNEUR CONSEIL SARL", sise à ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE, 76-78, avenue Victor Cresson, "Une évaluation Quantitative des Risques Sanitaires" au regard de son Programme Immobilier :

Les conclusions de cette Evaluation datée de septembre 2009 sont ci-après littéralement reproduites :

" CONCLUSION :

La présente EQRS s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un ensemble immobilier de 96 logements en R+7 s'élevant sur deux niveaux de sous-sol sur un terrain référencé au territoire communal de Bobigny (93), intégré à la ZAC Hôtel de Ville en tant qu'ilot J « Eluard ». Des contaminations des eaux souterraines en huiles minérales et HAP pouvant avoir une incidence sur la santé humaine ont été mises en évidence lors de la campagne de reconnaissance. La Société KAUFMANN & BROAD a donc missionné le bureau d'études en environnement LETOURNEUR CONSEIL afin que soit réalisée une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires par rapport à la source « eau souterraine».

- Les enjeux pour lesquelles les risques ont été évalués dans cette EQRS sont les enfants et les adultes résidents passant 2 heures par jour dans les sous-sols.
- La voie d'exposition retenue est l'inhalation de vapeurs en air intérieur du 2^{ème} sous-sol.
- La source eau est considérée à 1.95m du fond de forme.
- Les polluants pris en compte pour les calculs de risque sanitaire vis-à-vis de la voie «Inhalation de vapeurs» sont le Toluène, les Hydrocarbures Chlorés Organiques Volatils (COHV), les Huiles Minérales (Indices C1Q-C12 et C12-C16) et les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) mesurés en concentrations supérieures aux seuils de détection en laboratoire.
- Les concentrations retenues pour les calculs de risques correspondent aux teneurs maximales mesurées au droit du site dans les eaux souterraines.

Vis-à-vis des enjeux «Enfants résidents » et «Adultes résidents» considérés, transitant ou passant quotidiennement 2 heures par jour dans les caves et parkings du 2ème sous-sol, les risques s'avèrent acceptables pour la voie d'exposition « Inhalation de vapeurs en air intérieur ».

En l'état des connaissances, le projet peut donc être réalisé au regard des polluants étudiés sur la source eau dans la présente étude.

Par ailleurs, des contaminations avaient été repérées dans les terres de surface aux métaux au droit des futurs sous-sols. L'emprise des futurs jardins n'avait pu alors être investiguée. La société Kaufman & Broad ayant aujourd'hui toute amplitude de travail sur le site, de nouvelles investigations devront être menées au droit des futurs jardins. S'il s'avère que les terres sont contaminées, il sera alors nécessaire soit de substituer de la terre saines à ces terres polluées soit de réaliser une ARR sur la source sol, soit de combiner les deux solutions.

Nous rappelons que les sondages ponctuels ne peuvent offrir une vision continue de l'état des terrains du site. Leur implantation et leur densité permettent d'avoir une vision représentative du sous-sol sans que l'on puisse exclure, entre deux sondages, l'existence d'une anomalie d'extension limitée qui aurait échappé aux mailles de nos investigations et remettraient en cause les calculs de risque réalisés.

Enfin, nous préconisons, dans le cadre des travaux et par mesure de précaution de prévenir les ouvriers de la pollution existante, afin qu'ils portent en conséquence les EPI et aient une hygiène irréprochable.

Restant à la disposition du maître d'ouvrage"

Une copie de ce rapport pollution est demeurée ci-annexée.

Par suite de ces différents rapports, l'Acquéreur déclare être parfaitement informé de la situation concernant la pollution de l'immeuble et en faire son affaire personnelle sans recours contre le Vendeur.

C - Étude Géotechnique

Le VENDEUR a fait réaliser une reconnaissance géotechnique préliminaire mission G0 + G 11 établi par la société RINCENT BTP SERVICES, situé à TIGERY (91250) 4 rue d'Amsterdam ZA PARIS SUD 2 en date du 31 mai 2005, rapport n° 05.3844/1 indice A, dont une copie du rapport est demeuré ci-joint et annexé.

L'Acquéreur reconnaît qu'une copie du rapport lui a été remise dès la Promesse de Vente.

L'Acquéreur a fait réaliser une étude de sol par la société ROC SOL, dont le siège est à MONTROUGE (92120) 36 rue d'Estienne d'Orves, laquelle a remis un rapport en date du 20 novembre 2007.

Une copie de ce rapport est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

L'Acquéreur aura l'entière responsabilité, si nécessaire, de la réalisation de tous travaux de consolidation des sous-sols nécessaires et préalables à la réalisation de sa construction et le cas échéant de toutes études complémentaires y afférentes.

Et sous le titre « Archéologie préventive » ce qui suit également littéralement rapporté :

ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Diagnostics et fouilles

Les articles L. 521-1 et suivants du Code du patrimoine définissent les procédures administratives en matière d'archéologie préventive : diagnostic et fouilles.

L'Acquéreur déclare être informé qu'aux termes de ces dispositions (résultant de la loi numéro 2001-44 du 17 janvier 2001, des décrets numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002 et numéro 2004-490 du 3 juin 2004, le Préfet de Région peut prescrire l'établissement d'un diagnostic d'archéologie préventive, des fouilles, voire la conservation de tout ou partie du site archéologique découvert sur un immeuble ; et que ces prescriptions ont des répercussions sur le délai de réalisation des travaux de construction.

Le Vendeur a, en sa qualité d'Aménageur, interrogé la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France (DRAC) concernant la prescription ou non de mesures au titre de l'archéologie préventive, en ce qui concerne l'îlot J de la ZAC de l'Hôtel de Ville à BOBIGNY.

La DRAC a répondu, dans une lettre en date du 24 juin 2009, dont une copie est demeurée ci-annexée (Annexe n°77), ce qui suit littéralement rapporté :

"Seine-Saint-Denis

"Madame,

"Le diagnostic archéologique du terrain cité en objet a été réalisé par le Bureau de l'archéologie du Conseil Général de Seine Saint Denis sous la responsabilité d'Yves Le Bechennec. Le rapport est en cours et vous sera envoyé prochainement.

"Cette opération a permis d'effectuer la plupart des observations et vérifications nécessaires. C'est pourquoi je peux vous assurer qu'il n'y aura pas de prescription de fouille à la suite de ce diagnostic à la condition que puisse être prévue, une surveillance archéologique des terrassements qui vont être réalisés.

"Cette surveillance sera effectuée par les archéologues du département, A cet effet, ils devront être prévenus de la date de démarrage des travaux et avoir l'autorisation d'entrer sur le chantier pour faire les observations nécessaires. En cas de mise au jour de nouveaux vestiges, ils devront disposer des délais indispensables aux relevés et vérifications complémentaires qui s'imposeraient.

"Veuillez agréer, Madame., l'assurance de mes sentiments distingués.

Compte tenu de cette dernière lettre qui préconise une surveillance des terrassements et non l'absence de fouille conformément à la Promesse de Vente, dans l'hypothèse de fouilles archéologiques, les Parties se rapprocheront pour étudier les modalités de prise en charge financières de ces travaux de fouilles.

CECI EXPOSÉ, le Requérant a établi de la manière suivante l'Etat Descriptif de Division - Règlement de Copropriété de l'Immeuble.

Celui-ci, ainsi qu'il a été dit, sera divisé en trois parties, savoir :

PARTIE I - ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

PARTIE II - RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

PARTIE III - CLÔTURE DE L'ACTE

- PARTIE I - ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

L'État Descriptif de Division est divisé en quatre (4) chapitres ainsi qu'il a été dit au début des présentes, savoir :

CHAPITRE I	DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE
CHAPITRE II	ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION - PLANS - DÉSIGNATION DES LOTS - TABLEAU RÉCAPITULATIF
CHAPITRE III	MÉTHODE DE CALCUL DES TANTIÈMES DE PARTIES COMMUNES ET DE CHARGES
CHAPITRE IV	DÉFINITION DES PARTIES PRIVATIVES ET PARTIES COMMUNES

CHAPITRE I

- DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE -

1°) Désignation générale

Le présent état descriptif de division s'applique à un Immeuble à construire en façade du boulevard Lénine sis à BOBIGNY, à l'angle du boulevard Lénine et de la rue Alcide Vellard, qui comprendra à son achèvement :

- (i) - en infrastructure : deux niveaux de sous-sols communs, à usage d'emplacements de stationnements et de caves,
- (ii) - en superstructure :

- rez-de-chaussée à usage de commerce,

- et élevés sur rez-de-chaussée, 7 étages à usage d'habitation répartis en trois bâtiments desservis chacun par trois (3) halls d'accès, "A", "B" et "C" situés au rez-de-chaussée.

- et une rampe d'accès véhicules aux sous-sols, côté rue Alcide Vellard, un mail piéton et espace vert pour le surplus.

Trois cages d'escalier (A, B & C) et d'ascenseur (A, B & C) desservant l'Immeuble du deuxième sous-sol au septième étage.

Espace vert à l'arrière de l'Immeuble.

Le mail piéton également situé à l'arrière de l'Immeuble est à l'usage exclusif des copropriétaires de l'Immeuble et est interdit aux autres riverains.

Le Requérant indique qu'un local EDF à usage de transformateur sera édifié sur l'Ensemble Immobilier en limite de parcelle sur la Rue Alcide Vellard, et que ce dernier est destiné à la desserte en électricité de l'Ensemble Immobilier et pourra éventuellement desservir d'autres immeubles à l'initiative de la société concessionnaire de l'électricité (actuellement Electricité De France - EDF).

Cet Immeuble est compris dans le lot n°12 de l'Ensemble Immobilier "Paul Eluard".

Terminologie : Par commodité, il sera ci-après fait référence aux Bâtiments A, B et C. Cette dénomination vise uniquement à désigner d'une manière synthétique l'ensemble des Lots et des Parties Communes desservis respectivement par les Halls A, B et C, sans reconnaître la à chacun de ces "bâtiments" la qualité de bâtiment au sens strict.

Éléments d'Équipement Commun et services collectifs de l'Immeuble

- les cages d'escaliers ;
- les ascenseurs ;
- le système de chauffage ;
- l'antenne collective ;
- et les digicodes.

2°) Désignation de l'immeuble étage par étage et bâtiment par bâtiment

*** Au deuxième (2^{ème}) sous-sol :**

- quarante et un (41) emplacements de stationnement simple, dont trois (3) adaptés aux personnes à mobilité réduite,
- quatorze (14) emplacements de stationnement double, dont un (1) adapté aux personnes à mobilité réduite,
- cinq (5) caves situées dans la cage B,
- cinq (5) caves situées dans la cage C,

Et en parties communes (générales ou spéciales selon la qualification ci-après retenue) :

- locaux d'entretien situés dans les cages « A » et « C »,
- la rampe et les voies de circulation intérieures,
- et les SAS, et les portes et les voies de circulation, d'accès aux cages d'escaliers A, B et C, aux ascenseurs A, B et C et aux caves,

*** Au premier sous-sol :**

- quarante et un (41) emplacements de stationnement simple, dont trois (3) adaptés aux personnes à mobilité réduite,
- douze (12) emplacements de stationnement double, dont un (1) adapté aux personnes à mobilité réduite,
- cinq (5) caves situées dans la cage C,

Et en parties communes (générales ou spéciales selon la qualification ci-après retenue) :

- le local eau,
- locaux « FT » & « TGBT » situés dans la cage « B »,
- la rampe et les voies de circulation intérieures,
- et les SAS, les portes et les voies de circulation, d'accès aux cages d'escaliers A, B et C, aux ascenseurs A, B et C et aux caves,

*** Au rez-de-chaussée et aux étages supérieurs :**

- sept (7) locaux commerciaux, portant les n°1 à 7, avec accès direct sur le boulevard Lénine (sans passage par les halls A, B et C) ;

Et en parties communes (générales ou spéciales selon la qualification ci-après retenue) :

Au rez-de-chaussée :

- local "EDF",
- local "Chauffage urbain",
- bassin de rétention,
- aire de présentation à la collecte des ordures ménagères,
- mail piétons,
- espace vert,
- le local « poubelles A »,
- le local « vélos - poussettes A »,
- le local « poubelles B »,
- le local « vélos - poussettes B »,
- le local « ordures ménagères C »,
- et les 2 locaux « vélos - poussettes C »,
- halls d'entrée aux Bâtiments A, B et C voies de circulations, l'escalier et la cage d'escalier d'accès aux étages supérieurs,

Et pour chaque étage, les ascenseurs et les cages d'escaliers de chaque bâtiment, voies de circulation, les paliers et coffres et gaines techniques.

Numérotation des appartements : la première lettre correspond au hall (A, B & C) le desservant, le second chiffre à l'étage, et le troisième chiffre à l'appartement.

Bâtiment "A"

Au premier (1^{er}) étage :

- cinq (5) appartements, savoir :
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°A1-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°A1-2,
- . un (1) appartement de type T1 portant le n°A1-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°A1-4,
- . et un (1) appartement de type T3 portant le n°A1-5,

Au deuxième (2^e) étage :

- cinq (5) appartements, savoir :
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°A2-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°A2-2,
- . un (1) appartement de type T1 portant le n°A2-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°A2-4,
- . et un (1) appartement de type T3 portant le n°A2-5,

Au troisième (3^{ème}) étage :

- quatre (4) appartements privatifs, savoir :
 - . un (1) appartement de type T4 portant le n°A3-1,
 - . un (1) appartement de type T1 portant le n°A3-2,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°A3-3,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°A3-4,

Au quatrième (4^{ème}) étage :

- quatre (4) appartements privatifs, savoir :
 - . un appartement de type T4 portant le n°A4-1,
 - . un appartement de type T1 portant le n°A4-2,
 - . un appartement de type T3 portant le n°A4-3,
 - . et un appartement de type T3 portant le n°A4-4,

Au cinquième (5^{ème}) étage :

- trois (3) appartements privatifs, savoir :
 - . un appartement de type T4 portant le n°A5-1,
 - . un appartement de type T2 portant le n°A5-2,
 - . et un appartement de type T2 portant le n°A5-3,

Au sixième (6^{ème}) étage :

- trois (3) appartements privatifs, savoir :
 - . un (1) appartement de type T4 portant le n°A6-1,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°A6-2,
 - . et un (1) appartement de type T2 portant le n°A6-3,

Et au septième (7^{ème}) étage :

- trois (3) appartements privatifs, savoir :
 - . un (1) appartement de type T4 portant le n°A7-1,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°A7-2,
 - . et un (1) appartement de type T2 portant le n°A7-3.

Bâtiment "B"**Au premier (1^{er}) étage :**

- six (6) appartements privatifs, savoir :
 - . un (1) appartement de type T4 portant le n°B1-1,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°B1-2,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°B1-3,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°B1-4,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°B1-5,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°B1-6,

Au deuxième (2^{ème}) étage :

- six (6) appartements privés, savoir :
 - . un appartement de type T4 portant le n°B2-1,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B2-2,
 - . un appartement de type T3 portant le n°B2-3,
 - . un appartement de type T3 portant le n°B2-4,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B2-5,
 - . et un appartement de type T3 portant le n°B2-6,

Au troisième (3^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements privés, savoir :
 - . un (1) appartement de type T1 portant le n°B3-1,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°B3-2,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°B3-3,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°B3-4,
 - . et un (1) appartement de type T3 portant le n°B3-5,

Au quatrième (4^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements, savoir :
 - . un appartement de type T1 portant le n°B4-1,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B4-2,
 - . un appartement de type T3 portant le n°B4-3,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B4-4,
 - . et un appartement de type T3 portant le n°B4-5,

Au cinquième (5^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements, savoir :
 - . un appartement de type T1 portant le n°B5-1,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B5-2,
 - . un appartement de type T3 portant le n°B5-3,
 - . un appartement de type T2 portant le n°B5-4,
 - . et un appartement de type T3 portant le n°B5-5,

Au sixième (6^{ème}) étage :

- quatre (4) appartements privés, savoir :
 - . un (1) appartement de type T1 portant le n°B6-1 au plan,
 - . un (1) appartement de type T2 portant le n°B6-2 au plan,
 - . un (1) appartement de type T3 portant le n°B6-3 au plan,
 - . et un (1) appartement de type T1 portant le n°B6-4 au plan,

Et au septième (7^{ème}) étage :

- trois (3) appartements privés, savoir :
 - . appartement de type T1 portant le n°B7-1,
 - . appartement de type T2 portant le n°B7-2,
 - . et un appartement de type T3 portant le n°B7-3.

Bâtiment "C"

Au premier (1er) étage :

- cinq (5) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T2 portant le n°C1-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C1-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C1-3,
- . un appartement de type T3 portant le n°C1-4,
- . et un appartement de type T4 portant le n°C1-5,

Au deuxième (2^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T2 portant le n°C2-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C2-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C2-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C2-4,
- . et un (1) appartement de type T4 portant le n°C2-5,

Au troisième (3^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T2 portant le n°C3-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C3-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C3-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C3-4,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C3-5,

Au quatrième (4^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T2 portant le n°C4-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C4-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C4-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C4-4,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C4-5

Au cinquième (5^{ème}) étage :

- cinq (5) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T2 portant le n°C5-1,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C5-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C5-3,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C5-4,
- . un (1) appartement de type T4 portant le n°C5-5,

Au sixième (6^{ème}) étage :

- quatre (4) appartements privatifs, savoir :
- . un (1) appartement de type T1 portant le n°C6-1,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C6-2,
- . un (1) appartement de type T3 portant le n°C6-3,
- . et un (1) appartement de type T4 portant le n°C6-4,

Au septième (7) étage :

- quatre (4) appartements privatifs, savoir :
- un (1) appartement de type T1 portant le n°C7-1,
- un (1) appartement de type T3 portant le n°C7-2,
- un (1) appartement de type T3 portant le n°C7-3,
- et un (1) appartement de type T3 portant le n°C7-4.

CHAPITRE II

- ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION -

- i -

Division en Lots - Précisions

L'immeuble a été divisé en deux cent vingt-quatre (224) Lots numérotés comme suit :

* Lots n°s 112.001 à 112.130 : Lots situés au 2^{ème} et 1^{er} sous-sol et au rez-de-chaussée (emplacements de stationnement, caves, et commerces au Rdc) ;

* Lots n°s 112.131 à 112.157 : Lots d'appartements desservis par le Hall A ;

* Lots n°s 112.158 à 112.191 : Lots d'appartements desservis par le Hall B ;

* Lots n°s 112.192 à 112.224 : Lots d'appartements desservi par le Hall C.

La désignation de ces Lots est établie ci-après.

Elle comprend pour chacun des Lots, l'indication des Parties Privatives réservées à l'usage exclusif de son propriétaire et une quote-part indivise des Parties Communes (en distinguant éventuellement les Parties Communes Générales des Parties Communes Spéciales).

Les références des locaux ou autres contenues dans cette désignation, après l'indication du numéro de lot, se réfèrent exclusivement aux indications portées sur les plans visés au paragraphe II ci-après, à l'exclusion de tous autres, et notamment tout numérotage pouvant être apposé sur ces locaux.

En cas de division ou de réunion de Lots, les nouveaux numéros seront attribués à la suite des précédents.

La quote-part indivise des Parties Communes attachée à chacun des Lots est exprimée en dix/dix millièmes (10/10.000èmes).

La désignation des Lots est succinctement reprise dans un tableau dit "Tableau Récapitulatif" ; ledit tableau nécessaire à la publication du présent Acte au bureau des hypothèques.

Le Tableau Récapitulatif est établi au IV ci-après.

- II -

Plans de l'Etat Descriptif de Division

Les plans de l'Etat descriptif de Division ont été établis par l'"Association de Topographes Géomètres et Techniciens d'Etudes" (dossier 29528), par abréviation "A.T.G.T", Géomètres-expert, en son bureau s/s à BOBIGNY (93 003), 16, avenue Pierre Eluard, BP 237.

Ils se composent, savoir :

*** Plan de masse :**

- plan de masse du 23/07/2009 (Plan 1, indice 1, échelle 1/250),

*** Plans des 2^{ème} et 1^{er} sous-sol et du rez-de-chaussée :**

- plan du 2^o sous-sol du 23/07/2009 (Plan 2, indice 1, échelle 1/250),
- plan du 1^{er} sous-sol du 23/07/2009 (Plan 3, indice 1, échelle 1/250),
- plan du rez-de-chaussée du 23/07/2009 (Plan 4, indice 1, échelle 1/250),

*** Plans du Bâtiment A :**

- plan "Hall A - 1^{er} étage" du 23/07/2009 (Plan 5, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 2^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 6, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 3^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 7, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 4^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 8, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 5^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 9, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 6^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 10, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall A - 7^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 11, indice 1, échelle 1/100),

*** Plans du Bâtiment B :**

- plan "Hall B - 1^{er} étage" du 23/07/2009 (Plan 12, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 2^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 13, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 3^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 14, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 4^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 15, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 5^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 16, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 6^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 17, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall B - 7^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 18, indice 1, échelle 1/100),

*** Et Plans du Bâtiment C :**

- plan "Hall C - 1^{er} étage" du 23/07/2009 (Plan 19, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 2^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 20, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 3^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 21, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 4^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 22, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 5^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 23, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 6^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 24, indice 1, échelle 1/100),
- plan "Hall C - 7^{ème} étage" du 23/07/2009 (Plan 25, indice 1, échelle 1/100),

L'ensemble de ces plans forment l'Annexe n°6)

Ces plans ont été établis sur la base des plans du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) dressés par le cabinet "A.T.G.T." architecte, sis à BOBIGNY (Seine Saint Denis), 16 avenue Paul Eluard.

- III -

Désignation des Lots

La désignation des Lots est la suivante :

Au 2^{ème} sous-sol des Bâtiments A, B & C

1° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DOUZE MILLE UN (112.001) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°66 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

2° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DOUZE MILLE DEUX (112.002) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°67 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10 000èmes) des parties communes générales.

3° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS (112.003) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°68 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10 000èmes) des parties communes générales.

4° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE (112.004) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°69 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

5° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQ (112.005) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°70 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

6° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SIX (112.006) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°71 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

7° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SEPT (112.007) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°72 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

8° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE HUIT (112.008) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°73 au plan ci-annexé,
Et les cinq /dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

9° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE NEUF (112.009) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 74 et 75 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

10° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DIX (112.010) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 76 et 77 au plan ci-annexé,
Et les neuf /dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

11° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE ONZE (112.011) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double adapté aux personnes à mobilité réduite portant les n°s 78 et 79 au plan ci-annexé,
Et les douze/dix millièmes (12/10.000èmes) des parties communes générales.

12° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DOUZE (112.012) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 80 et 81 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

13° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TREIZE (112.013) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 82 et 83 au plan ci-annexé,
Et les dix/dix millièmes (10/10.000èmes) des parties communes générales.

14° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATORZE (112.014) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 84 et 85 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

15° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUINZE (112.015) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 86 et 87 au plan ci-annexé,
Et les neuf /dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

16° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SEIZE (112.016) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 88 et 89 au plan ci-annexé,
Et les neuf /dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

17° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DIX-SEPT (112.017) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 90 et 91 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

18° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DIX-HUIT (112.018) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 92 et 93 au plan ci-annexé,
Et les neuf /dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

19° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DIX-NEUF (112.019) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 94 et 95 au plan ci-annexé,
Et les neuf /dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

20° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT (112.020) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 96 et 97 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

21° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT ET UN (112.021) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°98 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

22° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-DEUX (112.022) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°99 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

23° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-TROIS (112.023) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°100 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

24° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-QUATRE (112.024) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°101 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

25° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-CINQ (112.025) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°102
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

26° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-SIX (112.026) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°103
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

27° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-SEPT (112.027) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°104
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

28° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-HUIT (112.028) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°105
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

29° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE VINGT-NEUF (112.029) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°106
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

30° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE (112.030) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°107
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

31° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE ET UN (112.031) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°108
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

32° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-DEUX (112.032) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°109
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

33° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-TROIS (112.033) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°110
au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

34° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-QUATRE (112.034) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°111 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

35° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-CINQ (112.035) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°112 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

36° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-SIX (112.036) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°113 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

37° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-SEPT (112.037) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°114 au plan ci-annexé,
Et les sept /dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

38° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-HUIT (112.038) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°115 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

39° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TRENTE-NEUF (112.039) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°116 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

40° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE (112.040) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°117 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

41° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE ET UN (112.041) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°118 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

42° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-DEUX (112.042) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°119 au plan ci-annexé,

Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

43° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-TROIS
(112.043) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°120 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

44° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-QUATRE
(112.044) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°121 au plan ci-annexé,
Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

45° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-CINQ
(112.045) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°122 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

46° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-SIX (112.046) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°123 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

47° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-SEPT
(112.047) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°124 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

48° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-HUIT
(112.048) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°125 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

49° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUARANTE-NEUF
(112.049) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°126 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

50° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE (112.050) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°127 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

51° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE ET UN
(112.051) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°128 au plan ci-annexé,
 Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

52° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-DEUX
(112.052) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°129 au plan ci-annexé,
 Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

53° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-TROIS
(112.053) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°130 au plan ci-annexé,
 Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

54° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-QUATRE
(112.054) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°131 et 132 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

55° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-CINQ
(112.055) :

Au deuxième sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°133 et 134 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

56° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-SIX
(112.056) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage B et portant le n°6 au plan ci-annexé,
 Et un /dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

57° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-SEPT
(112.057) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage B et portant le n°7 au plan ci-annexé,
 Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

58° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-HUIT
(112.058) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage B et portant le n°8 au plan ci-annexé,
 Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

59° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CINQUANTE-NEUF (112.059) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage B et portant le n°9 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

60° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE (112.060) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage B et portant le n°10 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

61° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE ET UN (112.061) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°1 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

62° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DEUX (112.062) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°2 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

63° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-TROIS (112.063) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°3 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

64° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-QUATRE (112.064) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°4 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

65° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-CINQ 112.065) :

Au deuxième sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°5 au plan ci-annexé,
Et un/dix millièmes (1/10.000ème) des parties communes générales.

Au 1^{er} sous-sol des Bâtiments A, B & C

66° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-SIX (112.066) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°1 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

67° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-SEPT (112.067) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°2 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

68° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-HUIT (112.068) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°3 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

69° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-NEUF (112.069) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°4 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

70° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DIX (112.070) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°5 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes)

71° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE ET ONZE (112.071) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°6 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

72° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DOUZE (112.072) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°7 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

73° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-TREIZE (112.073) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°8 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

74° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-QUATORZE (112.074) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 9 et 10 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

75° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-QUINZE (112.075) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 11 et 12 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

76° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-SEIZE (112.076) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double adapté aux personnes à mobilité réduite portant les n°s 13 et 14 au plan ci-annexé,
Et les douze/dix millièmes (12/10.000èmes) des parties communes générales.

77° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DIX-SEPT (112.077) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 15 et 16 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

78° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DIX-HUIT (112.078) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 17 et 18 au plan ci-annexé,
Et les dix/dix millièmes (10/10.000èmes) des parties communes générales.

79° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE SOIXANTE-DIX-NEUF (79) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 19 et 20 au plan ci-annexé,
Et les dix/dix millièmes (10/10.000èmes) des parties communes générales.

80° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT (112.080) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 21 et 22 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

81° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-UN (112.081) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 23 et 24 au plan ci-annexé,
Et les neuf/dix millièmes (9/10 000èmes) des parties communes générales.

82° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DEUX
(112.082) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 25 et 26 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

83° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-TROIS
(112.083) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 27 et 28 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

84° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-QUATRE
(112.084) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 29 et 30 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

85° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-CINQ
(112.085) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement double portant les n°s 31 et 32 au plan ci-annexé,
 Et les neuf/dix millièmes (9/10.000èmes) des parties communes générales.

86° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-SIX
(112.086) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°33 au plan ci-annexé,
 Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

87° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-SEPT
(112.087) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°34 au plan ci-annexé,
 Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

88° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-HUIT
(112.088) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°35 au plan ci-annexé,
 Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

89° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-NEUF**(112.089) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°36 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

90° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DIX**(112.090) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°37 au plan ci-annexé,
Et les cinq / dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

91° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-ONZE**(112.091) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°38 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

92° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DOUZE**(112.092) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°39 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

93° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-TREIZE**(112.093) :**

Au premiers sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°40 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

94° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-QUATORZE (112.094) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°41 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

95° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-QUINZE**(112.095) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°42 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

96° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-SEIZE**(112.096) :**

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°43 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

97° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (112.097) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°44 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

98° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (112.098) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°45 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

99° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (112.099) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°46 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

100° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT (112.100) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°47 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

101° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT (112.101) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement portant le n°48 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

102° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DEUX (112.102) :

Au premier sous-sol : un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°49 au plan ci-annexé,
Et les sept / dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

103° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT TROIS (112.103) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°50 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10 000èmes) des parties communes générales.

104° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT QUATRE (112.104) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°51 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

105° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT CINQ (112.105) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°52 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

106° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT SIX (112.106) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°53 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

107° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT SEPT (112.107) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°54 au plan ci-annexé,
Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

108° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT HUIT (112.108) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°55 au plan ci-annexé,
Et les six /dix millièmes (6/10 000èmes) des parties communes générales.

109° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT (112.109) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement adapté aux personnes à mobilité réduite portant le n°56 au plan ci-annexé,
Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes générales.

110° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DIX (112.110) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°57 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

111° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT ONZE (112.111) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°58 au plan ci-annexé,
Et les cinq / dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

112° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DOUZE (112.112) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°59 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

113° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT TREIZE (112.113) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°60 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes générales.

114° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT QUATORZE (112.114) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°61 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

115° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT QUINZE (112.115) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°62 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

116° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT SEIZE (112.116) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°63 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

117° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DIX-SEPT (112.117) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°64 au plan ci-annexé,
Et les cinq/dix millièmes (5/10 000èmes) des parties communes générales.

118° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DIX-HUIT (112.118) :

Au premier sous-sol: un emplacement de stationnement portant le n°65 au plan ci-annexé,
Et les six/dix millièmes (6/10.000èmes) des parties communes générales.

119° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT DIX-NEUF (112.119) :

Au premier sous-sol: une cave située dans la cage C et portant le n°1 au plan ci-annexé,
Et un/dix millième (1/10 000ème) des parties communes générales.

120° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT (112.120) :

Au premier sous-sol, une cave située dans la cage C et portant le n°2 au plan ci-annexé,
Et un/dix millième (1/10.000ème) des parties communes générales.

121° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT ET UN (112.121) :

Au premier sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°3 au plan ci-annexé,
Et un/dix millième (1/10 000ème) des parties communes générales, ci

122° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-DEUX (112.122) :

Au premier sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°4 au plan ci-annexé,
Et un/dix millième (1/10.000ème) des parties communes générales.

123° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-TROIS
(112.123) :

Au premier sous-sol : une cave située dans la cage C et portant le n°5 au plan ci-annexé,
 Et un/dix millième (1/10.000èmes) des parties communes générales.

Au rez-de-chaussée

124° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-QUATRE
(112.124) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°1 au plan ci-annexé,
 Et les cent quarante deux / dix millièmes des parties communes générales (142/10 000èmes).

125° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-CINQ
(112.125) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°2 au plan ci-annexé,
 Et les cent quarante-deux/dix millièmes (142/10 000èmes) des parties communes générales

126° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT-VINGT-SIX
(112.126) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°3,
 Et les cent soixante-dix-neuf/dix millièmes (179/10.000èmes) des parties communes générales.

127° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT-VINGT-SEPT
(112.127) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°4 au plan ci-annexé,
 Et les cent quarante-cinq/dix millièmes (145/10.000èmes) des parties communes générales.

128° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-HUIT
(112.128) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°5 au plan ci-annexé,
 Et les quatre-vingt-dix/dix millièmes (90/10.000èmes) des parties communes générales.

129° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT VINGT-NEUF (112.129) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°6 au plan ci-annexé,

Et les cent soixante-dix/dix millièmes (170/10.000èmes) des parties communes générales.

130° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE CENT TRENTE (112.130) :

Au rez-de-chaussée : un local à usage de commerce portant le n°7 au plan ci-annexé,

Et les deux cent soixante-dix-sept/dix millièmes (277/10.000èmes) des parties communes générales.

Bâtiment A

Au 1^{er} étage

131° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT UN (112.201) :

Dans le bâtiment A, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°A1-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard, terrasse à jouissance privative,

Et les quatre-vingt-huit/dix millièmes (88/10.000èmes) des parties communes générales,

132° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DEUX (112.202) :

Dans le bâtiment A, au premier étage, un appartement de type T4, portant le n°A1-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards, terrasse à jouissance privative,

Et les cent dix/dix millièmes (110/10.000èmes) des parties communes générales,

133° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT TROIS (112.203) :

Dans le bâtiment A, au premier étage : un appartement de type T1, portant le n°A1-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c.,

Et les trente neuf (39/10.000èmes)/dix millièmes des parties communes générales.

134° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT QUATRE (112.204) :

Dans le bâtiment A, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°A1-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-six/dix millièmes (86/10.000èmes) des parties communes générales.

135° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT CINQ (112.205) :

Dans le bâtiment A, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°A1-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-cinq/dix millièmes (85/10.000èmes) des parties communes générales.

Au deuxième étage

136° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT SIX (112.206) :

Dans le bâtiment A, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°A2-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,
Et les quatre-vingt-huit/dix millièmes des parties communes générales.

137° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT SEPT (112.207) :

Dans le bâtiment A, au deuxième étage : un appartement de type T4, portant le n°A2-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,
Et les cent seize/dix millièmes (116/10.000èmes) des parties communes générales.

138° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT HUIT (112.208) :

Dans le bâtiment A, au deuxième étage : un appartement de type T1, portant le n°A2-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, dressing, salle d'eau avec w.-c.,
Et les quarante-sept/dix millièmes (47/10.000èmes) des parties communes générales.

139° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT NEUF (112.209) :

Dans le bâtiment A, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°A2-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,
Et les quatre-vingt-dix/dix millièmes (90/10.000èmes) des parties communes générales.

140° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DIX (112.210) :

Dans le bâtiment A, au deuxième étage, un appartement de type T3, portant le n°A2-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,
Et les quatre-vingt-dix/dix millièmes (90/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 3^{ème} étage**141° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT ONZE (112.211) :**

Dans le bâtiment A, au troisième étage : un appartement de type T4, portant le n°A3-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les cent vingt et un/dix millièmes (121/10.000èmes) des parties communes générales.

142° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DOUZE (112.212) :

Dans le bâtiment A, au troisième étage : un appartement de type T1 portant le n°A3-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, dressing, salle d'eau avec w.-c.,

Et les quarante-neuf/dix millièmes (49/10.000èmes) des parties communes générales.

143° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT TREIZE (112.213) :

Dans le bâtiment A, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°A3-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-quinze /dix millièmes (95/10èmes) des parties communes générales.

144° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT QUATORZE (112.214) :

Dans le bâtiment A, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°A3-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-quatorze/dix millièmes (94/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 4^{ème} étage**145° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT QUINZE (112.215) :**

Dans le bâtiment A, au quatrième étage : un appartement de type T4, portant le n°A4-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les cent vingt cinq/dix millièmes (125/10.000èmes) des parties communes générales.

146° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT SEIZE (112.216) :

Dans le bâtiment A, au quatrième étage : un appartement de type T1 portant le n°A4-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, dressing, salle d'eau avec w.-c.,

Et les cinquante/dix millièmes (50/10.000èmes) des parties communes générales.

147° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DIX-SEPT (112.217) :

Dans le bâtiment A, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°A4-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-dix-huit/dix millièmes (98/100.000èmes) des parties communes générales.

148° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DIX-HUIT (112.218) :

Dans le bâtiment A, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°A4-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-dix-sept/dix millièmes (97/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 5^{ème} étage

149° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT DIX-NEUF (112.219) :

Dans le bâtiment A, au cinquième étage : un appartement de type T4, portant le n°A5-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les cent trente-trois/dix millièmes (133/10.000èmes) des parties communes générales.

150° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT (112.220) :

Dans le bâtiment A, au cinquième étage : un appartement de type T2 portant le n°A5-2 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-treize/dix millièmes (73/10.000èmes) des parties communes générales.

151° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT ET UN (112.221) :

Dans le bâtiment A, au cinquième étage : un appartement de type T2, portant le n°A5-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-douze/dix millièmes (72/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 6^{ème} étage**152° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX (112.222) :**

Dans le bâtiment A, au sixième étage : un appartement de type T4, portant le n°A6-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les cent trente-cinq/dix millièmes (135/10.000èmes) des parties communes générales.

153° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-TROIS (112.223) :

Dans le bâtiment A, au sixième étage : un appartement de type T2 portant le n°A6-2 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-quinze/dix millièmes (75/10.000èmes) des parties communes générales,

154° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-QUATRE (112.224) :

Dans le bâtiment A, au sixième étage : un appartement de type T2, portant le n°A6-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-quatorze/dix millièmes (74/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 7ème étage**155° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-CINQ (112.225) :**

Dans le bâtiment A, au septième étage : appartement de type T4, portant le n°A7-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les cent trente-huit/dix millièmes (138/10.000èmes) des parties communes générales,

156° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-SIX (112.226) :

Dans le bâtiment A, au septième étage : un appartement de type T2 portant le n°A7-2 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-seize/dix millièmes (76/10.000èmes) des parties communes générales.

157° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE DEUX CENT VINGT-SEPT (112.227) :

Dans le bâtiment A, au septième étage : Un appartement de type T2, portant le n°A7-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante quinze/dix millièmes (75/10.000èmes) des parties communes générales.

Bâtiment B

Au premier étage

158° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT UN (112.301) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T4, portant le n°B1-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard, terrasse à jouissance privative,

Et les cent quatre/dix millièmes (104/10.000èmes) des parties communes générales.

159° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DEUX (112.302) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T2, portant le n°B1-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., dégagement, placard, terrasse à jouissance privative,

Et les cinquante-neuf/dix millièmes (59/10.000èmes) des parties communes générales.

160° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TROIS (112.303) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°B1-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., dressing, placard, terrasse à jouissance privative,

Et les quatre-vingt-dix-sept/dix millièmes (97/10.000èmes) des parties communes générales.

161° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUATRE (112.304) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°B1-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard, terrasse à jouissance privative,

Et les quatre-vingt-neuf / dix millièmes (89/10.000èmes) des parties communes générales.

162° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT CINQ
(112.305) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T2, portant le n°B1-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, dégagement, salle de bains avec w.-c.,

Et les cinquante quatre/dix millièmes (54/10.000èmes) des parties communes générales.

163° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT SIX
(112.306) :

Dans le bâtiment B, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°B1-6 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard.

Et les quatre-vingt-huit/dix millièmes (88/10.000èmes) des parties communes générales.

2^{ème} étage

164° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT SEPT
(112.307) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : un appartement de type T4, portant le n°B2-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard,

Et les cent cinq / dix millièmes (105/10.000èmes) des parties communes générales,

165° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT HUIT
(112.308) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : un appartement de type T2, portant le n°B2-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., dégagement, placard,

Et les soixante/dix millièmes (60/10.000èmes) des parties communes générales.

166° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT NEUF
(112.309) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°B2-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., dressing, placard,

Et les cent cinq / dix millièmes (105/10.000èmes) des parties communes générales.

167° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DIX
(112.310) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°B2-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-huit/dix millièmes (88/10.000èmes) des parties communes générales.

168° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT ONZE
(112.311) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : Un appartement de type T2, portant le n°B2-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, dégagement, salle de bains avec w.-c.,
 Et les cinquante-sept/dix millièmes (57/10.000èmes) des parties communes générales.

169° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DOUZE
(112.312) :

Dans le bâtiment B, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°B2-6 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,
 Et les quatre-vingt-douze/dix millièmes (92/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 3ème étage

170° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TREIZE
(112.313) :

Dans le bâtiment B, au troisième étage : un appartement de type T1, portant le n°B3-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c., placard.
 Et les quarante-quatre/dix millièmes (44/10.000èmes) des parties communes générales.

171° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUATORZE
(112.314) :

Dans le bâtiment B, au troisième étage : un appartement de type T2, portant le n°B3-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,
 Et les soixante-cinq/dix millièmes (65/10.000èmes) des parties communes générales.

172° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUINZE
(112.315) :

Dans le bâtiment B, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°B3-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,
 Et les cent deux/dix millièmes (102/10.000èmes) des parties communes générales.

173° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT SEIZE
(112.316) :

Dans le bâtiment B, au troisième étage : un appartement de type T2, portant le n°B3-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, dégagement, salle de bains avec w.-c.,

Et les soixante et un /dix millièmes (61/10.000èmes) des parties communes générales.

174° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DIX-SEPT
(112.317) :

Dans le bâtiment B, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°B3-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-trois/dix millièmes (83/10.000èmes) des parties communes générales.

4ème étage

175° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DIX-HUIT
(112.318) :

Dans le bâtiment B, au quatrième étage : un appartement de type T1, portant le n°B4-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c., placard,

Et les quarante-cinq/dix millièmes (45/10.000èmes) des parties communes générales.

176° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT DIX NEUF
(112.319) :

Dans le bâtiment B, au quatrième étage : un appartement de type T2, portant le n°B4-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-six/dix millièmes (66/10.000èmes) des parties communes générales.

177° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT
(112.320) :

Dans le bâtiment B, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°B4-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent cinq/dix millièmes (105/10.000èmes) des parties communes générales.

178° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT ET UN
(112.321) :

Dans le bâtiment B, au quatrième étage : un appartement de type T2, portant le n°B4-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, dégagement, salle de bains avec w.-c.,

Et les soixante-deux/dix millièmes (62/10.000èmes) des parties communes

générales.

179° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-DEUX (112.322) :

Dans le bâtiment B, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°B4-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-cinq/dix millièmes (85/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 5^{ème} étage

180° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-TROIS (112.323) :

Dans le bâtiment B, au cinquième étage : un appartement de type T1, portant le n°B5-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c., placard,

Et les quarante-huit/dix millièmes (48/10.000èmes) des parties communes générales.

181° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-QUATRE (112.324) :

Dans le bâtiment B, au cinquième étage : un appartement de type T2, portant le n°B5-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-dix/dix millièmes (70/10.000èmes) des parties communes générales.

182° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-CINQ (112.325) :

Dans le bâtiment B, au cinquième étage : un appartement de type T3, portant le n°B5-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent douze/dix millièmes (112/10.000èmes) des parties communes générales.

183° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX (112.326) :

Dans le bâtiment B, au cinquième étage : un appartement de type T2, portant le n°B5-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, dégagement, salle de bains avec w.-c.,

Et les soixante-six/dix millièmes (66/10.000èmes) des parties communes générales.

184° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-SEPT

(112.327) :

Dans le bâtiment B, au cinquième étage : un appartement de type T3, portant le n°B5-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-onze/dix millièmes (91/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 6^{ème} étage

185° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT-VINGT-HUIT

(112.328) :

Dans le bâtiment B, au sixième étage : un appartement de type T1, portant le n°B6-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c., placard,

Et les quarante-neuf/dix millièmes (49/10.000èmes) des parties communes générales.

186° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-NEUF

(112.329) :

Dans le bâtiment B, au sixième étage : un appartement de type T2, portant le n°B6-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-douze/dix millièmes (72/10.000èmes) des parties communes générales.

187° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TRENTE

(112.330) :

Dans le bâtiment B, au sixième étage : un appartement de type T3, portant le n°B6-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent quatorze/dix millièmes (114/10.000èmes) des parties communes générales.

188° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TRENTE-ET-

UN (112.331) :

Dans le bâtiment B, au sixième étage : un appartement de type T1, portant le n°B6-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c.,

Et les quarante/dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 7^{ème} étage**189° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TRENTE-DEUX (112.332) :**

Dans le bâtiment B, au septième étage : un appartement de type T1, portant le n°B7-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, kitchenette, salle d'eau avec w.-c., placard,

Et les cinquante/dix millièmes (50/10.000èmes) des parties communes générales.

190° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TRENTE-TROIS (112.333) :

Dans le bâtiment B, au septième étage : un appartement de type T2, portant le n°B7-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-treize/dix millièmes (73/10.000èmes) des parties communes générales.

191° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE TROIS CENT TRENTE-QUATRE (112.334) :

Dans le bâtiment B, au septième étage : un appartement de type T3, portant le n°B7-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent quatre/dix millièmes (104/10.000èmes) des parties communes générales.

Bâtiment CAu 1er étage**192° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT UN (112.401) :**

Dans le bâtiment C, au premier étage : un appartement de type T2, portant le n°C1-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les cinquante-cinq/dix millièmes (55/10.000èmes) des parties communes générales.

193° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DEUX (112.402) :

Dans le bâtiment C, au premier étage : un appartement de type T4, portant le n°C1-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, w.-c., dégagement, deux terrasses à jouissance privative,

Et les cent cinq/dix millièmes (105/10 000èmes) des parties communes générales.

194° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TROIS
(112.403) :

Dans le bâtiment C, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°C1-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard, terrasse à jouissance privative,
 Et les quatre-vingt/dix millièmes (80/10.000èmes) des parties communes générales.

195° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT QUATRE
(112.404) :

Dans le bâtiment C, au premier étage : un appartement de type T3, portant le n°C1-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards, terrasse à jouissance privative,
 Et les quatre-vingt /dix millièmes (80/10.000èmes) des parties communes générales.

196° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT CINQ
(112.405) :

Dans le bâtiment C, au premier étage : un appartement de type T4, portant le n°C1-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard, terrasse à jouissance privative,
 Et les cent trois/dix millièmes (103/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 2ème étage

197° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT SIX
(112.406) :

Dans le bâtiment C, au deuxième étage : un appartement de type T2, portant le n°C2-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,
 Et les cinquante huit/dix millièmes (58/10.000èmes) des parties communes générales.

198° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT SEPT
(112.407) :

Dans le bâtiment C, au deuxième étage : un appartement de type T4, portant le n°C2-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, w.-c., dégagement,
 Et les cent onze/dix millièmes (111/10.000èmes) des parties communes générales,

199° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT HUIT (112.408) :

Dans le bâtiment C, au deuxième étage, un appartement de type T3, portant le n°C2-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-douze/dix millièmes (92/10.000èmes) des parties communes générales.

200° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT NEUF (112.409) :

Dans le bâtiment C, au deuxième étage : un appartement de type T3, portant le n°C2-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-six/dix millièmes (86/10.000èmes) des parties communes générales.

201° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DIX (112.410) :

Bâtiment C, deuxième étage : un appartement de type T4, portant le n°C2-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard.

Et les cent onze/dix millièmes (111/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 3ème étage

202° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT ONZE (112.411) :

Dans le bâtiment C, au troisième étage : un appartement de type T2, portant le n°C3-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante et un/dix millièmes (61/10.000èmes) des parties communes générales.

203° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DOUZE (112.412) :

Dans le bâtiment C, au troisième étage : un appartement de type T4, portant le n°C3-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, w.-c., dégagement,

Et les cent seize/dix millièmes (116/10 000èmes) des parties communes générales.

204° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TREIZE (112.413) :

Dans le bâtiment C, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°C3-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les quatre-vingt-dix-sept/dix millièmes (97/10.000èmes) des parties communes générales.

205° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT QUATORZE (112.414) :

Dans le bâtiment C, au troisième étage : un appartement de type T3, portant le n°C3-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-dix/dix millièmes (90/10.000èmes) des parties communes générales.

206° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT QUINZE (112.415) :

Dans le bâtiment C, au troisième étage : un appartement de type T4, portant le n°C3-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard,

Et les cent quinze/dix millièmes (115/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 4ème étage

207° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT SEIZE (112.416) :

Dans le bâtiment C, au quatrième étage : un appartement de type T2, portant le n°C4-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-trois/dix millièmes (63/10.000èmes) des parties communes générales.

208° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DIX-SEPT (112.417) :

Dans le bâtiment C, au quatrième étage : un appartement de type T4, portant le n°C4-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, w.-c., dégagement,

Et les cent dix-neuf/dix millièmes (119/10.000èmes) des parties communes générales.

209° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DIX-HUIT (112.418) :

Dans le bâtiment C, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°C4-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent / dix millièmes (100/10.000èmes) des parties communes générales.

210° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT DIX-NEUF (112.419) :

Dans le bâtiment C, au quatrième étage : un appartement de type T3, portant le n°C4-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-douze/dix millièmes (92/10.000èmes) des parties communes générales.

211° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT (112.420) :

Dans le Bâtiment C, au quatrième étage : un appartement de type T4, portant le n°C4-5 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard,

Et les cent dix-huit /dix millièmes (118/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 5ème étage

212° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT ET UN (112.421) :

Dans le bâtiment C, au cinquième étage : un appartement de type T2, portant le n°C5-1 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, une chambre, salle de bains avec w.-c., placard,

Et les soixante-sept/dix millièmes (67/10.000èmes) des parties communes générales.

213° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-DEUX (112.422) :

Dans le bâtiment C, au cinquième étage : un appartement de type T4, portant le n°C5-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, salle de bains, w.-c., dégagement,

Et les cent vingt-huit/dix millièmes (128/10.000èmes) des parties communes générales.

214° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-TROIS (112.423) :

Dans le bâtiment C, au cinquième étage : un appartement de type T3, portant le n°C5-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent six/dix millièmes (106/10.000èmes) des parties communes générales.

215° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE (112.424) :

Dans le bâtiment C, au cinquième étage : un appartement de type T3, portant le n°C5-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-dix-huit /dix millièmes (98/10.000èmes) des parties communes générales.

216° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-CINQ (112.425) :

Dans le bâtiment C, au cinquième étage : un appartement de type T4, portant le n°C5-5 au plan ci-annexé, comprenant : Entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard,

Et les cent vingt-six / dix millièmes (126/10.000èmes) des parties communes générales.

Au 6ème étage

217° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-SIX (112.426) :

Dans le bâtiment C, au sixième étage : un appartement de type T1, portant le n°C6-1 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, kitchenette, dégagement, salle d'eau avec W.-C., placard.

Et les cinquante-deux/dix millièmes (52/10.000èmes) des parties communes générales,

218° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-SEPT (112.427) :

Dans le bâtiment C, au sixième étage : un appartement de type T3, portant le n°C6-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent neuf/dix millièmes (109/10.000èmes) des parties communes générales.

219° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-HUIT (112.428) :

Dans le bâtiment C, au sixième étage : un appartement de type T3, portant le n°C6-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-quinze/dix millièmes (95/10.000èmes) des parties communes générales.

220° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT-NEUF (112.429) :

Dans le bâtiment C, au sixième étage : un appartement de type T4, portant le n°C6-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, trois chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., w.-c., placard,

Et les cent vingt-huit/dix millièmes (128/10 000èmes) des parties communes générales,

Au 7ème étage

221° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE (112.430) :

Dans le bâtiment C, au septième étage : un appartement de type T1, portant le n°C7-1 au plan ci-annexé, comprenant : séjour, kitchenette, dégagement, salle d'eau avec w.-c., placard.

Et les cinquante-trois/dix millièmes (53/10.000èmes) des parties communes générales.

222° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE ET UN (112.431) :

Dans le bâtiment C, au septième étage : un appartement de type T3, portant le n°C7-2 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placard,

Et les cent onze/dix millièmes (111/10.000èmes) des parties communes générales.

223° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX (112.432) :

Dans le bâtiment C, au septième étage : un appartement de type T3, portant le n°C7-3 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains, w.-c., placards,

Et les quatre-vingt-dix-sept/dix millièmes (97/10.000èmes) des parties communes générales.

224° - LE LOT NUMÉRO CENT DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-TROIS (112.433) :

Dans le bâtiment C, au septième étage : un appartement de type T3, portant le n°C7-4 au plan ci-annexé, comprenant : entrée, séjour, cuisine, deux chambres, dégagement, salle de bains avec w.-c., dressing, placard,

Et les cent treize/dix millièmes (113/10.000èmes) des parties communes générales.

- IV -

Tableau récapitulatif

L'État Descriptif de Division qui précède est résumé dans le tableau récapitulatif ci-après, conformément à l'article 71 du décret n°55-1350 du 14 octobre 1955, modifié par le décret n°59-90 du 7 janvier 1959 et n°79-405 du 21 mai 1979.

La colonne 1 indique le n° du Lot.

La colonne 2 indique le bâtiment (Bât.).

La colonne 3 indique l'escalier (Esc.).

La colonne 4 indique le niveau où se situe le Lot (Niv.)

La colonne 5 indique le type du Lot (Type).

La colonne 6 indique la quote-part du Lot dans les Parties Communes Générales.

Précision : les mentions, en colonne 5, "Parking (2)" et "PMR" signifient respectivement : parking double et parking pour personne à mobilité réduite.

N° de Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.001	A, B & C	A, B & C	2è S-sol	Parking	5
112.002	"	"	"	"	6
112.003	"	"	"	"	6
112.004	"	"	"	"	5
112.005	"	"	"	"	5
112.006	"	"	"	"	5
112.007	"	"	"	"	5
112.008	"	"	"	"	5
112.009	"	"	"	Parking (2)	9
112.010	"	"	"	"	9
112.011	"	"	"	Parking (2) PMR	12
112.012	"	"	"	Parking (2)	9
112.013	"	"	"	"	10
112.014	"	"	"	"	9
112.015	"	"	"	"	9
112.016	"	"	"	"	9
112.017	"	"	"	"	9
112.018	"	"	"	"	9
112.019	"	"	"	"	9
112.020	"	"	"	"	9
112.021	"	"	"	Parking	5
112.022	"	"	"	"	5
112.023	"	"	"	"	5
112.024	"	"	"	"	5
112.025	"	"	"	"	5
112.026	"	"	"	"	5
112.027	"	"	"	"	5
112.028	"	"	"	"	5
112.029	"	"	"	"	5
112.030	"	"	"	"	5
112.031	"	"	"	"	5
112.032	"	"	"	"	5
112.033	"	"	"	"	5
112.034	"	"	"	"	5
112.035	"	"	"	"	6
112.036	"	"	"	"	5
112.037	"	"	"	Parking PMR	7
112.038	"	"	"	Parking	6
112.039	"	"	"	"	5
112.040	"	"	"	"	5

N° Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.041	A, B & C	A, B & C	2è S.-sol	Parking	5
112.042	"	"	"	Parking PMR	7
112.043	"	"	"	Parking	6
112.044	"	"	"	Parking PMR	7
112.045	"	"	"	Parking	5
112.046	"	"	"	"	5
112.047	"	"	"	"	5
112.048	"	"	"	"	5
112.049	"	"	"	"	5
112.050	"	"	"	"	5
112.051	"	"	"	"	5
112.052	"	"	"	"	5
112.053	"	"	"	"	6
112.054	"	"	"	Parking (2)	9
112.055	"	"	"	"	9
112.056	"	"	"	Cave	1
112.057	"	"	"	"	1
112.058	"	"	"	"	1
112.059	"	"	"	"	1
112.060	"	"	"	"	1
112.061	"	"	"	"	1
112.062	"	"	"	"	1
112.063	"	"	"	"	1
112.064	"	"	"	"	1
112.065	"	"	"	"	1
112.066	"	"	1er S.-sol	Parking	6
112.067	"	"	"	"	6
112.068	"	"	"	"	6
112.069	"	"	"	"	6
112.070	"	"	"	"	5
112.071	"	"	"	"	5
112.072	"	"	"	"	5
112.073	"	"	"	"	5
112.074	"	"	"	Parking (2)	9
112.075	"	"	"	"	9
112.076	"	"	"	Parking (2) PMR	12
112.077	"	"	"	Parking (2)	9
112.078	"	"	"	"	10
112.079	"	"	"	"	10
112.080	"	"	"	"	9

N° de Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.081	A, B & C	A, B & C	1er S-sol	Parking (2)	9
112.082	"	"	"	"	9
112.083	"	"	"	"	9
112.084	"	"	"	"	9
112.085	"	"	"	"	9
112.086	"	"	"	Parking	5
112.087	"	"	"	"	5
112.088	"	"	"	"	6
112.089	"	"	"	"	5
112.090	"	"	"	"	5
112.091	"	"	"	"	5
112.092	"	"	"	"	5
112.093	"	"	"	"	5
112.094	"	"	"	"	5
112.095	"	"	"	"	5
112.096	"	"	"	"	5
112.097	"	"	"	"	5
112.098	"	"	"	"	5
112.099	"	"	"	"	6
112.100	"	"	"	"	6
112.101	"	"	"	"	5
112.102	"	"	"	Parking PMR	7
112.103	"	"	"	Parking	6
112.104	"	"	"	"	5
112.105	"	"	"	"	5
112.106	"	"	"	"	5
112.107	"	"	"	Parking PMR	7
112.108	"	"	"	Parking	6
112.109	"	"	"	Parking PMR	7
112.110	"	"	"	Parking	5
112.111	"	"	"	"	5
112.112	"	"	"	"	5
112.113	"	"	"	"	5
112.114	"	"	"	"	5
112.115	"	"	"	"	5
112.116	"	"	"	"	5
112.117	"	"	"	"	5
112.118	"	"	"	Parking	6
112.119	"	"	"	Cave	1
112.120	"	"	"	"	1
112.121	"	"	"	"	1
112.122	"	"	"	"	1
112.123	"	"	"	"	1

N° de Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.124	A	Néant	RDC	Commerce	142
112.125	"	Néant	"	"	142
112.126	B	Néant	"	"	179
112.127	"	Néant	"	"	145
112.128	"	Néant	"	"	90
112.129	C	Néant	"	"	170
112.130	"	Néant	"	"	277

N° Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.201	A	A	1 ^{er} Ét.	Logement T3	88
112.202	"	"	"	Logement T4	110
112.203	"	"	"	Logement T1	39
112.204	"	"	"	Logement T3	86
112.205	"	"	"	Logement T3	85
112.206	"	"	2 ^e Ét.	Logement T3	88
112.207	"	"	"	Logement T4	116
112.208	"	"	"	Logement T1	47
112.209	"	"	"	Logement T3	90
112.210	"	"	"	Logement T3	90
112.211	"	"	3 ^e Ét.	Logement T4	121
112.212	"	"	"	Logement T1	49
112.213	"	"	"	Logement T3	95
112.214	"	"	"	Logement T3	94
112.215	"	"	4 ^e Ét.	Logement T4	125
112.216	"	"	"	Logement T1	50
112.217	"	"	"	Logement T3	98
112.218	"	"	"	Logement T3	97
112.219	"	"	5 ^e Ét.	Logement T4	133
112.220	"	"	"	Logement T2	73
112.221	"	"	"	Logement T2	72
112.222	"	"	6 ^e Ét.	Logement T4	135
112.223	"	"	"	Logement T2	75
112.224	"	"	"	Logement T2	74
112.225	"	"	7 ^e Ét.	Logement T4	138
112.226	"	"	"	Logement T2	76
112.227	"	"	"	Logement T2	75

N° de Lot	Bâtiment	Escalier	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.301	B	B	1 ^{er} Ét.	Logement T4	104
112.302	"	"	"	Logement T2	59
112.303	"	"	"	Logement T3	97
112.304	"	"	"	Logement T3	89
112.305	"	"	"	Logement T2	54
112.306	"	"	"	Logement T3	88
112.307	"	"	2 ^{ème} Ét.	Logement T4	105
112.308	"	"	"	Logement T2	60
112.309	"	"	"	Logement T3	105
112.310	"	"	"	Logement T3	88
112.311	"	"	"	Logement T2	57
112.312	"	"	"	Logement T3	92
112.313	"	"	3 ^{ème} Ét.	Logement T1	44
112.314	"	"	"	Logement T2	65
112.315	"	"	"	Logement T3	102
112.316	"	"	"	Logement T2	61
112.317	"	"	"	Logement T3	83
112.318	"	"	4 ^{ème} Ét.	Logement T1	45
112.319	"	"	"	Logement T2	66
112.320	"	"	"	Logement T3	105
112.321	"	"	"	Logement T2	62
112.322	"	"	"	Logement T3	85
112.323	"	"	"	Logement T1	48
112.324	"	"	5 ^{ème} Ét.	Logement T2	70
112.325	"	"	"	Logement T3	112
112.326	"	"	"	Logement T2	66
112.327	"	"	"	Logement T3	91
112.328	"	"	6 ^{ème} Ét.	Logement T1	49
112.329	"	"	"	Logement T2	72
112.330	"	"	"	Logement T3	114
112.331	"	"	"	Logement T1	40
112.332	"	"	7 ^{ème} Ét.	Logement T1	50
112.333	"	"	"	Logement T2	73
112.334	"	"	"	Logement T3	104

N° de Lot	Bâtiment	Escaller	Niveau	Type	Quote-part des parties communes générales
112.401	C	C	1er Et.	Logement T2	55
112.402	"	"	"	Logement T4	105
112.403	"	"	"	Logement T3	80
112.404	"	"	"	Logement T3	80
112.405	"	"	"	Logement T4	103
112.406	"	"	2è Et.	Logement T2	58
112.407	"	"	"	Logement T4	111
112.408	"	"	"	Logement T3	92
112.409	"	"	"	Logement T3	86
112.410	"	"	"	Logement T4	111
112.411	"	"	3è Et.	Logement T2	61
112.412	"	"	"	Logement T4	116
112.413	"	"	"	Logement T3	97
112.414	"	"	"	Logement T3	90
112.415	"	"	"	Logement T4	115
112.416	"	"	4è Et.	Logement T2	63
112.417	"	"	"	Logement T4	119
112.418	"	"	"	Logement T3	100
112.419	"	"	"	Logement T3	92
112.420	"	"	"	Logement T4	118
112.421	"	"	5è Et.	Logement T2	67
112.422	"	"	"	Logement T4	128
112.423	"	"	"	Logement T3	106
112.424	"	"	"	Logement T3	98
112.425	"	"	"	Logement T4	126
112.426	"	"	6è Et.	Logement T1	52
112.427	"	"	"	Logement T3	109
112.428	"	"	"	Logement T3	95
112.429	"	"	"	Logement T4	128
112.430	"	"	7è Et.	Logement T1	53
112.431	"	"	"	Logement T3	111
112.432	"	"	"	Logement T3	97
112.433	"	"	"	Logement T3	113
Total :					10.000 / 10.000èmes

CHAPITRE III

MÉTHODE DE CALCUL DES TANTIÈMES DE PARTIES COMMUNES ET DE CHARGES

Section I - Rappel des principes légaux

Les éléments pris en considération et la méthode de calcul permettant de fixer les quotes-parts de Parties Communes et la répartition des Charges Communes sont directement issus des articles 5 et 10 de la loi du 10 juillet 1965, fixant le statut de la copropriété, et les textes subséquents.

L'article 5, pour les tantièmes de propriété, dispose :

"Dans le silence ou la contradiction des titres, la quote-part des parties communes afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs desdites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation."

L'article 10, d'ordre public -, pour les tantièmes de charges, dispose dans ses deux premiers alinéas :

"Les copropriétaires sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun en fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chaque lot."

Ils sont tenus de participer aux charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes proportionnellement aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots, telles que ces valeurs résultent des dispositions de l'article 5."

a) Quote-part de Parties Communes :

Le calcul des quotes-parts de Parties Communes afférentes à chaque Lot privatif nécessite, conformément aux stipulations de l'article 5, de tenir compte pour chaque Lot de sa superficie, sa consistance et de sa situation.

* Par *consistance* il faut entendre : la nature physique de chaque Lot (appartement, garage, cave ...) la distribution et la configuration, l'éclairage, les hauteurs sous plafond ...

* Par *superficie* il faut entendre : les surfaces fractionnées en fonction des divers éléments constitutifs de chaque Lot (appartement, balcon, terrasse ou jardin en jouissance privative ...).

* Par *situation* il faut entendre : le niveau, l'ensoleillement, les vues, l'emplacement.

Ainsi qu'il est dit ci-dessus sous le titre "Terminologie adoptée", il est distingué entre les Parties Communes Générales et les Parties Communes Spéciales suivant que la propriété des Parties Communes est répartie entre tous les Lots ou certains d'entre eux.

b) Répartition des charges :

L'article 10 distingue d'une part, les charges relatives à la conservation, l'entretien et l'administration des Parties Communes et d'autre part, les charges afférentes aux services collectifs et équipements communs.

b-1. Charges communes liées à la conservation, l'entretien et l'administration des Parties Communes

Les charges afférentes à l'administration, l'entretien et la conservation des Parties Communes sont réparties, conformément à l'article 10, au prorata des quotes-parts de Parties Communes affectées à chaque Lot (selon les critères de l'article 5).

Ainsi qu'il est dit ci-dessus sous le titre "TERMINOLOGIE ADOPTÉE", il est distingué entre les Charges Communes Générales ou Spéciales suivant que ces charges s'appliquent à l'administration, l'entretien et la conservation des Parties Communes Générales ou des Parties Communes Spéciales.

b-2. Charges communes liées aux éléments d'équipement et services communs

Elles sont dénommées aux présentes "Charges Communes Particulières".

Elles sont réparties en fonction de l'utilité (et non en fonction de la quote-part indivise leur appartenant dans les Parties Communes Particulières ou Spéciales) que ces services et équipements présentent à l'égard de chaque Lot.

Le critère est l'utilité et non l'utilisation ; il suffit qu'un Lot soit desservi par un équipement commun pour qu'il supporte des charges à ce titre, que l'occupant du Lot utilise ou non l'équipement.

Section II - Méthode de répartition adoptée par le géomètre pour l'immeuble

Pour se conformer aux dispositions de l'article 10 de la loi du 10 juillet 1965, ci-après reproduites :

"Tout règlement de copropriété publié à compter du 31 décembre 2002 indique les éléments pris en considération et la méthode de calcul permettant de fixer les quotes-parts de parties communes et la répartition des charges."

Le cabinet "A.T.G.T.", Géomètre susnommé, a indiqué, dans une lettre dont l'original est demeuré ci-annexé (**Annexe n°7**), qu'il avait pour le calcul des tantièmes des Parties Communes et des Charges procédé ainsi qu'il suit :

I - QUOTE-PART DES PARTIES COMMUNES GENERALES

La quote-part des parties communes générales afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs desdites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation, sans égard à leur utilisation.

La valeur relative de chaque lot s'obtient en appliquant à la surface utile ou habitable du lot considéré, un coefficient de pondération suivant :

1 - La consistance du lot, elle-même, définie suivant deux critères :

A) Nature physique du lot, tels que les coefficients appliqués sont définis ci-après :

<u>Nature du lot</u>	<u>Coef.</u>
Logement	0.90 à 1.00
Emplacement de stationnement	0.15 à 0.35
Caves	0.10 à 0.25
Terrasse à jouissance privative	0.15 à 0.35

(Dans le cas d'un lot comprenant plusieurs type de nature, on totalise les diverses surfaces pondérées, la valeur prise en compte pour le calcul des tantièmes généraux est la surface pondérée totale du lot.)

B) Distribution et forme du lot

En fonction de l'hétérogénéité du lot, il est appliqué un coefficient de pondération compris entre 0.95 et 1.05.

Ce coefficient ne s'applique pas aux surfaces annexes telles que balcon, garage, terrasse, jardin, etc, ...

2 - La situation du lot par rapport aux autres lots de la copropriété :

A - Niveau où se trouve le lot associé à la présence d'un ascenseur.

Les coefficients appliqués sont définis ci-après :

<u>Niveau où se situe le lot</u>	<u>Coef. avec asc.</u>
Sous-sol	0,95
Rdc	0,90
1 ^{er} étage	0,95
2 ^{ème} étage	1,00
3 ^{ème} étage	1,05
4 ^{ème} étage	1,08
5 ^{ème} étage	1.11
...	...

A - Vue, éclairage, ensoleillement,

En fonction des variations de ces différents critères, il est appliqué un coefficient de pondération :

- Pour la vue, compris entre 0.90 et 1.10,
- Pour l'éclairage, compris entre 0.90 et 1.10,
- Pour l'ensoleillement, compris entre 0.90 et 1.10.

II - CHARGES SPÉCIALES À CHAQUE BATIMENT OU HALL

La quote-part des lots situés dans un bâtiment ou un hall, dans les charges spéciales par bâtiment ou par hall, est répartie entre tous les copropriétaires des lots se trouvant dans ces bâtiments ou halls, au prorata de la surface pondérée de chaque lot.

III - CHARGES D'ASCENSEURS

Il est ici précisé que :

Chaque emplacement de stationnement ou cave, présent dans les sous-sols, est desservi par un des ascenseurs « A », « B » ou « C ». Ces lots, n'ayant pas été attribués entre les halls « A », « B » ou « C », chaque lot desservi participera donc au tiers des charges de l'Ascenseur « A » entraînées par l'ensemble de ces lots, au tiers des charges de l'Ascenseur « B » entraînées par l'ensemble de ces lots, et au tiers des charges de l'Ascenseur « C » entraînées par l'ensemble de ces lots quand bien même il n'en utilisera qu'un.

1 - CHARGES D'ASCENSEUR « A »

L'ascenseur rencontré dans le hall « A » dessert tous les lots du hall « A », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet ascenseur et sa machinerie sont donc des parties communes spéciales à tous les lots du hall « A », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Ascenseur « A », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « A », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « A », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

2 - CHARGES D'ASCENSEUR « B »

L'ascenseur rencontré dans le hall « B » dessert tous les lots du hall « B », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet ascenseur et sa machinerie sont donc des parties communes spéciales à tous les lots du hall « B », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots

situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Ascenseur « B », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « B », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « B », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

3 - CHARGES D'ASCENSEUR « C »

L'ascenseur rencontré dans le hall « C » dessert tous les lots du hall « C », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet ascenseur et sa machinerie sont donc des parties communes spéciales à tous les lots du hall « C », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Ascenseur « C », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « C », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « C », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

IV - CHARGES D'ESCALIERS

Il est ici précisé que :

Chaque emplacement de stationnement ou cave, présent dans les sous-sols, est desservi par un des escaliers « A », « B » ou « C ». Ces lots, n'ayant pas été attribués entre les halls « A », « B » ou « C », chaque lot desservi participera donc au tiers des charges de l'Escalier « A » entraînées par l'ensemble de ces lots, au tiers des charges de l'Escalier « B » entraînées par l'ensemble de ces lots, et au tiers des charges de l'Escalier « C » entraînées par l'ensemble de ces lots quand bien même il n'en utilisera qu'un.

1 - CHARGES D'ESCALIER « A »

L'escalier rencontré dans le hall « A » dessert tous les lots du hall « A », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet escalier est donc une partie commune spéciale à tous les lots du hall « A », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Escalier « A », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots

situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « A », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « A », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

2 - CHARGES D'ESCALIER « B »

L'escalier rencontré dans le hall « B » dessert tous les lots du hall « B », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet escalier est donc une partie commune spéciale à tous les lots du hall « B », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Escalier « B », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « B », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « B », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

3 - CHARGES D'ESCALIER « C »

L'escalier rencontré dans le hall « C » dessert tous les lots du hall « C », à l'exception des lots à usage de commerce et, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols.

Cet escalier est donc une partie commune spéciale à tous les lots du hall « C », à l'exception des lots à usage de commerce, et aux lots situés dans les sous-sols.

Ainsi, l'ensemble des lots situés dans les sous-sols, participera aux charges d'entretien et de maintenance de l'Escalier « C », comme énoncé ci-dessus, au prorata de la surface pondérée de chaque lot, moyennée, pour ce qui est des lots situés dans les sous-sols, et aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

La partie résultante sera répartie entre l'ensemble des lots du hall « C », au prorata de la surface pondérée de chaque lot du hall « C », aggravée d'un coefficient d'élévation en fonction du niveau où se situe le lot.

V - CHARGES DE CHAUFFAGE

L'ensemble immobilier est desservi par le réseau de chauffage urbain.

Les charges comprennent : les dépenses de consommation, d'entretien, la réparation du matériel technique, les frais de maintenance

Les charges de chauffage seront réparties au prorata des surfaces utiles ou habitables des lots privatifs desservis par le réseau de chauffage. Les lots à usage de commerce ne participent pas aux charges de chauffage car ces derniers ne sont pas

desservis par le chauffage collectif.

VI - CHARGES D'EAU

Les charges d'eau comprennent le prix de l'eau consommée par les occupants de chaque logement ou d'un autre local et la redevance pour la location, l'entretien et les réparations éventuelles des compteurs.

Les charges d'eau ne seront considérées comme charges spéciales que si la pose de compteur(s) individuel(s) existe dans chaque logement ou est décidée par l'assemblée générale (dans cette hypothèse, les frais d'installation nécessaires seraient d'ailleurs considérés comme charges générales).

Dans ce cas, chaque copropriétaire supportera les dépenses correspondant à la consommation d'eau indiquée par le(s) compteur(s) individuel(s) installé(s) dans son logement ainsi que la redevance, le cas échéant, pour la location, l'entretien, les réparations éventuelles du ou des compteurs particuliers.

La différence susceptible d'exister entre le total des consommations individuelles et celui relevé au compteur général de l'ensemble immobilier sera répartie au prorata des consommations individuelles.

Faute d'installation de compteurs individuels dans la totalité des lots, et s'il n'existe pas de charges spéciales dédiées aux charges d'eau froide, les charges d'eau seront réparties entre les copropriétaires au prorata des surfaces utiles ou habitables des lots privatifs.

VII - CHARGES DE TYPE DIGICODE, INTERPHONE, ANTENNES COLLECTIVES, RESEAU CABLE

S'il en est, ces charges seront réparties entre les seuls lots utilisateurs, (la part de chacun étant égale).

VIII - CHARGES D'ESPACE VERT

L'ensemble immobilier bénéficie d'un espace vert situé à l'arrière du bâtiment.

Les charges comprennent : les dépenses d'entretien, d'arrosage, de plantation ainsi de l'espace vert ainsi que l'entretien du mail piétons.

Les charges espace vert seront réparties au prorata des surfaces utiles ou habitables pondérées des lots privatifs desservis bénéficiant de l'accès aux espaces verts. Les lots à usage de commerce ne participent pas aux charges d'espace vert car ces derniers n'y ont pas accès.

CHAPITRE IV

DÉFINITION DES PARTIES PRIVATIVES - DES PARTIES COMMUNES - ET DES PARTIES COMMUNES A JOUISSANCE EXCLUSIVE

Section I - Définition des Parties Privatives

A - Définition générale

Les Parties Privatives désignent les parties de l'immeuble qui sont la propriété exclusive d'un Copropriétaire et qui composent sont Lot ; lesdites parties étant affectées à l'usage exclusif du propriétaire de ce Lot.

Elles sont comprises, pour les locaux privatifs, dans l'espace délimité par les côtes de ce Lot.

Les éléments compris dans l'espace d'un Lot sont affectés à l'usage exclusif du propriétaire du Lot considéré et comme tels constituent des "Parties Privatives", à charge pour chaque Copropriétaire d'en assurer l'entretien et le fonctionnement, suivant les règles et conditions fixées au présent Règlement de Copropriété.

B - Désignation des Parties Privatives

Les Parties Privatives comprennent notamment :

- les carrelages, parquets, dalles et moquettes, et autres revêtements de sol, les plafonds, faux plafonds et parquets, à l'exclusion des ouvrages de gros œuvre ; étant précisé qu'en cas de remplacement des revêtements de sol par du carrelage il est obligatoire de placer une sous couche d'isolation phonique entre le sol et le carrelage.
- les enduits intérieurs,
- les cloisons intérieures avec leurs portes,
- les escaliers intérieurs des duplex ou d'appartements avec mezzanines,
- les portes palières, de caves ou de boxes ; les fenêtres et portes-fenêtres avec leur châssis, les volets battants ou roulants avec leurs coffres, en ce compris les verrières au dessus des jardins d'hiver ;
- les revêtements superficiels des balcons et terrasses à jouissance privative ou exclusive (à l'exclusion du gros œuvre et de son étanchéité),
- les canalisations sises à l'intérieur d'un local privatif et affectées à son usage exclusif,
- les radiateurs et leurs robinets de réglage dans le cadre du chauffage collectif,
- les installations sanitaires des salles de bains, salles d'eau et WC et celles des cuisines,
- les bouches d'aération des V.M.C. situées à l'intérieur des locaux, à l'exclusion des gaines, conduits, caissons, extracteurs qui sont parties communes,
- les équipements de toute nature et installations particulières électriques ou téléphoniques, les branchements de télévision ou réseau câblé jusqu'à la boîte de dérivation,
- les sonneries, les interphones (postes ou combinés intérieurs) du portier jusqu'à et y compris leur branchement particulier sur le système général,
- les accessoires des parties privatives (serrurerie, robinetterie,...),
- l'aménagement et la décoration intérieure : les placards et penderies, le mobilier, les glaces, papiers, tentures, décors, ...

- les badges individuels d'accès (ou boîtiers de télécommande, etc...) aux différentes Parties Communes de l'Immeuble,
- les plantations des jardins qu'elles constituent des lots privatifs ou à jouissance privatives, les plantations des jardinières à jouissance privative.
- et les vitrines des lots commerciaux n°s 124 à 130.

Et en résumé, tout ce qui est compris dans les limites privatives d'un Lot, la présente désignation n'étant qu'énonciative et non limitative.

Il est ici rappelé que :

- le gros-œuvre des balcons et terrasses (en ce inclus les étanchéités) sont parties communes même s'ils sont affectés à la jouissance exclusive d'un Lot. Il en est de même du sol (naturel ou artificiel) des jardins affectés à la jouissance exclusive d'un Lot. Toutefois le propriétaire dudit Lot pourra librement utiliser la partie du sol nécessaire aux plantations et arbustes que le copropriétaire est libre de planter aux termes du Règlement de Copropriété.

- et que les propriétaires de Lots devront supporter l'existence de toutes canalisations, qu'elles qu'en soient la nature et la destination, qui se trouveraient dans leurs locaux.

C - Particularités

Cloisons mitoyennes

Les dépenses relatives aux cloisons séparatives des locaux privatifs, seront réparties par moitié entre les Copropriétaires mitoyens, sauf si la "cloison" fait partie du gros oeuvre ou constitue un refend, auquel cas elle constitue une Partie Commune.

Reprise des vestiges

En cas de réparation ou de reconstruction, la valeur de reprise ou le produit de la vente des vieux matériaux, équipements ou vestiges bénéficiera aux seuls Copropriétaires qui auront à supporter les frais des travaux.

Section II - Définition des Parties Communes

A - Définition générale

Les Parties Communes correspondent aux parties ou fractions d'Immeuble qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif d'un Copropriétaire déterminé.

Les Parties Communes appartenant à l'ensemble des Copropriétaires sont qualifiées de "Parties Communes Générales", celles qui appartiennent à certains d'entre eux seulement, sont qualifiées de "Parties Communes Spéciales".

Les Parties Communes Générales font l'objet d'une propriété indivise entre tous les Copropriétaires qui en ont tous l'usage.

Les Parties Communes Spéciales ne sont communes qu'aux seuls copropriétaires qui en ont l'usage.

Les Parties Communes, qu'elles soient Générales ou Spéciales, ne peuvent être vendues séparément des parties privatives auxquelles elles sont rattachées.

Un Lot de copropriété comprend indivisiblement une Partie Privative et une quote-part dans les Parties Communes Générales. Cette quote-part dans les Parties Communes (et ses accessoires) ne peut faire l'objet, séparément des Parties Privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée.

Les Lots de copropriété qui ont en outre l'usage des Parties Communes Spéciales, comprennent également dans leurs Lots une quote-part desdites Parties Communes Spéciales. Cette ou ces quotes-parts, y compris ses accessoires, ne peut faire l'objet, séparément des Parties Privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée.

B - Désignation des Parties Communes Générales

Elles comprennent, concernant l'immeuble :

- la totalité du sol bâti et non bâti ;
- les murs de clôture et de séparation d'avec les propriétés voisines ;
- les mitoyennetés et les servitudes actives ou passives profitant ou grevant l'immeuble (à ce jour ou dans l'avenir) ;
- les éventuelles canalisations tant d'alimentation que d'évacuation de tout fluide, pour la partie utile à aux bâtiments composant l'immeuble ;
- le gros-œuvre des halls et des cages d'escaliers ;
- le gros-œuvre des machineries ;
- les trémies des ascenseurs ;
- les locaux techniques ;
- les équipements des locaux techniques ;
- le mail piétons à l'arrière de l'immeuble ;
- les fondations et les structures porteuses de l'immeuble, en ce compris les murs et poteaux porteurs ;
- les gros murs de façades, de refend et les pignons, en un mot, tous murs constituant l'ossature de l'immeuble, mais non les enduits et revêtements à l'intérieur des Lots ;
- les charpentes, les couvertures, les toitures-terrasses, les gouttières et descentes d'eaux pluviales, ainsi que les étanchéités sur les terrasses,
- les planchers en ce qui concerne le gros-œuvre, les chapes seulement à l'exclusion des revêtements superficiels, parquets, dallages ou tous autres revêtements formant sol, ni tous autres matériaux formant plafond.
- les ornements extérieurs des façades, y compris les balcons et terrasses, (quand bien même ceux-ci seraient confiés en jouissance privative à un seul propriétaire), balustres et balustrades, les appuis de fenêtres (à l'exception des fenêtres elles-mêmes, persiennes, stores et jalousies ...) chaque propriétaire devant, toutefois, sous sa responsabilité, les surveiller et signaler le mauvais état éventuel de leurs scellements ;
- les appareils et installations assurant la distribution éventuelle de l'eau, de l'électricité et plus généralement de l'ensemble des fluides dans leur partie générale intéressant tous les Lots du bâtiment.
- les canalisations et tuyaux de tout-à-l'égout, d'écoulement des eaux pluviales, pour leur éventuelle partie générale.
- les murs et cloisons supportant les planchers, mais non les enduits et revêtements à l'intérieur des Lots.
- les terrasses non accessibles,
- les installations et appareils de lutte contre l'incendie,
- les locaux « entretiens » situés au 2^{ème} sous-sol,
- les locaux « eau », « FT » et « TGBT » situés au 1^{er} sous-sol,
- le local « EDF », l'aire de présentation, le bassin de rétention et le local

« chauffage urbain » situés au rez-de-chaussée,

- l'antenne collective de télévision, le réseau de distribution et ses équipements jusqu'au raccordement individuel,

- tous les branchements de tuyaux, canalisations et réseaux de divers fluides, jusqu'aux raccordements individuels et au-delà pour ceux pris dans la masse du gros œuvre, sauf ceux pris en compte par une société concessionnaire, les compteurs, sauf s'ils restent propriété des sociétés concessionnaires,

- et en général tous les objets mobiliers, ustensiles et matériels se trouvant pour les besoins de tous les copropriétaires dans ces Parties Communes, ainsi que tous les droits accessoires de ces Parties Communes.

Cette désignation est purement énonciative et non limitative.

Accessoires aux Parties Communes Générales

Sont accessoires aux Parties Communes Générales :

- Le droit de surélever l'ensemble collectif et d'en affouiller le sol,
- Le droit d'édifier des bâtiments nouveaux sur les espaces libres, qui sont parties communes et d'affouiller le sol de ces espaces,
- Et le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

C - Désignation des Parties Communes Spéciales

(I) Parties Communes Spéciales attachées aux Lots de parkings et de caves "1^{er} et 2^{ème} s.-sol des Bâtiment A, B & C"

Elles comprennent notamment :

- la rampe d'accès, son système de fermeture et les voies de circulation intérieures,
- les SAS,
- les portes et les voies de circulation, d'accès aux cages d'escaliers A, B et C, aux ascenseurs A, B et C et aux caves,
- l'éclairage intérieur normal et de secours,
- les divers panneaux et systèmes de signalisations qui pourraient être posés, ainsi que les divers matériels et équipements de sécurité,
- les diverses gaines techniques et de ventilations, ainsi que les grilles d'aération en rez-de-chaussée.

Et en général tous les objets mobiliers, ustensiles et matériels se trouvant pour les besoins de tous les Copropriétaires, propriétaires d'un Lot situé dans l'un des deux niveaux de sous-sol, dans lesdites Parties Communes, et d'une façon générale tout ce qui n'est pas affecté à l'usage particulier et exclusif d'un copropriétaire.

(II) Parties Communes Spéciales attachées aux Lots d'appartements desservis par le Hall A (Bâtiment A)

Elles comprennent notamment :

- les installations de digicode et/ou d'interphone,
- les blocs de boîtes aux lettres, étant ici précisé que les boîtes aux lettres sont des parties privatives et que chaque copropriétaire à l'usage exclusif de l'une d'entre elles,
- le hall d'entrée, voies de circulations, l'escalier et la cage d'escalier d'accès aux étages supérieurs, les paliers d'étages, le tout à l'exception du gros œuvre, Partie Commune Générale ;

- les installations d'éclairage de toutes les parties intérieures du hall « A », normal et de secours, à l'exclusion du sous-sol, ainsi que tous les appareils accessoires,
- les divers coffres et gaines techniques, les locaux des différents compteurs,
- toutes les canalisations des divers fluides jusqu'au raccordement individuel, sauf celles prises en compte par une société concessionnaire ou celles parties communes générales ; les compteurs, sauf s'ils restent propriété des sociétés concessionnaires,
- le local « poubelles A », situé au rez-de-chaussée,
- le local « vélos - poussettes A », situé au rez-de-chaussée,
- les conduits de fumée, les tuyaux d'aération des w-c. et ceux de ventilation des salles de bains, ainsi que leurs mécanismes,
- l'ascenseur A et sa machinerie,

Et en général tous les objets mobiliers, ustensiles et matériels se trouvant pour les besoins de tous les Copropriétaires du hall « A », dans lesdites Parties Communes Spéciales, et d'une façon générale tout ce qui n'est pas affecté à l'usage particulier et exclusif d'un copropriétaire.

(iii) Parties Communes Spéciales attachées aux Lots d'appartements desservis par le Hall B (Bâtiment B)

Elles comprennent notamment, et seulement si elles existent :

- les installations de digicode et/ou d'interphone,
- les blocs de boîtes aux lettres, étant ici précisé que les boîtes aux lettres sont des parties privatives et que chaque copropriétaire a l'usage exclusif de l'une d'entre elles,
- le hall d'entrée, voies de circulations, l'escalier et la cage d'escalier d'accès aux étages supérieurs, les paliers d'étages, le tout à l'exception du gros œuvre, Partie Commune Générale ;
- les installations d'éclairage de toutes les parties intérieures du hall « B », normal et de secours, à l'exclusion du sous-sol, ainsi que tous les appareils accessoires,
- les divers coffres et gaines techniques, les locaux des différents compteurs,
- toutes les canalisations des divers fluides jusqu'au raccordement individuel, sauf celles prises en compte par une société concessionnaire ou celles parties communes générales ; les compteurs, sauf s'ils restent propriété des sociétés concessionnaires,
- le local « poubelles B », situé au rez-de-chaussée,
- le local « vélos - poussettes B », situé au rez-de-chaussée,
- les conduits de fumée, les tuyaux d'aération des W-C. et ceux de ventilation des salles de bains, ainsi que leurs mécanismes,
- l'ascenseur et sa machinerie,

Et en général tous les objets mobiliers, ustensiles et matériels se trouvant pour les besoins de tous les Copropriétaires du hall « B », dans lesdites Parties Communes Spéciales, et d'une façon générale tout ce qui n'est pas affecté à l'usage particulier et exclusif d'un copropriétaire.

(iv) Parties Communes Spéciales attachées aux Lots d'appartements desservis par le Hall C

Elles comprennent notamment, et seulement si elles existent :

- les installations de digicode et/ou d'interphone,
- les blocs de boîtes aux lettres, étant ici précisé que les boîtes aux lettres sont des parties privatives et que chaque copropriétaire à l'usage exclusif de l'une d'entre elles,
- le hall d'entrée, voies de circulations, l'escalier et la cage d'escalier d'accès aux étages supérieurs, les paliers d'étages, le tout à l'exception du gros œuvre, Partie Commune Générale ;
- les installations d'éclairage de toutes les parties intérieures du hall « C », normal et de secours, à l'exclusion du sous-sol, ainsi que tous les appareils accessoires,
- les divers coffres et gaines techniques, les locaux des différents compteurs,
- toutes les canalisations des divers fluides jusqu'au raccordement individuel, sauf celles prises en compte par une société concessionnaire ou celles parties communes générales ; les compteurs, sauf s'ils restent propriété des sociétés concessionnaires,
- le local « ordures ménagères », situé au rez-de-chaussée,
- les 2 locaux « vélos - poussettes C », situé au rez-de-chaussée,
- les conduits de fumée, les tuyaux d'aération des W-C. et ceux de ventilation des salles de bains, ainsi que leurs mécanismes,
- l'ascenseur et sa machinerie.

Et en général tous les objets mobiliers, ustensiles et matériels se trouvant pour les besoins de tous les copropriétaires du hall « C », dans lesdites Parties Communes Spéciales, et d'une façon générale tout ce qui n'est pas affecté à l'usage particulier et exclusif d'un copropriétaire.

v) Parties Communes Spéciales "Espace vert et Mail piétons"

Elles comprennent les espaces verts et le mail piéton situé en rez-de-chaussée, ainsi que leurs équipements.

vi) Parties Communes Spéciales de paliers

Elles comprennent :

Les parties de palier séparant deux, telles que ces parties sont identifiées sous teinte jaune sur les plans d'étage.

Ces parties de palier sont des Parties Communes Spéciales à ces deux Lots concernés.

Sont identifiées ainsi sur les plans :

* Bâtiment A :

- Au 1^{er} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.204 et 112.205 ;
- Au 2^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.209 et 112.210 ;
- Au 3^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.213 et 112.214 ;
- Au 4^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.217 et 112.218 ;
- Au 5^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.220 et 112.221 ;

- Au 6^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.223 et 112.224;
- Au 7^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.226 et 112.227;

* Bâtiment B :

- Au 1^{er} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.301 et 112.302 ; celle séparant les Lots n°s 112.303 et 112.304 ; et celle séparant les Lots n°s 112.305 et 112.306 ;
- Au 2^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.307 et 112.308; celle séparant les Lots n°s 112.309 et 112.310 ; et celle séparant les Lots n°s 112.311 et 112.312 ;
- Au 3^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.313 et 112.314 et celle séparant les Lots n°s 112.316 et 112.317 ;
- Au 4^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.318 et 112.319 et celle séparant les Lots n°s 112.321 et 112.322 ;
- Au 5^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.323 et 112.324 et celle séparant les Lots n°s 112.326 et 112.327 ;
- Au 6^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.328 et 112.329;
- Au 7^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.332 et 112.333;

* Bâtiment C :

- Au 6^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.426 et 112.427;
- Et au 7^{ème} étage, la partie de palier séparant les Lots n°s 112.430 et 112.431.

Usage :

Dans la cas où les deux Lots auxquels est attachée cette Partie Commune Spéciale de palier devenait la propriété d'un même propriétaire, ce dernier aurait le droit, sans consentement des autres copropriétaires ou celui du syndic de clore à ses frais dans les règles de l'art, cette Partie Commune Spéciale de palier, laquelle deviendra privative. Cette "privatisation" aura lieu sans modification de la répartition des millièmes compte tenu de la faible incidence entraînée par cette utilisation privative sur la valeur relative des Lots.

Le copropriétaire devra clore cette Partie Commune Spéciale de palier en faisant installer en tête de celles-ci un dispositif de fermeture identique aux autres, et mettre le niveau concerné en état de telle sorte que l'unité de la décoration soit préservée.

(vi) Parties communes spéciales aux propriétaires des Lots issus de la division d'un même Lot

En cas de division d'un lot comprenant à l'origine un local ou un ensemble de locaux, les parties de ces locaux et leurs éléments d'équipement qui seront affectés à l'usage ou à l'utilité des propriétaires des différents lots issus de la division constitueront des parties communes spéciales qui seront l'objet d'une propriété indivise et particulière entre les propriétaires des lots issus de la division au prorata des quotes-parts dans les parties communes générales attachées à ces lots.

Section III - Parties Communes à Jouissance Exclusive.

Les Parties Communes à Jouissance Exclusive sont des parties de l'immeuble qui bien que réservées à l'usage exclusif du propriétaire d'un Lot (ou de plusieurs propriétaires de Lots) ne constituent pas des Parties Privatives du Lot ou

des Lots auxquels elles sont attachées ; lesdites parties conservent leur qualité de Parties Communes (Générales ou Spéciales).

Les Parties communes à jouissance exclusive sont partie intégrante d'un Lot. Constituant un accessoire de ce Lot, elles ne peuvent être aliénées séparément même entre Copropriétaires.

Elles concernent aux présentes les terrasses.

Le bénéfice d'une jouissance exclusive ne peut être accordé à un Lot que par le Règlement de Copropriété, une décision des Copropriétaires prise en Assemblée, ou par prescription.

Le Lot bénéficiaire d'une jouissance exclusive supporte seul les dépenses d'entretien de celui-ci ; les dépenses de gros-œuvre sont à la charge des Copropriétaires.

Les travaux concernant les parties communes à jouissance exclusive ne peuvent être décidés que par une Assemblée Générale ; elles ne peuvent être utilisées qu'en l'état par le Copropriétaire en bénéficiant.

Leur usage est défini à l'Article 5.